

Institut national de la recherche agronomique

Département
de Recherche

SAE2

Sciences sociales, agriculture et alimentation, espace et environnement



FAITS MARQUANTS 2006-2009 :

Sélection du département de recherche SAE2

(Sciences sociales, agriculture et alimentation, espace et environnement)

5 février 2010

Faits marquants 2006-2009 du département SAE2

Sciences sociales, agriculture et alimentation, espace et environnement

A la demande de la Présidente de l'Institut (courrier du 23 décembre 2009), le département SAE2 a sélectionné **douze faits marquants** parmi les faits marquants 2009 transmis par les unités de recherche du département SAE2 (Sciences sociales, agriculture et alimentation, espace et environnement). Le présent volume rassemble non seulement cette sélection 2009 mais également les faits marquants sélectionnés par le département SAE2 pour les années 2008, 2007 et 2006. Ils sont, pour chacune des années, classés selon nos trois champs thématiques et sont référés aux axes stratégiques de l'institut. Un volume annexe rassemble, comme chaque année, tous les faits marquants 2009 élaborés par les unités du département.

Cet ensemble 2006-2009 illustre la capacité du département à produire des résultats originaux sur les thématiques prioritaires de l'institut, reconnus dans leur communauté scientifique et intégrés, pour la plupart, dans des programmes de recherche à financements nationaux (ANR) ou européens (PCRD). Il balaie en outre le spectre des disciplines représentatives de l'activité en sciences humaines et sociales du département et illustre l'importance croissante que revêtent le dialogue et/ou la collaboration interdisciplinaire nécessaires à la progression de certains travaux et à l'amélioration de la capacité d'expertise de l'institut.

Deux **faits marquants transversaux** ont été retenus, en 2009, comme illustratifs de la reconnaissance dont peuvent bénéficier les travaux du département au sein, d'une part, de la communauté de la recherche agronomique (*Recherches en économie de l'environnement et des ressources naturelles : Michel Moreaux reçoit les Lauriers de l'INRA 2009, 2009-FM1*) et, d'autre part, dans une communauté proche de la sociologie des sciences (*Recherches en scientométrie : attribution du prix international Derek de Solla, 2009-FM2*). Ils complètent, de ce point de vue, les faits marquants 2006 relatif à la participation du département à la *création du RTRA Toulouse Sciences Economiques* (2006-FM1) et 2007 sur l'organisation du *PhD Workshop 2007 de l'European Association of Agricultural Economists* (2007-FM1).

Relevant du **CT1 « Consommation, distribution et transformation »**, les avancées du département sur la question des déterminants économiques et sociaux de l'alimentation et de leurs liens avec la santé humaine sont illustrées en 2009 par l'organisation d'un séminaire scientifique international de haut niveau et portant très spécifiquement sur les questions économiques relatives à l'épidémie d'obésité (« *The Economics of Obesity* », *Workshop INRA-PSE-CEPREMAP, 2009-FM3*). Il rejoint les travaux et initiatives du département relevés les années précédentes en vue de mieux éclairer les questions de consommation et d'offre alimentaires et de mieux articuler ces résultats et démarches avec les recherches menées par les nutritionnistes et épidémiologistes nutritionnels. On notera ainsi :

- l'organisation en 2008 d'une *Journée du Pôle alimentation parisien : Analyse des choix alimentaires et méthodes expérimentales* (2008-FM1),
- celle en 2007 d'une *Journée SAE2 « Entreprises et filières agroalimentaires face à de nouveaux enjeux »* (2006-FM3).

A ces actions d'animation scientifique et de diffusion de résultats, s'ajoutent la prise en charge de la *Conception et mise en place d'un observatoire économique de la qualité nutritionnelle de l'alimentation, OQALI* (2007-FM2), la production d'un ouvrage de synthèse

de *Sociologie de l'alimentation* (2006-FM4) ou d'un ensemble de travaux sur *Politiques publiques d'information et toxicité des aliments : le cas du méthyle-mercure* (2006-FM5).

De nombreux travaux du département portent sur l'organisation industrielle, les structures de concurrence et les relations verticales au sein des filières agroalimentaires. Un fait marquant retenu en 2009 est illustratif de l'intérêt de la mobilisation de ces outils pour éclairer des questions aussi brûlantes que les ***effets économiques de l'introduction d'OGM en présence d'une labellisation OGM/non-OGM*** (2009-FM4). Il en est de même des faits marquants 2008 (*Impact des coopératives/entreprises publiques sur le fonctionnement des marchés*, 2008-FM3) ou 2007 (article primé par l'*Industrial Organization Society* « *Multilateral vertical contracting with an alternative supply: The welfare effects of a ban on price discrimination* », 2007-FM3). Ces travaux s'articulent utilement aux travaux de sciences de gestion portant sur des secteurs connexes comme ceux des biotechnologies et représentés via le fait marquant 2008 (*Peut-on faire de l'argent à partir de la science ? Une analyse du secteur des biotechnologies en France*, 2008-FM2).

Ce champ thématique ne mobilise pas exclusivement des approches économiques ou sociologiques. Il concerne également des recherches en sciences juridiques pour lesquelles, sans être doté en compétences spécifiques, le département peut s'appuyer sur un réseau de juristes universitaires intéressés par ces questions, comme l'illustre le fait marquant 2009 relatif à un programme européen ***Droit, Aliments, Terre : vers un dictionnaire de droit agroalimentaire*** (2009-FM5).

Les recherches menées dans le CT2 « **Production, marchés, échanges** » portent tout d'abord sur l'économie de la production agricole, branche disciplinaire pour laquelle a été organisé en 2009 un séminaire de méthodologie scientifique, ***Microéconomie et microéconométrie de la production agricole : Séminaire EcoProd 2009*** (2009-FM6), visant à fédérer une communauté scientifique centrale pour le département. Celle-ci produit tout autant des travaux méthodologiques en propre comme le fait marquant 2008 (2008-FM6, *Evaluer l'efficacité économique des exploitations agricoles : améliorer la mesure par recours à la méthode du bootstrapping*) que des travaux à l'articulation entre travaux économiques et approches agronomiques et environnementales comme l'illustre le fait marquant 2009 (***Consommation d'énergie, émission de gaz à effets de serre et bilan économique en élevage bovin allaitant charolais. Analyse et prospective par modélisation***, 2009-FM7) ou le fait marquant 2008 (2008-FM5, *Evaluation ex ante de systèmes de culture innovants par couplage de modèles biophysiques et économétriques : une application aux systèmes bananiers en zone caraïbe*).

Si les travaux sur la Politique agricole commune, ses réformes et ses conséquences sur les agricultures européennes ne font pas l'objet d'une mention spéciale dans la sélection 2009 des faits marquants du département, ils n'en constituent pas moins un axe important de recherches qui approfondissent ceux menés sur les *Evolutions en cours de la Politique Agricole Commune et Prospective Agriculture 2013* (2007-FM5) ou *La Politique agricole commune et la dynamique de l'agriculture française* (2006-FM8).

Les travaux sur les marchés agricoles et le commerce international débouchent en 2009 sur de premiers résultats concernant les ***Prix alimentaires dans les PED : intégration des marchés et transmission de l'instabilité des prix. Le rôle de la régulation des marchés*** (2009-FM8). Ceux-ci illustrent l'inflexion prise par les travaux du département vers une plus grande ouverture aux enjeux planétaires et aux enjeux de développement comme le montrent les faits marquants suivants :

- *L'impact des accords euro-méditerranéens sur les importations européennes de fruits et légumes* (2008-FM7),

- *Cohérence des politiques du nord envers les pays du sud : Aide et commerce* (2007-FM7),
- *Impacts sur les échanges agricoles des réglementations sanitaires et techniques* (2007-FM8),
- *Le commerce international agricole et les pays en développement* (2006-FM6),
- *Ouverture au commerce, localisation de la production et bien-être, programme de recherche* (2006-FM7).

La sensibilité croissante des travaux du département aux questions d'économie du développement est bien illustrée par l'article paru en 2008 dans *Econometrica*, l'une des plus importantes revues mondiales d'économie, *Partage des risques avec contrats formels et informels dans les économies en développement* (2008-FM4).

Dans le cadre des activités du CT3 « **Environnement, espace et société** », on a, en 2009, retenu une **Analyse quantitative des déterminants de la valeur énergétique des biocarburants (2009-FM9)** qui, à partir d'une méta-analyse, montre que les bénéfices des biocarburants ont tendance à être surestimés par de nombreuses études. Ce type de travaux se penchant sur les relations entre environnement et activités économiques fait écho à plusieurs faits marquants des années précédentes comme :

- le travail d'expertise réalisé en 2008 sur les *Projections à l'horizon 2020 des émissions de gaz à effet de serre des secteurs agricoles et forestiers français* (2008-FM8),
- les analyses menées sur les *Aspects socio-économiques des sécheresses récentes* (2006-FM9) à l'occasion de l'expertise Agriculture et sécheresse,
- *l'Évaluation de l'impact économique du déclin des pollinisateurs* (2008-FM9) paru dans *Ecological Economics*.

Au cours de la période, les questions de gestion de ressources naturelles ont donné lieu à plusieurs grands articles comme celui paru en 2008 dans l'*American Economic Review* « *Dans quel ordre organiser l'extraction de ressources non renouvelables polluantes* » (2007-FM10) ou celui primé en 2006 et paru en 2005 dans l'*American Journal of Agricultural Economics* « *L'estimation des préférences pour l'allocation des ressources naturelles en situation d'incertitude* » (2006-FM10).

Le second pilier de la Politique agricole commune, et notamment son volet environnemental, a donné lieu à un programme européen coordonné par une unité du département et finalisé en 2009. Ses résultats font l'objet d'un fait marquant 2009 **Aménités d'origines agricoles : Vers un usage efficace des mesures agri-environnementales (2009-FM10)**. D'autres instruments économiques visant à réduire les impacts environnementaux des activités humaines ont fait l'objet de recherche comme, par exemple, les procédures d'écoblabilisation des produits qui font l'objet du fait marquant 2009 **Promouvoir la qualité au travers de l'écoblabilisation : analyses de l'efficacité des écolabels (2009-FM11)** touchant tant les produits agricoles que forestiers. Ils rejoignent les travaux menés sur l'hypothèse de Porter relevés dans les faits marquants 2007 et regroupés sous l'intitulé *L'innovation au service de l'environnement et de la performance économique* (2007-FM11).

Les dynamiques rurales contemporaines dans les pays développés sont, pour une grande partie, liées à la question du paysage, d'où l'importance du fait marquant 2009 relatif au **Prix des paysages périurbains (2009-FM12)**, objet de collaborations fructueuses entre économistes et géographes quantitatifs. Il s'inscrit dans la suite des travaux menés dans cette configuration de collaborations et relevés en 2008 (*Accessibilité aux services et aux emplois : quelle situation pour les espaces ruraux français ?* 2008-FM11) et 2007 (*Marché foncier, ségrégation et politique*, 2007-FM12). Ces approches s'articulent aux approches sociologiques comme celles rassemblées dans le fait marquant 2008 (*Les transformations politiques des mondes ruraux*, 2008-FM10) pour former un ensemble cohérent de travaux relatifs aux déterminants des dynamiques économiques et sociales des territoires ruraux.

Bertrand SCHMITT, Chantal LE MOUËL et Alban THOMAS
Equipe de direction du département

Rappel. Axes stratégiques de l'INRA et champs thématiques du département SAE2 :

- A. Améliorer le cadre de vie, préserver l'environnement et produire durablement
- B. Améliorer l'alimentation humaine, préserver la santé des consommateurs, comprendre leurs comportements
- C. Diversifier les produits et leurs usages, améliorer la compétitivité
- D. Développer les stratégies génériques pour la connaissance du vivant
- E. Adapter les espèces, les pratiques et les systèmes de production à des contextes changeants
- F. Eclairer la décision des acteurs publics et privés, comprendre leurs organisations, en dégager les significations

CT1. Consommation, distribution et transformation

CT2. Production et marchés

CT3. Environnement, espace et société

Faits marquants 2009

Sélection des Faits marquants 2009 du département SAE2

Faits marquants transversaux

- (2009-FM1) *Recherches en économie de l'environnement et des ressources naturelles : Michel Moreaux reçoit les Lauriers de l'INRA 2009.* Prix de reconnaissance de l'œuvre scientifique.
(Axe F & A de l'institut, CT3 du département)
- (2009-FM2) *Recherches en scientométrie : attribution du prix international Derek de Solla.* Prix de reconnaissance internationale de travaux en scientométrie.
(Axe F de l'institut, CT3 du département)

CT1 « Consommation, distribution et transformation »

- (2009-FM3) « *The Economics of Obesity* », *Workshop INRA-PSE-CEPREMAP*, Séminaire scientifique international
(Axes B et F de l'institut, CT1 du département)
- (2009-FM4) *Effets économiques de l'introduction d'OGM en présence d'une labellisation OGM/non-OGM.* Résultat de recherche en économie industrielle.
(Axe F de l'institut, CT1 du département,)
- (2009-FM5) *Droit, Aliments, Terre : vers un dictionnaire de droit agroalimentaire.* Programme européen en sciences juridiques appliquées à l'agroalimentaire.
(Axe F de l'institut, CT1 du département)

CT2 « Production, marchés, échanges »

- (2009-FM6) *Microéconomie et microéconométrie de la production agricole : Séminaire EcoProd 2009.* Séminaire de méthodologie scientifique.
(Axe F de l'institut, CT2 du département)
- (2009-FM7) *Consommation d'énergie, émission de gaz à effets de serre et bilan économique en élevage bovin allaitant charolais. Analyse et prospective par modélisation.* Résultats de recherche pluridisciplinaire agronomie-économie.
(Axes E et F de l'institut, CT2 du département SAE2 et CT1 de E&A)
- (2009-FM8) *Prix alimentaires dans les PED : intégration des marchés et transmission de l'instabilité des prix. Le rôle de la régulation des marchés.* Résultat de recherche.
(Axe F de l'institut, CT2 du département)

CT3 « Environnement, espace et société »

- (2009-FM9) *Analyse quantitative des déterminants de la valeur énergétique des biocarburants.* Résultat d'une méta-analyse.
(Axes A et F de l'institut, CT3 du département)
- (2009-FM10) *Aménités d'origines agricoles : Vers un usage efficace des mesures agri-environnementales.* Résultats de recherche issus d'un programme européen.
(Axes A et F de l'institut, CT3 du département)
- (2009-FM11) *Promouvoir la qualité au travers de l'écolabellisation : analyses de l'efficacité des écolabels.* Résultats de recherches en économie forestière et de l'environnement.
(Axe A & F de l'institut, CT3 du département)
- (2009-FM12) *Le prix des paysages périurbains.* Résultats de recherche associant économie et géographie quantitative. (Axes F & A de l'institut, CT3 du département)

Faits marquants transversaux

**(2009-FM1) : Recherches en économie de l'environnement
et des ressources naturelles :**

Michel Moreaux reçoit les Lauriers de l'Inra 2009.

Prix de reconnaissance de l'œuvre scientifique.

Unité : **UMR 1081 LERNA**, Université de Toulouse 1

Département : **SAE2**

Axe stratégique : **A** (Environnement)

F (Stratégies des acteurs et politiques publiques)

Champs thématique du département : **CT3**

Mots-clefs thématiques : Gestion des ressources naturelles, eau, énergie, croissance

Champ disciplinaire : Economie

Mots-clefs « type d'activité » : Résultats de recherche en économie

Partenariat avec l'enseignement supérieur

Résumé :

Michel Moreaux, Professeur à l'Université de Toulouse, a reçu le 22 septembre 2009 à Paris la plus importante distinction décernée par l'INRA, toutes disciplines confondues. Ces Lauriers distinguent ses importantes contributions à la science économique, en particulier à la théorie des ressources naturelles et de la croissance; ainsi que sa contribution déterminante à la création et au succès du LERNA, dont il assura la direction avec Jean-Pierre Amigues entre 1995 et 2006, dans le cadre d'un partenariat entre l'INRA et l'Université.

Publications : voici une publication représentative

Ordering the extraction of polluting nonrenewable resources

American Economic Review, Vol 98, n°3 (June 2008), p. 1128-1144

(en collaboration avec U. Chakravorty et M. Tidball).

Voir également

<http://www2.toulouse.inra.fr/lerna/>

Contact : Jean-Pierre Amigues, amigues@toulouse.inra.fr

(2009-FM2) : Recherches en scientométrie :

Attribution du prix international Derek de Solla.

Prix de reconnaissance internationale de travaux en scientométrie.

Unité : **UR 1134 LERECO**, Centre Angers Nantes

Département : **SAE2**

Axe stratégique : **F** (Stratégies des acteurs et politiques publiques)

Champs thématique du département : **CT3**

Mots-clefs thématiques : Scientométrie

- Principal F : politiques publiques (outils pour les), acteurs et stratégie des acteurs (outil pour les)
- Secondaire : scientométrie

Mots-clés "activités" :

- Résultats de la recherche en sciences sociales : scientométrie
- Partenariats : nationaux, internationaux
- Aide à la décision (indicateurs science et technologie, positionnement stratégique des acteurs, évaluation)

Contexte/enjeux/problématique :

La culture des indicateurs dans les systèmes de management de la recherche et la multiplication des "classements" internationaux d'Universités mettent les techniques bibliométriques sous le feu de l'actualité. Les travaux de l'équipe LERECO, en partenariat avec l'Observatoire des Sciences et des Techniques (GIP dont l'INRA est un des membres fondateurs) depuis sa création, ont porté sur le développement d'indicateurs novateurs avec un recul critique sur les biais, la sensibilité et les limites de ces instruments.

Résultats : Un fait marquant est l'attribution d'une distinction internationale à Michel Zitt en 2009, la médaille Derek de Solla Price. Cette distinction, décernée tous les deux ans, récompense des travaux en analyse quantitative des sciences. Les axes de recherche lancés par le LERECO depuis quelques années (sensibilité des indicateurs de citation aux méthodes de normalisation, analyse des profils de citation, méthodes hybrides de délimitation/structuration de la littérature de champs scientifiques, liens brevets-publication...) sont ainsi reconnus par la communauté.

Perspectives/impact à terme :

Les enjeux des mesures de citation sont importants et les travaux vont se poursuivre : un "facteur d'impact" des revues avec une normalisation originale sera bientôt posté sur le web en version expérimentale, avant un développement sur une base plus régulière. Une méthode comparative d'analyse pour les profils de citation des acteurs sera bientôt soumise pour publication et un développement devrait suivre. Par ailleurs des réflexions se poursuivent, en collaboration avec des économistes universitaires, sur des modélisations de réseaux de citation.

Partenaires : Les partenaires sont nationaux et internationaux (notamment Belgique, USA).

Valorisation : La valorisation des résultats se fait essentiellement par le canal de l'OST, qui poursuit l'implémentation des méthodes mises au point.

Bibliographie :

Ramanana-Rahary S., Zitt M., Rousseau R., (2009). Aggregation properties of relative impact and other classical indicators: Convexity issues and the Yule-Simpson paradox, *Scientometrics*, vol 79, n°1-2, pp 311-327

Zitt M., Small H. (2008). Modifying the Journal Impact Factor by Fractional Citation Weighting: the Audience Factor, *Journal of the American Society for Information Science and Technology (JASIST)*, vol 59, n°11, pp. 1856-1860.

Zitt M., Bassecoulard E. (2008). Challenges for scientometric indicators: data de-mining, knowledge flows measurements and diversity issues *Ethics in science and environmental politics (ESEP)*, vol 8, pp. 49-60.

Bassecoulard E., Lelu A., Zitt M. (2007). Mapping nanosciences by citation flows: a preliminary analysis, *Scientometrics*, vol 70, n°3, pp. 859-880.

Zitt M., Filliatreau G. (2007). Big is (made) Beautiful : some comments about the Shanghai ranking of world universities, In: J. Sadlack , N. C. LIU (Eds), *The World-Class University and Ranking: Aiming beyond Status UNESCO-CEPES*, Cluj University Press, Romania; Institute of Higher Education, Shanghai Jiao Tong University, China, Shanghai (CHN), pp. 141-160.

Zitt M., Bassecoulard E. (2006). Delineating complex scientific fields by an hybrid lexical-citation method: An application to nanosciences, *Information Processing and Management*, vol 42, n°6, pp. 1513-1531.

Zitt M., Ramanana-Rahary S., BASSECOULARD E. (2006), Relativity of citation performance and excellence measures: from cross-field to cross-scale effects of field-normalisation, In: T. BRAUN (Ed), *Evaluations of Individual Scientists and Research Institutions. A selection of papers reprinted from the journal Scientometrics*, Akademiai Kiado, Budapest. Article original: *Scientometrics*(2005), vol 63, n°2, pp. 373-401.

Contact : Michel ZITT, INRA-SAE2, Rue de la Géraudière, BP 71627, 44316 Nantes
zitt@nantes.inra.fr

CT1 « Consommation, distribution et transformation »

(2009-FM3) : *The Economics of Obesity*
Workshop INRA-PSE-CEPREMAP
Séminaire scientifique international.

Unités : **UR ALISS – UMR PSE, Paris**
Département de recherche : **SAE2**

Axe(s) stratégiques(s) : **B et F** de l'institut
Champs thématique(s) du département : **CT1**

Mots-clés « thématique » :

- *Principal* : **Alimentation**
- *Complémentaire* : **Comportement**
- *Secondaires* : **Santé**

Champs disciplinaires : **économie**

Mots-clés « type d'activité » :

Résultats de recherche en analyse des comportements alimentaires
Partenariats : nationaux, internationaux

Résumé :

Fabrice Etilé (INRA-ALISS et Paris School of Economics) et Andrew Clark (Paris School of Economics) ont organisé un atelier Economie de l'Obésité, dans le cadre de l'ANR ALIMINFO, avec le soutien de l'Ecole d'Economie de Paris et du CEPREMAP. Lors de cet atelier, des chercheurs américains et européens ont pu présenter des travaux en cours sur des sujets aussi variés que l'évaluation des politiques de taxation nutritionnelle, le marché de la minceur, l'impact de l'obésité sur la réussite scolaire ou l'insertion sur le marché du travail, ou encore les liens de long-terme entre progrès technologique et corpulence.

Contexte/enjeux/problématique :

Cet atelier a rassemblé une dizaine d'intervenants européens et américains qui ont présenté des travaux en cours sur la thématique de l'obésité. Les questions de recherche abordées étaient des plus variées : liens entre obésité et marché du travail, effets des prix et du marketing sur les choix alimentaires et l'obésité, psychologie et économie de l'obésité (cf. programme ci-dessous).

Valorisation et bibliographie :

Olivier Allais (INRA-ALISS, France)

"The Effects of a Fat Tax on French Households' Purchases: A Nutritional Approach"

Joint with Patrice Bertail (CREST, France) and Véronique Nichèle (INRA-ALISS, France)

Andrew Clark (Paris School of Economics, France)

"Happy spouses: Spousal weight and life satisfaction"

Joint with Fabrice Etilé (INRA-ALISS and Paris School of Economics, France)

Contacts : Andrew.clark@pse.ens.fr, Paris School of Economics (PSE)

fabrice.etile@paris.inra.fr, Unité Alimentation et Sciences Sociales ALISS et PSE

Programme atelier INRA-ALISS et PSE sur l'économie de l'obésité
Lieu : Ecole d'Economie de Paris / Paris School of Economics, Campus Jourdan

3 décembre 2009

14H00-15H30 - Long-term trends

John Komlos (Université de Munich, Germany) "The transition to post-industrial BMI values in the USA"

Ellen van de Poel (Erasmus University, Netherlands) "Urbanization and the spread of diseases of affluence in China" Joint with Owen O'Donnell (HEC Lausanne, Switzerland) and Eddy van Doorslaer (Erasmus University, Netherlands)

16h00-17H30 - Diet composition

Paola de Agostini (Essex University, UK) "The effect of prices on British diet composition"

Olivier Allais (INRA-ALISS, France) "The Effects of a Fat Tax on French Households' Purchases: A Nutritional Approach" Joint with Patrice Bertail (CREST, France) and Véronique Nichèle (INRA-ALISS, France)

4 décembre 2009

9h15-10H45 – Marketing and Obesity

John Cawley (Cornell University, USA) "The Effect of Deceptive Advertising on Consumption: the Case of Over-the-Counter Weight Loss Products"

Inas Rashad-Kelly (City University of New York, USA) "Food Marketing and Childhood Obesity" joint with Tatiana Andreyeva (Rudd Center for Food Policy and Obesity at Yale University, USA)

11h00-12h30 - Economic Psychology and Obesity

Trent Smith (Washington State University, USA) "The Economic Psychology of Body Weight: Evidence from Country-Level Obesity Rates in the OECD" Joint with Jill McCluskey (Washington State University, USA)

Andrew Clark (Paris School of Economics, France) "Happy spouses: Spousal weight and life satisfaction" Joint with Fabrice Etilé (INRA-ALISS and Paris School of Economics, France)

14H00-15H30 –Educational Outcomes

Luigi Siciliani (University of York, UK) "Education and BMI: Evidence from ECHP" Joint with Ryota Nakamura (University of York, UK)

Stephanie Scholder (Imperial College, UK) "Genetic Markers as Instrumental Variables: An Application to Child Weight and Academic Achievement". Joint with Carroll Proper (University of Bristol and Imperial College, UK), Franck Windmeijer (University of Bristol and Institute of Fiscal Studies, UK), George Davey Smith and Debbie A. Lawlor (University of Bristol, UK).

16H00-17H30 - Labour markets outcomes

Petter Lundborg (Free university of Amsterdam, Netherlands) "Why do Fat Men Earn Less? New Evidence from the Swedish Military Enlistment Records" Joint with Dan Olof Rooth (Lund and Kalmar University, Sweden) and Paul Nystedt (Linköping University, Sweden)

Pierre-Yves Geoffard (Paris School of Economics, France)
"Obesity, self-control and the labour market"

**(2009-FM4) : Effets économiques de l'introduction d'OGM
en présence d'une labellisation OGM/non-OGM.**
Résultat de recherche en économie industrielle.

Unité : UMR 1291 GREMAQ, Toulouse
Département : SAE2

Axe stratégique : F (stratégie des acteurs et politiques publiques)

Mots-clés "thématique" :

- Principal : - marché
- politiques publiques
- Secondaire : - acteurs ou stratégies des acteurs
- organisation des filières

Champ disciplinaire : économie

Mot-clé "type d'activité" : résultat de recherche en économie

Résumé :

Desquilbet et Bullock (2009) étudient les effets économiques de l'introduction d'OGM par un monopole, en présence d'une labellisation OGM / non OGM, si les OGM amènent des gains de productivité et si certains consommateurs préfèrent le non OGM, et s'il existe des externalités négatives entre filières OGM et non OGM. Desquilbet et Bullock (2010) discutent des effets de la réglementation sur la coexistence OGM/non OGM introduite dans l'Union européenne.

Contexte/enjeux/problématique :

Les OGM permettent des gains de productivité pour certains agriculteurs mais sont perçus par certains consommateurs comme étant d'une qualité inférieure aux produits non-OGM et sont introduits par des firmes bénéficiant d'un pouvoir de marché. De plus, les flux de gènes OGM créent une externalité négative sur les producteurs non-OGM. Enfin, chaque filière de production, OGM et non-OGM, exerce une externalité négative sur l'autre filière, qui partage avec elle une infrastructure de stockage, transport et transformation. Desquilbet et Bullock (2009) étudient de manière détaillée les effets de marché et de bien-être de l'introduction des OGM en présence d'une labellisation des biens OGM/non OGM, en prenant en compte ces différents effets. Desquilbet et Bullock (2010) discutent des effets de la recommandation européenne sur la coexistence entre cultures OGM et non OGM, qui vise à faire supporter aux agriculteurs cultivant des OGM des mesures *ex ante* pour limiter les flux de gène vers les agriculteurs produisant des cultures non OGM et à les rendre responsables *ex post* en cas de présence accidentelle fortuite d'OGM au-delà des seuils réglementaires dans les parcelles non OGM.

Résultats :

Les principaux résultats du modèle de 2009 (qui suppose l'existence d'une labellisation OGM/non-OGM mais l'absence d'une réglementation de la coexistence entre cultures) sont les suivants :

- La différenciation verticale entre OGM et non OGM du côté des consommateurs n'est pas suffisante pour garantir que les produits non OGM sont commercialisés à l'équilibre.

- En présence de forts coûts d'externalité entre filière, il peut exister des équilibres multiples, certains pouvant être moins profitables que d'autres pour l'innovateur introduisant la semence OGM, et certains sans commercialisation d'OGM.

- Les consommateurs qui refusent les OGM paient un prix plus élevé que si tous acceptaient les OGM ; en revanche, il se peut que ce prix soit plus élevé, ou moins élevé, que le prix qu'ils paieraient si les OGM n'étaient pas introduits.

- Les consommateurs qui sont indifférents au choix entre OGM et non OGM peuvent gagner ou perdre à l'existence de consommateurs qui refusent les OGM, et gagner ou perdre à l'introduction des OGM.

- Ceux qui produisent des OGM en présence d'aversion aux OGM de certains consommateurs perdent par rapport à une situation où tous les consommateurs accepteraient les OGM.

- L'existence d'un rejet des OGM peut bénéficier aux producteurs qui, à l'équilibre avec présence d'OGM et existence d'aversion aux OGM de la part de certains consommateurs, produisent du non OGM dont l'identité non OGM est préservée jusqu'à la commercialisation aux consommateurs finaux.

Autrement dit, l'introduction des OGM n'est pas nécessairement bénéfique pour tous les agriculteurs qui les adoptent, ni pour les consommateurs qui les acceptent, et peut dans certains cas être bénéfique pour des agriculteurs qui ne les cultivent pas, et dans d'autres pour les consommateurs qui les refusent.

Desquilbet et Bullock (2010) discutent des effets de la réglementation sur la coexistence OGM/non OGM introduite dans l'Union européenne. Ils discutent de l'analyse de Demont et al. (2009) sur les effets de deux réglementations spatiales *ex ante* de la coexistence dans le contexte du cadre réglementaire européen, les barrières de pollen et les distances d'isolement. Desquilbet et Bullock soutiennent notamment l'idée que toute analyse économique des mesures de coexistence devrait inclure leurs effets sur les consommateurs, et pas seulement sur les producteurs. Selon eux, une analyse supplémentaire de l'effet sur les choix et le bien-être des consommateurs devrait être conduite avant de soutenir l'idée qu'il est toujours bénéfique de permettre la "flexibilité" des mesures de coexistence *ex ante*, c'est-à-dire de donner aux producteurs d'OGM l'option de payer leurs voisins producteurs de non OGM pour que les voisins mettent en place sur leurs parcelles les mesures *ex ante* prévues par la réglementation.

Perspectives/impacts à terme :

Une recherche est actuellement en cours en collaboration avec Sylvaine Poret (INRA SAE2 Ivry) sur les effets de différents niveaux de réglementation *ex ante* versus *ex post* de la coexistence sur les marchés et le bien-être.

Partenaires :

David Bullock, professeur d'économie à l'université d'Illinois à Urbana-Champaign, Etats-Unis ; Sylvaine Poret, INRA SAE2 Ivry ;
Projet ANR GCOM2AP sur les stratégies de coexistence OGM / non OGM pour le maïs, coordonné par Frédérique Angevin, unité Eco-Innov, Grignon.

Valorisation :

Desquilbet M., Bullock D.S. (2009). Who pays the costs of non-GMO segregation and identity preservation? *American Journal of Agricultural Economics*, 91, 656-672.

Desquilbet M., Bullock D.S. (2010). On the proportionality of EU spatial *ex ante* coexistence regulations: A comment. *Food Policy*, 35, 87-90.

Contact : Marion Desquilbet, Marion.Desquilbet@toulouse.inra.fr

(2009-FM5) : Droit, Aliments, Terre : vers un dictionnaire de droit agroalimentaire.

Programme européen en sciences juridiques appliquées à l'agroalimentaire.

Unité : **CREDECO** composante du GREDEG CNRS UMR 6227, laboratoire associé à l'INRA

Département : **SAE2**

Axe(s) stratégique(s) : **F** Stratégies des acteurs et politiques publiques

Champ thématique du département : CT1

Mots-clés « thématique » :

Principal : **Alimentation durable**

Complémentaire : **Régulation juridique**

Secondaires : **Marchés**

Complémentaire : **Valeurs non marchandes**

Champ disciplinaire : **Droit**

Mots-clés « type d'activité » :

- *Principal* : **Dispositif de recherche**

- *Secondaire* : **partenariat scientifique international**

Résumé :

Le programme LASCAUX/Droit, aliments, terre, ou Le droit agro-alimentaire européen et international à la lumière des enjeux de la sécurité alimentaire, du développement durable et du commerce international, est financé à hauteur de 1 940 000 € par le Conseil européen de la recherche (Grant agreement for Advanced Investigator Grant - Sciences sociales, 2008). Il est dirigé par F.Collart-Dutilleul (Université de Nantes) et implique plusieurs membres du CREDECO ; notamment, la rédaction du « dictionnaire de droit agroalimentaire » (cf. infra Valorisation) est dirigée par L.Boy et I.Doussan.

Contexte/enjeux/problématique :

Entre 2002 et 2007, l'Europe a renouvelé deux politiques fondamentales : la politique agricole commune (PAC) et la politique de sécurité alimentaire. Dans la même période, l'Europe a commencé de développer une « stratégie » nouvelle, dite de développement durable. Cette stratégie, dont le contenu est encore essentiellement environnemental, est en train d'investir le secteur de l'agriculture et l'ensemble des secteurs industriels, dont celui de l'alimentation. L'objet de la recherche LASCAUX est de contribuer à la construction de ce nouveau droit agro-alimentaire, articulant des objectifs de sécurité alimentaire, de développement durable et de défense, dans un commerce mondialisé, des valeurs sociales ou culturelles liées à l'aliment.

Résultats :

Cette recherche de 5 ans a débuté en février 2009. Les principaux résultats attendus : 1/ Faire ressortir la cohérence du droit agroalimentaire européen afin de le mettre plus aisément à la disposition des opérateurs économiques européens et d'en diffuser le contenu aux pays tiers qui souhaitent commercialiser leurs produits agricoles ou alimentaires en Europe. 2/ Concevoir des modèles juridiques spéciaux pour le commerce international des aliments, intégrant des valeurs non marchandes, en se fondant sur l'idée que l'aliment, qui participe de la nature, de la culture, de la santé, de la religion, qui est une condition de la vie et qui est

indissociable de la personne, ne peut pas être seulement saisi par ses seuls composants sanitaires, concurrentiels ou économiques.

Perspectives/impact à terme :

1/ Fédérer une communauté internationale de juristes dans le domaine de l'agroalimentaire et développer la formation dans un domaine encore peu investi. 2/ Fournir aux acteurs publics et privés des outils d'aide à la décision. 3/ Diffuser les connaissances sur le droit de l'alimentation.

Partenaires : 80 chercheurs du monde entier : principalement juristes, mais aussi économistes, sociologues, anthropologues.

Valorisation :

1/ Un traité de droit agroalimentaire européen et international (textes, jurisprudence et commentaires). 2/ Un dictionnaire de droit agroalimentaire à destination des scientifiques, des professionnels et d'un grand public « éclairé ». Ces deux ouvrages seront traduits en trois langues (anglais, espagnol et chinois). Des publications, individuelles et collectives, d'articles scientifiques et de vulgarisation sont également prévues.

Bibliographie : <http://www.droit-aliments-terre.eu/>

Contact : Fanny Garcia: Fanny.Garcia@univ-nantes.fr

CT2 « Production, marchés, échanges »

(2009-FM6) : *Microéconomie et microéconométrie de la production agricole : Séminaire EcoProd 2009*. Séminaire de méthodologie scientifique.

Unité : UMR1302 SMART, Rennes

Département : SAE2

Axe(s) stratégique(s) : F

Champ thématique du département : CT2

Mots-clés « thématique »

- *Principal (Choisi dans la liste)* : Modélisation en économie
- *Secondaires (Choisi dans la liste)* : Stratégies des acteurs et politiques publiques

Champ disciplinaire : **Economie**

Mots-clés « type d'activité » :

- *Principal (Choisi dans la liste)* : Résultat de recherche en économie
- *Secondaires (Choisi dans la liste)* : Partenariat scientifique national

Résumé :

L'UMR Smart de Rennes a organisé les 16-17 Novembre 2009 le séminaire « EcoProd2009 » ayant pour thème l'analyse microéconomique et microéconométrie de la production agricole. Dix-huit contributions sélectionnées (sur vingt-trois propositions) ont été présentées, auxquelles s'ajoutent trois contributions invitées. Trente-et-un chercheurs et onze doctorants, essentiellement de l'INRA, ont participé à ce séminaire de très bon niveau scientifique dans le domaine de l'économie appliquée.

Contexte de la réalisation :

Le séminaire « EcoProd2009 » a été co-organisé par A.Carpentier (INRA-SMART, Rennes) et C. Nauges (INRA-LERNA, Toulouse) dans le cadre du programme de recherche ANR « GeDuPIC ». Il a été co-financé par GeDuPIC, l'UMR-SMART-INRA-Agrocampus et le département SAE2 de l'INRA. L'objectif de ce séminaire était double. Il s'agissait d'une part de réunir les chercheurs français menant des travaux de modélisation des choix des producteurs agricoles pour leur permettre d'échanger, et d'autre part d'établir un état des lieux des recherches menées en France sur cette thématique. Le séminaire a été organisé sur le site d'Agrocampus à Rennes.

Résultats :

Deux idées ont été à l'origine de ce séminaire. Tout d'abord, l'évolution du contexte économique et des enjeux environnementaux de la production agricole renouvelle fortement les questions de recherche pour ce qui concerne la modélisation des décisions des agriculteurs. Ensuite, l'évolution des outils empiriques offre des perspectives intéressantes pour les économistes agricoles appliqués. Les contributions présentées lors du séminaire (cf. programme ci-dessous) ont montré que les chercheurs ont déjà commencé à mobiliser les outils les plus récents de l'analyse économétrique, notamment les modèles à paramètres aléatoires et l'économétrie spatiale, et de la programmation mathématique pour traiter de questions appliquées. Les travaux présentés concernent tous la simulation et/ou l'évaluation des effets de mesures de politique agricole et/ou environnementale.

Deux tiers des travaux empiriques exposés utilisent les outils de l'économétrie contre un tiers les outils de la programmation mathématique, principalement la programmation mathématique positive ; un seul considère des mesures d'efficacité.

Parmi les problématiques de recherche abordées, quatre ressortent : la prise en compte de l'attitude face au risque des agriculteurs, la modélisation de l'adoption de nouvelles technologies (notamment les approches *ex ante*), la prise en compte de l'hétérogénéité (des conditions de production et des attitudes des producteurs) et l'utilisation des intrants polluants (notamment les pesticides). Mais le point le plus marquant est l'intégration de considérations agronomiques dans la plupart des modélisations présentées, bien qu'une seule contribution soit cosignée par des agronomes et des économistes.

Les travaux empiriques présentés portent essentiellement sur le secteur des grandes cultures, une contribution porte sur la banane, une sur l'élevage et aucune sur la production légumière ou arboricole. Les discussions ont montré que la principale limite des travaux exposés est leur caractère essentiellement statique.

Perspective, impact à terme :

La plupart des travaux présentés peuvent prétendre à être publiés dans les revues d'excellence en économie agricole. Les auteurs, et plus particulièrement les plus jeunes, ont bénéficié de remarques utiles pour la publication. La bonne ambiance du séminaire et la qualité des échanges, notamment celle des discussions « formelles » suivant chaque contribution, tendent à montrer que la participation était essentiellement motivée par la perspective d'échange scientifique. Des collaborations entre chercheurs sont déjà en projet. La perspective de perpétuer cette expérience ponctuelle, tous les deux ou trois ans, semble satisfaire l'ensemble des participants. Dans cette optique, il est important de noter que le fait d'avoir été centré sur des questions méthodologiques a été reconnu comme un des points forts du séminaire.

Partenaires :

Thomas Heckelei (Université de Bonn et éditeur de *European Review of Agricultural Economics*) est venu présenter une contribution invitée sur les liens entre les approches économétriques et la programmation mathématique.

Contact : A. Carpentier, INRA-SMART Rennes. Alain.Carpentier@rennes.inra.fr

Bibliographie/programme :

Lundi 16/11/10

10h00-12h00. Session « Programmation Mathématique Positive et Risque » (L. Piet)

Ridier A. *Modélisation de l'introduction de Taillis à Courte Rotation (TCR) au sein de l'exploitation agricole : de la décision des agriculteurs à celle des ménages.* Université de Toulouse (Disc. F. Jacquet).

Lelyon B., V. Chatelier et K. Daniel. *Abolition of the EU milk quotas and dairy farmers' productive strategies.* INRA Nantes (Disc. J.-P. Butault)

Jacquet F., J.-P. Butault et L. Guichard. *La réduction des pesticides en grandes cultures : modéliser l'adoption de systèmes de production à bas niveau d'intrants au niveau français.* INRA Paris, Economie et agronomie (Disc. B. Lelyon)

Bocquého G., F. Jacquet et L. Bamière. *An appraisal of risk on perennial energy grass in France.* INRA Paris (Disc. A. Ridier)

13h30-15h30. Session « Contributions invitées » (C. Le Mouél)

A. Gocht et T. **Heckelei.** *Farmers' Estimating farm group model and input allocations using accountancy data.* University of Bonn.

Thomas A. *Choix de production : dynamique et solutions en coin.* INRA Toulouse et Département SAE2 INRA.

Bontems P. *On the optimal design of income support and agri-environmental regulation.* INRA Toulouse.

- 16h00-18h00. Session « Econométrie du risque et des variables latentes »** (A. Carpentier)
Chakir R. et J. Hardelin. *Insurance and chemical use in French agriculture: an empirical analysis of integrated risk management.* INRA Paris (Disc. S. Foudi)
Foudi S. et K. Erdlenbruch. *Drought risk management in France: the role of irrigation and insurance choice.* CEMAGREF Montpellier (Disc. C. Nauges)
Laukkanen M. et C. **Nauges.** *Is no-till really good for the environment?* MTT Finland et INRA Toulouse (Disc. P. Dupraz)
Dupraz P. et M. Espinosa-Goded. *Adoption of agri-environmental schemes and transaction costs.* INRA Rennes et IFAPA, Junta de Andalucía (Disc. A. Carpentier)

Mardi 17/11/09

08h30-10h30. Session « Programmation Mathématique » (A. Gohin)

- Louhichi K.** et L. Guindé. *Farm-based Supply Model for assessing the impact of the CAP Health Checks on the French Arable Sector.* INRA Paris (Disc. A. Gohin)
Barkaoui A. *Adaptation de la modélisation par la programmation mathématique positive aux spécificités de la production agricole.* INRA Nancy (Disc. K. Louhichi)
Cantelaube P., P. **Jayet**, C. Bamps et P. Zakharov. *Geographical downscaling of outputs provided by an economic farm model calibrated at the regional level.* INRA Grignon (Disc. A. Gohin)
Despeghel M. et L. Piet. *Modélisation des exploitations porcines en Bretagne: Spatialisation de la demande en aliments du bétail.* INRA Rennes (Disc. A. Barkaoui)

11h00-12h30. Session « Adoption de nouvelles pratiques et Productivité » (P. Dupraz)

- Jaeck M. et R. **Lifran.** *Preferences, Norms and Constraints in farmers' agro-ecological choices. Case study using choice experiments survey in the Rhone River Delta, France.* INRA Montpellier (Disc. J.-M. Blazy)
Blazy J.-M., A. Carpentier et A. Thomas. *The Willingness to Adopt Environmentally-friendly Innovation in Agriculture : An ex ante Modelling Experiment in the French West Indies.* INRA Antilles, Rennes et Toulouse (Disc. M. Jaeck)
Ferjani A. et L. **Latruffe.** *Could small dairy farms in Switzerland compete with their French counterparts? A metafrontier analysis during 1990-2004.* Agroscope Switzerland et INRA Rennes (Disc. C. Nauges)

14h00-15h30. Session « Econométrie spatiale et utilisation des intrants » (C. Nauges)

- Ben Arfa N., C. **Rodriguez**, K. Daniel et J. S. Shonkwiler. *Spatial Structure of the French dairy sector: a spatial HAC estimation.* INRA Nantes, ESA Angers et University of Nevada (Disc. R. Chakir)
Letort E. et A. Carpentier. *On modelling acreage choice within the MNL framework.* INRA Rennes (Disc. R. Chakir)
Carpentier A. and E. Letort. *Allocation of input uses to activities with correlated random coefficient models: an agricultural production example.* INRA Rennes (Disc. A. Thomas)

16h00-17h00. Bilan, discussion générale

**(2009-FM7) : Consommation d'énergie, émission de gaz à effets de serre
et bilan économique en élevage bovin allaitant charolais.
Analyse et prospective par modélisation.
Résultats de recherche pluridisciplinaire agronomie-économie.**

Unité : UR1213 Herbivores, Saint-Genès Champanelle
Département : SAE2

Axe(s) stratégique(s) : E et F
Champs thématiques du département : CT2
et de E&A : CT1

Mots-clés « thématique »

- *Principal*
 - *Productions à haute performance environnementale et économique*
 - *Energie fossile, GES*

Champ disciplinaire

Modélisation, systémique, économie

Mots-clés « type d'activité » :

- *Principal*
 - *Résultat de recherche en système de production*
 - *Prospective*
- *Secondaires*
 - *Transferts de connaissances*

Résumé :

Dans un contexte économique marqué par de fortes variations du prix de l'énergie et des produits agricoles, les éleveurs doivent adapter leur système de production afin de préserver leur revenu tout en proposant des produits adaptés au marché et à la demande sociétale en matière de préservation de l'environnement. L'évaluation environnementale et économique des systèmes de production agricoles doit se faire de façon conjointe, grâce, notamment, au couplage de modèles biotechniques, économiques et environnementaux.

Contexte/enjeux/problématique :

L'élevage d'herbivores joue un rôle primordial pour le développement de zones défavorisées où l'herbe occupe une part importante (voire la totalité) de la surface agricole. Cependant, l'élevage bovin a récemment été mis en cause, au niveau international, quant à sa contribution au réchauffement climatique par les émissions de gaz à effet de serre (GES) dont il est responsable. De plus, dans un contexte économique international marqué par de fortes hausses du prix de l'énergie et de certains produits agricoles, les éleveurs doivent adapter leur système de production s'ils veulent préserver leur revenu tout en proposant des produits adaptés aux besoins du marché et à la demande sociétale en matière de préservation de l'environnement. On ne peut donc pas dissocier l'évaluation environnementale et économique des exploitations agricoles. Le premier objectif de cette étude est d'évaluer les consommations d'énergie non renouvelable (ENR) et les émissions de GES de cinq systèmes de production de viande bovine afin d'identifier les principaux déterminants permettant d'améliorer les performances environnementales. Une partie prospective nous permettra, ensuite, d'évaluer l'impact possible d'une nouvelle conjoncture économique à moyen terme sur les systèmes de

production et les performances environnementales et économiques de ces systèmes d'élevage bovin allaitant charolais.

Résultats :

Les carburants et lubrifiants sont les premiers postes de consommation d'ENR (30 % des consommations totales), suivi par les engrais (15 à 26 %) et le matériel (17 à 23 %). Les émissions brutes de GES, de 14,3 à 18,3 t_{éq}CO₂/tonne de viande vive produite, sont principalement déterminées par la part de vaches dans les UGB totaux du troupeau c'est-à-dire par le système de production. Les animaux, de par la production de méthane, étant les principaux contributeurs au potentiel de réchauffement global, les systèmes les plus intensifs à l'animal (produisant le plus de viande par UGB) sont donc les moins émetteurs par tonne de viande produite. Mais ces systèmes intensifs sont également les moins herbagers, la compensation tenant compte de la séquestration de carbone sous les prairies n'est que 13 % des émissions brutes contre 20 à 25 % pour les systèmes herbagers moins intensifs. Au final, lorsque les émissions brutes de GES des systèmes les plus intensifs sont environ 15 % inférieures à celles des systèmes très herbagers, les émissions nettes ne sont que 5 % inférieures, voire comparables.

Dans un contexte d'augmentation du coût de l'énergie, les exploitations polyculture élevage ont des marges d'adaptations de leur système de production plus importantes que les exploitations herbagères, ce qui leur permet de limiter la baisse de leur revenu à un horizon 2012 (-3 %). Dans tous les cas, les impacts sur la consommation d'ENR et les émissions de GES des adaptations de système pour limiter la baisse de revenu, sont marginaux.

Perspectives/impact à terme :

Vu les principaux déterminants évoqués dans cette étude, pour obtenir une baisse significative des consommations d'ENR, il faudrait limiter, voire supprimer, les intrants issus de la pétrochimie, et pour réduire les émissions nettes de GES, il faudrait, de plus, s'orienter vers des systèmes engraisseurs à l'herbe. L'agriculture biologique pourrait être un prototype de système de production à haute valeur environnementale.

Partenaires :

Institut de l'Élevage

Valorisation :

Communication

Publication

Bibliographie :

Veysset P., Belvèze J., Bébin D., Devun J., 2009. Consommation d'énergie et émissions de gaz à effets de serre en élevage bovin allaitant charolais. Analyse et prospective économiques. Intervention présentée aux Journées de l'A.F.P.F. « Des fourrages de qualité pour des élevages à hautes performances économiques et environnementales », 25-26 mars 2009. Fourrages, 199, 331-348.

Veysset P., Lherm M., Bébin D., 2010. Energy consumption, greenhouse gas emissions and economic performance assessments in French Charolais suckler cattle farms : Model-based analysis and forecasts. Agricultural Systems, 103, 41-50.

Contact : Veysset Patrick, veysset@clermont.inra.fr

**(2009-FM8) : Prix alimentaires dans les PED : intégration des marchés
et transmission de l'instabilité des prix. Le rôle de la régulation des marchés.**
Résultat de recherche.

Unité : UMR 1110 MOISA, Montpellier
Département de recherche : SAE2

Axe(s) stratégique(s) : F

Champs thématique(s) du département : CT2

Mots-clés « thématique » :

- Principal : **marchés**

Champ disciplinaire : **Economie**

Mots-clés « type d'activité » :

Principal : **résultats de recherche en économie**

Contexte/enjeux/problématique :

La crise alimentaire de 2007-2008 et les émeutes urbaines qu'elle a engendrées dans une quarantaine de PED ont conduit à mettre la question de l'instabilité des prix alimentaires au cœur des débats. L'UMR MOISA a contribué à nourrir ce débat sur différents points.

Une analyse de l'intégration spatiale des marchés permet de montrer dans quelle mesure les arbitrages individuels des firmes permettent d'égaliser, à l'équilibre, les différentes opportunités d'achat et de mise en marché. Aux coûts de transferts près, les prix sur deux marchés distants doivent être égaux. L'information joue à ce titre un rôle considérable dans la prise de décision. Si l'intégration des marchés permet théoriquement une meilleure allocation des ressources, et donc de réduire le risque de pénurie localisée, en particulier sur les marchés alimentaires, elle favorise aussi la transmission des chocs ponctuels et des variations structurelles des prix, rendant ainsi les décisions des producteurs et des commerçants plus risquées. L'ensemble des études présentées ici autour de ce thème s'intéresse à la question des marchés pertinents qui ne se résolvent pas aux frontières des Etats, mais représentent des zones de commercialisation dans lesquelles la transmission des prix est possible et rapide ; aux déterminants de l'évolution des prix sur les marchés alimentaires dans les PED (en particulier, l'influence du prix du pétrole et des prix internationaux) ; et, sachant ces données, à l'analyse des instruments de régulation des marchés.

Résultats :

L'étude a commencé par l'assemblage le plus large possible des données de prix collectées par les Systèmes d'Information de Marché (SIM) des pays du Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), et de certains pays côtiers. La profondeur temporelle des données (20 pour majeure partie), leur fréquence (hebdomadaire ou mensuelles) et leur exhaustivité spatiale (sur les marchés locaux de tous ces pays) ont été privilégiées.

Le premier résultat, dans le cadre d'une recherche menée avec le Cerdi (projet AUF) sur l'intégration des marchés et sécurité alimentaire dans les pays en développement, montre que les marchés pertinents (au sens de l'économie industrielle) ne recourent, en Afrique de l'Ouest (la zone était plus réduite, à vérifier) pas les frontières administratives de Etats. Même si des effets frontières restent à noter, l'identification de corridors d'échange reste possible, et l'isolement de certaines régions est mis en lumière. Deuxièmement, sur ce même projet,

l'analyse des déterminants des évolutions des prix montre l'influence du prix du pétrole sur le prix du mil au Niger : les coûts de transports, dont l'essence, semblent jouer un rôle déterminant, puisque plus ils sont élevés, plus la dispersion des grandes, et la vitesse de transmission des chocs faible.

Ensuite, une étude (financée par la fondation Farm) a été réalisée sur la transmission de la hausse des prix internationaux du riz et du blé dans 6 pays africains (Cameroun, Guinée, Madagascar, Mali, Niger et Sénégal) à partir d'une analyse descriptive puis économétrique (modèle VAR) des séries de prix des céréales de 1994 à début 2008. L'étude fait apparaître une certaine déconnexion entre les cours sur le marché international et les prix sur les marchés domestiques. D'une part, dans les capitales des pays étudiés, les prix des céréales importées sont plus stables que les prix internationaux. D'autre part, les prix des céréales sèches produites localement (mil, maïs) sont beaucoup plus instables et radicalement déconnectés des prix des produits importés. La déconnexion entre les prix à la consommation des produits importés et ceux des produits locaux a limité l'impact sur les consommateurs de la récente flambée des cours internationaux (transmission faible ou retardée suivant les cas). Le lien entre prix à la consommation et prix au producteur est plus difficile à établir, mais la hausse des prix à la production semble inférieure à celle des marchés mondiaux.

Enfin, une étude associant plusieurs équipes européennes (CIRAD, NRI, WUR) et coordonnée par le Cirad Moisa a été consacrée à la demande de la coopération française (AFD et MAE) aux outils de gestion de l'instabilité des prix dans les PED. L'étude propose de classer les instruments en quatre catégories selon leur objectif – stabiliser les prix ou réduire les conséquences de l'instabilité des prix – et selon le type de gouvernance utilisée – par les marchés ou publique –. Durant les 25 dernières années, seuls les instruments visant à réduire les conséquences de l'instabilité des prix étaient considérés comme légitimes (marchés à terme, aide alimentaire...). L'étude met en évidence la nécessité de mobiliser aujourd'hui les deux autres catégories d'outils, permettant de stabiliser les prix soit par une amélioration de la performance des marchés soit par une intervention publique. Elle montre en outre que les quatre catégories d'outils ne sont pas exclusives mais doivent être utilisés de façon complémentaire, en fonction des causes de l'instabilité (origine « naturelle », importée ou endogène).

Perspectives/impact à terme :

Cette nouvelle conjoncture a provoqué un regain d'intérêt pour SIM, producteurs d'information sur les prix et instrument d'appui à la construction du marché. Une nouvelle recherche est lancée (financement AFD et CTA) en collaboration avec le MSU sur les innovations dans les SIM de deuxième génération (utilisation des NTIC, organisation décentralisée, couplage avec les bourses de céréales) et leur impact sur le marché.

Partenaires :

Partenaires scientifiques : CERDI, Université d'Auvergne ; MSU (Michigan State University), Université de Wageningen, NRI (Natural Resources Institute) University of Greenwich , IRAM (Institut de recherche et d'application des méthodes), IER (Institut d'Economie Rurale) du Mali, Université de Bobo-Dioulasso.

Partenaires institutionnels : CILSS (Comité Permanent inter-États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel), AUF (Agence Universitaire Francophone), AFD, FARM (Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde), CTA (Centre technique agricole, Wageningen).

Valorisation :

Co-organisation avec l'Université d'Auvergne d'un Colloque international « Intégration des marchés et sécurité alimentaire dans les pays en développement » à Clermont-Ferrand – 03-04 Novembre 2008 - CERDI

Contribution à la conférence « Prix agricoles : perspectives à moyen terme et implications pour les producteurs et les politiques publiques. 15 et 16 décembre 2009, Paris, Fondation FARM.

Contribution au séminaire « Comment gérer l'instabilité des prix agricoles ? ». 6 octobre 2009, Paris, AFD

Valorisation des résultats chez les partenaires du Sud : indicateurs pour l'analyse des marchés par les SIM (systèmes d'information de marché des produits agricoles) ; appui à l'analyse de l'impact de la hausse des prix alimentaires par les institutions chargées des politiques de sécurité alimentaire.

Bibliographie :

Araujo C. (UdA Cerdi), Araujo Bonjean C. (CNRS Cerdi) et J. Egg (à paraître, 2010). Choc pétrolier et performance des marchés du mil au Niger. *Revue d'Economie du Développement*
Araujo Bonjean C. (UdA Cerdi), M. Aubert et J. Egg (2008). Commerce du mil en Afrique de l'Ouest : les frontières abolies ? *Etudes et Documents*, CERDI.

Daviron B. (Cirad Moisa), Aubert M., Bricas N. (Cirad Moisa), David-Benz H. (Cirad Moisa), Dury S. (Cirad Moisa), Egg J., Lançon F. (Cirad Arena) et Meuriot V. (Cirad Arena) (2008).- Les mécanismes de transmission de la hausse des prix internationaux des produits agricoles dans les pays africains : Résumé de l'étude. Conférence « Prix agricoles : perspectives à moyen terme et implications pour les producteurs et les politiques publiques. 15 et 16 décembre, Paris, Fondation FARM, 4 p.

Galtier F. (Cirad Moisa) (2009). How to Manage Food Price Instability in Developing countries ? Note de synthèse de l'étude sur les instruments de gestion de l'instabilité des prix alimentaires. UMR MOISA, Working paper n°5/2009, 27 p.

Galtier F. (Cirad Moisa) (2009). La nécessaire intervention publique pour stabiliser les prix. CIRAD, Perspectives, novembre, 4 p

Contacts :

Johny Egg (INRA Moisa) : egg@supagro.inra.fr

Frank Galtier (CIRAD Moisa) : galtier@cirad.fr

CT3 « Environnement, espace et société »

(2009-FM9) : *Analyse quantitative des déterminants de la valeur énergétique des biocarburants*. Résultat d'une méta-analyse.

Unité : UMR 210 **Économie Publique** INRA-AgroParisTech

Département : SAE2

Axe(s) stratégique(s) : A et F

Champs thématique(s) du département : CT2 (production et marchés)

Mots-clés « thématique » :

Principal : Biocarburant, Valeur énergétique nette

Secondaire : Politiques publiques

Champ disciplinaire : Économie

Mots-clés « type d'activité » :

Principal : Méta-analyse

Secondaire : Aide à la décision

Contexte/enjeux/problématique :

De nombreuses études ont analysé le bilan énergétique des biocarburants et évalué les réductions d'émission de gaz à effet de serre induites par une substitution des biocarburants aux énergies fossiles. Ces études fournissent des résultats très divergents. Notre recherche analyse un large échantillon de ces études et examine les déterminants clés qui influencent le calcul de la valeur énergétique nette des biocarburants. Plutôt que de tenter une harmonisation des résultats obtenus dans les différentes études, nous mettons en évidence les principales sources de divergence. Notre objectif est ainsi de montrer comment la valeur énergétique des biocarburants peut être fortement influencée par le choix d'une valeur particulière pour un intrant donné ou par le choix d'une méthode spécifique pour l'allocation des co-produits.

Résultats :

Les résultats suggèrent que la forte variabilité des résultats observés entre les études peut être expliquée par les valeurs retenues par les auteurs pour quelques intrants particuliers (comme l'azote ou le travail agricole) et par la façon dont sont alloués les co-produits.

Perspectives/impact à terme :

Ces résultats tendent à relativiser les effets positifs à attendre des biocarburants. Plusieurs études de notre échantillon montrent une valeur énergétique nette faiblement positive, voire dans certains cas négative. Ces résultats tendent également à suggérer la présence d'un « biais d'auteur » dans les analyses sur la valeur énergétique des biocarburants. Les résultats montrent que le secteur d'appartenance (secteur agricole, énergétique ou environnemental) et l'affiliation (administration publique, entreprise privée ou centre de recherches) des auteurs influencent la valeur énergétique des biocarburants.

Partenaires :

UMR Economie Publique INRA/AgroParisTech (France)

Projet réalisé dans le cadre du projet de recherche "AgFoodTrade - New Issues in Agricultural, Food and Bioenergy Trade" (Grant Agreement no. 212036) financé par la Commission européenne.

Valorisation :

La valeur énergétique des biocarburants varie fortement d'une étude à l'autre. Cependant, il est possible de la prédire assez facilement à partir de quelques renseignements sur la méthodologie employée par les auteurs comme les valeurs retenues dans les calculs pour quelques variables clés ou l'allocation des co-produits.

Bibliographie :

Bureau, J-C., A-C. Disdier, C. Gauroy et D. Tréguer, 2009, "A Quantitative Assessment of the Determinants of the Net Energy Value of Biofuels", AgFoodTrade Working Paper 2009-08, à paraître dans *Energy Policy*.

Bureau, J-C, H. Guyomard, F. Jacquet et D. Tréguer, 2009, "European Biofuel Policy: How Far Will Public Support Go?" Handbook of Bioenergy Economics and Policy. Madhu Khanna, Jurgen Scheffran et David Zilberman (Editeurs), Chapter 23, pp 401-423. Springer-Verlag.

Bourgeon, J-M et D. Tréguer, "Killing Two Birds with one stone: the EU and the US Biofuel Programmes", Working Paper (en révision dans l'ERAIE).

Gohin, A. et D. Tréguer, "On the (de)stabilization effect of biofuels: relative contributions of policy instruments and market forces", Working Paper (en revision dans le JARE).

Contacts :

Jean-Christophe Bureau, UMR Economie Publique, (AgroParisTech, INRA)

bureau@grignon.inra.fr, 01 44 08 17 34

Anne-Célia Disdier, UMR Economie Publique (INRA, AgroParisTech)

disdier@agroparistech.fr, 01 44 08 72 72

David Tréguer, UMR Economie Publique (INRA, AgroParisTech)

treguer@grignon.inra.fr, 01 44 08 86 83

(2009-FM10) : Aménités d'origines agricoles :
Vers un usage efficace des mesures agri-environnementales.
Résultats de recherche issus d'un programme européen.

Unité : UMR 1302 SMART, Rennes

Département : SAE2

Axe(s) stratégique(s) : A et F

Mots-clés « thématique »

Principal (Choisi dans la liste) : Acteurs ou Stratégie des acteurs

Secondaires (Choisi dans la liste) : Politiques publiques

Champ disciplinaire : Economie

Mots-clés « type d'activité » :

Principal (Choisi dans la liste) : Résultat de recherche en économie

Secondaires (Choisi dans la liste) : Aide à la décision

Résumé :

Un numéro spécial de la revue *Journal of Environmental Planning and Management* (Vol.52, N°5, July 2009) rassemble en huit articles, dont deux de l'INRA, les principaux résultats originaux du projet ITAES coordonné par l'INRA. Ils concernent notamment la mesure et l'impact des coûts de transactions associés aux contrats agri-environnementaux, la prise en compte des effets non linéaires des pratiques agricoles sur l'environnement et l'évaluation de différents mécanismes visant une meilleure efficacité de ces politiques en Europe et aux Etats-Unis.

Contexte de la réalisation :

Les mesures agri-environnementales (MAE) visent à améliorer les impacts environnementaux de l'agriculture, à l'aide de subventions allouées sur la base d'engagements volontaires des agriculteurs pour une durée d'au moins 5 ans. Au sein du deuxième pilier de la PAC, elles sont les seules mesures d'application obligatoire par les Etats membres. L'effort d'orientation de la politique agricole commune vers les enjeux environnementaux se heurte à un manque de fiabilité et de prédictibilité des MAE.

Résultats :

Deux principales sources d'inefficacité des mesures agri-environnementales ont été identifiées et explorées. La première concerne les coûts de transaction associés à la gestion des contrats par l'administration et à leur mise en œuvre par les agriculteurs. Le souci de réduire les coûts administratifs a conduit à des formes contractuelles qui ne prennent pas en compte l'asymétrie d'information et sont globalement de faible qualité institutionnelle. Cette faible qualité institutionnelle accroît les coûts de transaction des agriculteurs qui constituent des barrières à la contractualisation. Des résultats quantitatifs mobilisant des données de première main et différentes approches méthodologiques montrent l'importance de ce problème et offre des possibilités concrètes d'amélioration. La deuxième source d'inefficacité concerne l'hétérogénéité et la non linéarité des causalités entre les pratiques agricoles et leurs impacts environnementaux. Les résultats sont à la fois théoriques en terme de *policy design* et pratiques en terme de méthode d'évaluation multicritère de l'efficacité environnementale des mesures agri-environnementales.

Perspective, impact à terme :

Les résultats et les méthodes du projet ITAES sont cités et utilisés dans plusieurs pays membres (Irlande, France, Italie notamment) dans le cadre de l'évaluation ex-post et ex-ante des programmes de développement ruraux (2^e pilier de la PAC).

Partenaires :

Les partenaires du projet FP6-ITAES (<http://merlin.lusignan.inra.fr/ITAES/website>), la direction de l'agriculture de la commission européenne et l'Université de L'Illinois à Urbana-Champaign (USA).

Contact : Pierre Dupraz, INRA-SMART Rennes. Pierre.dupraz@rennes.inra.fr

Bibliographie :

Journal of Environmental Planning and Management (Vol.52, N°5, July 2009).

**(2009-FM11) : Promouvoir la qualité au travers de l'écolabellisation :
Analyses de l'efficacité des écolabels.**

Résultats de recherches en économie forestière et de l'environnement.

Unité : UMR 356 LEF, Nancy

Département : SAE2

Axes stratégiques de l'INRA: A et F

Champ thématique du département : CT3

Contexte de la réalisation :

Un Workshop international sur les écolabels intitulé "Quality promotion through ecolabeling : theoretical and empirical advances on the feasibility of developing social and environmental claims" a été organisé au LEF en juin 2009. Ce workshop a accueilli des chercheurs étrangers et français spécialistes du domaine et a permis un échange sur les avancées récentes à la fois théoriques et empiriques concernant les questions de l'écolabellisation.

Le LEF travaille depuis une dizaine d'années sur les questions d'écocertification forestière. Plus récemment, le travail s'est élargi sur l'écolabellisation via le projet ANR-ADD ECOLABELS qui s'achève en 2010. Le projet s'interroge sur l'efficacité de l'écolabel dans son rôle de protection environnementale d'un point de vue économique et sociologique. Dans ce cadre, Mario Teisl (Université de Maine, USA) a été accueilli au LEF pendant trois mois en tant que professeur invité.

Résultats :

Suite au workshop, l'éditeur Azzeddine Azzam a convié une édition spéciale dans le *Journal of Agricultural and Food Industrial Organization* (JAFIO) :

<http://www.bepress.com/jafio/vol7/iss2/> (éditeurs : S.Costa, L.Ibanez, M.Loureiro et S. Marette). L'édition regroupe 11 papiers présentés lors du workshop ainsi qu'une analyse critique sur les avantages et désavantages d'une politique de protection de l'environnement via l'outil volontaire qu'est l'écolabel. Cet ouvrage propose différentes réflexions sur les stratégies et politiques d'écolabellisation. Il s'interroge sur l'efficacité des écolabels selon la structure du marché national et international dans laquelle ils sont introduits, ainsi que sur la crédibilité des écolabels et la disponibilité à payer pour des produits écolabellisés, et analyse enfin l'effet de différents facteurs et comportements psychologiques sur l'efficacité des politiques d'écolabellisation.

Perspectives :

A l'issue du Workshop "Quality Promotion Through Ecolabeling: Theoretical and Empirical Advances on the Feasibility of Developing Social and Environmental Claims" l'ensemble des participants a souhaité qu'un 3^{ème} Workshop soit organisé sur le thème de l'écocertification. Ce Workshop est programmé pour le mois de Juin 2011. En effet, une collaboration entre Mario Teisl et différents membres de l'INRA s'est engagée à l'issue du 1^{er} Workshop (Juin 2006 à Nancy) et se poursuit actuellement. En outre, d'autres travaux sont conduits dans le cadre du projet ADD Ecolabels. Un 3^{ème} Workshop permettrait donc de renforcer ces collaborations et d'en publier certains résultats si l'opportunité d'une publication se présente à nouveau.

Bibliographie :

Costa, S., Ibanez, L., Loureiro, M., Marette, S., 2009, “Quality promotion through ecolabeling: introduction to the special issue”, *Journal of Agricultural and Food Industrial Organization*, Vol 7, Issue 2, article 1.

Bottega, L., Delacote, P., Ibanez, L., 2009, “Labeling policies and market behavior: quality standard and voluntary label adoption”, *Journal of Agricultural and Food Industrial Organization*, Vol 7, Issue 2, article 3.

Marette, S., Roosen, J., Bieberstein, A., Blanchemanche, S., Vandermoere, F., 2009, “ Impact of Environmental, Societal and Health Information on Consumers' Choices for Nanofood”, *Journal of Agricultural and Food Industrial Organization*, Vol 7, Issue 2, article 11.

Beretti, A., Grolleau, G., Mzoughi, N., 2009, “How Cognitive Biases Can Affect the Performance of Eco-Labeling Schemes”, *Journal of Agricultural and Food Industrial Organization*, Vol 7, Issue 2, article 10.

Bougherara, D., Pigué, V., 2009, “ Market Behavior with Environmental Quality Information Costs”, *Journal of Agricultural and Food Industrial Organization*, Vol 7, Issue 2, article 8.

Mahenc, P., 2009, “Wasteful Labeling”, *Journal of Agricultural and Food Industrial Organization*, Vol 7, Issue 2, article 6.

Monier, S., Hassan, D., Nichèle, V., Simioni, M., 2009, “ Organic Food Consumption Patterns”, *Journal of Agricultural and Food Industrial Organization*, Vol 7, Issue 2, article 12.

Contacts : S. Costa (LEF, costa@nancy-engref.inra.fr) , L.Ibanez (LEF et LAMETA, ibanez@supagro.inra.fr), et S. Marette (Economie Publique, marette@agroparistech.fr)

(2009-FM12) : Le prix des paysages périurbains.
Résultats de recherche associant économie et géographie quantitative.

Unité : UMR 1041 CESAER, Dijon
Département : SAE2

Axe stratégique : F & A

Champ thématique du département : CT3

Mots-clés « thématique » : territoires ruraux

Champs disciplinaires : économie et géographie

Résumé :

Le rôle des aménités naturelles (présence de bois, forêts, agriculture, formes paysagères) dans le choix de la localisation résidentielle est souvent avancé pour expliquer le développement de la périurbanisation. On montre que les paysages « verts » dans la région périurbaine de Dijon donnent des plus values immobilières, mais d'ampleur limitée (de l'ordre de + 1 à + 2% du prix des maisons). Seules les aménités proches des maisons sont valorisées ; elles le sont davantage lorsqu'elles sont vues que lorsqu'elles sont présentes, mais masquées : la vue compte. Les formes complexes (mosaïques, nombreuses petites taches, etc.) sont particulièrement valorisées.

Partenaires :

Ce travail est le fruit d'une collaboration originale entre économistes et géographes du Cesaer et du ThéMA de Besançon.

En 2009, deux articles publiés dans des revues scientifiques internationales (*Environmental and Resource Economics* [1] et *Annals of the Association of American Geographers* [2]), viennent clôturer une recherche sur la valeur économique des paysages périurbains en lui donnant une forte reconnaissance scientifique. D'autres articles avaient été publiés plus rapidement dans des revues en langue française ([3], [4], [5]), de même qu'un ouvrage entier ([10]) et des chapitres d'ouvrages ([6], [7], [8], [9]).

Publications :

- [1] Cavailhès (J.), Brossard (T.), Foltête (J.C.), Hilal (M.), Joly (D.), Tourneux (F.P.), Tritz (C.), Wavresky (P.) (2009), GIS-based hedonic pricing of landscape, *Environmental and Resource Economics*, 44: 571-590.
- [2] Joly (D.), Brossard (T.), Cavailhès (J.), Hilal (M.), Tourneux (F.P.), Tritz (C.), Wavresky (P.) (2009), A Quantitative Approach to the Visual Evaluation of Landscape, *Annals of the Association of American Geographers*, 99 (2): 292-308.
- [3] Cavailhès (J.), Brossard (T.), Foltête (J.C.), Hilal (M.), Joly (D.), Tourneux (F.P.), Tritz (C.), Wavresky (P.) (2009), Quel prix les habitants d'une région périurbaine payent-ils pour voir des paysages « verts » depuis chez eux ?, *Cahiers Agriculture*, 18 [1] : 56-62.
- [4] Cavailhès (J.), Brossard (T.), Hilal (M.), Joly (D.), Tourneux (P.F.), Tritz (C.), Wavresky (P.) (2007) – Le prix des paysages périurbains, *Economie Rurale*, n°297-

298 : pp. 71-84.

- [5] Brossard (T.), Joly (D.), Tourneux (F.P.), Cavailhès (J.), Hilal (M.), Wavresky (P.), Le Gallo (J.), Géniaux (G.), Napoleone (C.) Jayet (H.), Ovtracht (N.), Péguy (P.Y.), (2007) – La valeur économique des paysages des villes périurbanisées, *Economie Publique*, 20 (1) : 11-35.
- [6] Cavailhès (J.), Brossard (T.), Foltête (J.C.), Hilal (M.), Joly (D.), Tourneux (F.P.), Tritz (C.), Wavresky (P.) (2009), « Valeur des paysages ruraux et localisation résidentielle », in : Aubert (F.), Piveteau (V.), Schmitt, (B.) (eds), « *Politiques agricoles et territoire* » Editions QUAE, chapitre 3, pp. 69-92.
- [7] Cavailhès (J.), Brossard (T.), Hilal (M.), Joly (D.), Tourneux (F.P.), Tritz (C.), Wavresky (P.) (2008), « Le marché immobilier, révélateur du prix du paysage », In : Brossard (T.), Wieber (J.C.), 2007, « *Paysage et information géographique* », Ed. Lavoisier - Hermès Science Publication, chapitre 9, pp. 207-231.
- [8] Cavailhès (J.), Brossard (T.), Hilal (M.), Joly (D.), Tourneux (F.P.), Tritz (C.), Wavresky (P.) (2008), « La valeur des paysages périurbains dans un marché immobilier en France ». In : Des Rosiers (F.), Thériault (M.) : « *Information géographique et dynamiques urbaines 2* », Ed. Lavoisier - Hermès Science Publication, chapitre 9, pp. 225-248.
- [9] Cavailhès (J.), Brossard (T.), Hilal (M.), Joly (D.), Tourneux (F.P.), Tritz (C.), Wavresky (P.) (2008), « *Pricing the homebuyer countryside view* », in : Baranzini A., Ramirez J., Schaerer C., Thalmann P. (eds) « *Hedonic methods in housing markets* », Springer, pp.83-99.
- [10] Cavailhès (J.) (dir.), Joly (D.) (dir.) (2006), *Les paysages périurbains et leur prix*, Besançon, presses universitaires de Franche-Comté, 192 p.

Contact : Jean Cavailhès, UMR 1041 Cesaer, jean.cavailhes@dijon.inra.fr

Faits marquants 2008

Faits marquants 2008 du département SAE2

CT1 « Consommation, distribution et transformation »

- (2008-FM1) *Journée du Pôle Alimentation Parisien : Analyse des choix alimentaires et méthodes expérimentales*. Séminaire de réflexion interdisciplinaire (Axes B et F de l'institut, CT1 du département)
- (2008-FM2) *Peut-on faire de l'argent à partir de la science ? Une analyse du secteur des biotechnologies en France*. Résultat de recherche en sciences de gestion. (Axe F de l'institut, CT1 du département,)
- (2008-FM3) *Impact des coopératives/entreprises publiques sur le fonctionnement des marchés*. Résultat de recherche en économie. (Axe F de l'institut, CT1 du département)

CT2 « Production, marchés, échanges »

- (2008-FM4) *Partage des risques avec contrats formels et informels dans les économies en développement*. Résultat de recherche en économie issu d'un programme ANR. (Axe F de l'institut, CT2 du département)
- (2008-FM5) *Evaluation ex ante de systèmes de culture innovants par couplage de modèles biophysiques et économétriques : une application aux systèmes bananiers en zone caraïbe*. Résultats de recherche pluridisciplinaire agronomie-économie. (Axes E et F de l'institut, CT2 du département SAE2 et CT1 de E&A)
- (2008-FM6) *Evaluer l'efficacité économique des exploitations agricoles : améliorer la mesure par recours à la méthode du bootstrapping*. Résultat de recherche méthodologique en économie. (Axe F de l'institut, CT2 du département)
- (2008-FM7) *L'impact des accords euro-méditerranéens sur les importations européennes de fruits et légumes*. Résultat de recherche en économie issu d'un programme européen. (Axe F de l'institut, CT2 du département)

CT3 « Environnement, espace et société »

- (2008-FM8) *Projections à l'horizon 2020 des émissions de gaz à effet de serre des secteurs agricoles et forestiers français*. Pilotage d'une expertise nationale interdisciplinaire. (Axes A et F de l'institut, CT3 du département)
- (2008-FM9) *Evaluation de l'impact économique du déclin des pollinisateurs*. Résultat de recherche en économie issu d'une collaboration interdisciplinaire. (Axes A et F de l'institut, CT3 du département)
- (2008-FM10) *Les transformations politiques des mondes ruraux, numéro thématique de revue*. Synthèse de recherches en sociologie. (Axe F de l'institut, CT3 du département)
- (2008-FM11) *Accessibilité aux services et aux emplois : quelle situation pour les espaces ruraux français ?* Outil d'analyse géographique et résultats en économie et géographie. (Axes F & A de l'institut, CT3 du département)
- (2008-FM12) *Injonction institutionnelle et mobilisation scientifique autour d'un pathogène émergent, Bacillus cereus*. Résultat de recherche en sociologie issu d'un projet ANR interdisciplinaire. (Axe B & F de l'institut, CT3 du département)

CT1 « Consommation, distribution et transformation »

(2008-FM1) : Séminaire de réflexion interdisciplinaire Journée du Pôle Alimentation Parisien : Analyse des choix alimentaires et méthodes expérimentales

Unité : UR ALISS, Ivry-sur-Seine

Département : SAE2

Axe(s) stratégique(s) : B & F

Champs thématique(s) du département : CT1

Mots-clés « thématique »

- *Principal*
 - *Choisi dans la liste* : **Alimentation**
 - *Complémentaire* : **Comportement consommateur**
- *Secondaires*
 - *Choisi dans la liste* : **Santé**
 - *Complémentaire*, **Goût, Sécurité**

Champs disciplinaires : économie, psychologie, marketing, sociologie

Mots-clés « type d'activité » :

- *Principal*
 - *Choisi dans la liste* : **Résultats de recherche en analyse des comportements alimentaires**
 - *Complémentaire* : Comportement

Contexte/enjeux/problématique :

Le séminaire **Sciences Sociales, Alimentation et Santé** organisé au sein du Pôle Alimentaire Parisien met en place deux fois par an des journées thématiques. Leur but est d'approfondir la réflexion sur des champs d'application pour lesquels les aspects pluridisciplinaires sont particulièrement importants, permettant une meilleure compréhension des phénomènes et favorisant la recherche de solutions à travers des politiques multidimensionnelles de l'alimentation et de la santé.

La Journée du 3 décembre 2008 était structurée autour des méthodes expérimentales : méthodes au coeur des sciences biologiques et médicales, elles sont beaucoup moins répandues, voire reconnues, dans la pratique des sciences sociales. Les principes de ces démarches et les résultats de recherches récentes ont été présentés par des intervenants français et étrangers. Ils ont permis d'apporter des éclairages nouveaux en matière d'analyse des comportements alimentaires, du point de vue de l'économie, de la psychologie, du marketing et de la nutrition.

Cette journée a permis de confronter des recherches menées avec ces méthodes en France et à l'étranger avec les travaux de plusieurs unités de l'INRA, au sein des départements Sciences Sociales (SAE2) et Alimentation Humaine (ALIM-H).

Résultats :

Plusieurs spécialistes reconnus sur le plan international sont intervenus au cours de cette journée : Jayson L. LUSK (Oklahoma State University, USA), Maurice DOYON (Université de Laval, Québec), Kyrre RYCKERTSEN (Agricultural University of Norway, Oslo), Egon Peter KOSTER (Royal Veterinary and Agricultural University, Denmark), Pierre CHANDON (INSEAD, Fontainebleau). Des chercheurs des unités INRA (ALISS, Metarisk, GAEL, FLAVIC) ont également présenté les résultats de recherches sur les préférences des consommateurs et les déterminants de leurs dispositions à payer sous divers scénarios d'information, de prix ou de composition des aliments.

L'ensemble des présentations et des débats a permis de faire le point sur les enjeux actuels en matière d'analyse expérimentale des comportements alimentaires. Un certain nombre de questions clés ont ainsi été clairement identifiées.

La démarche expérimentale permet de contracter dans le temps les processus de décision et de choix alimentaires des consommateurs. Un avantage majeur est ainsi de pouvoir soumettre ces processus à des interventions contrôlées (apports d'information supplémentaires, modification des prix, ...) pour en évaluer les effets. Cette contraction dans le temps présente cependant certaines limites et soulève la question de la généralisation et du statut des résultats obtenus en laboratoire. Plusieurs présentations ont montré comment les chercheurs tentaient de faire face à cette préoccupation et s'orientaient vers la conception de nouveaux dispositifs expérimentaux couplant travaux en laboratoire et dispositifs de terrain. Il s'agit là d'une voie prometteuse qui est en train de renouveler les méthodologies en économie expérimentale.

Perspectives/impact à terme :

Cette journée a permis de conforter la place de l'économie expérimentale dans le champ de l'analyse des comportements alimentaires et de montrer que l'INRA a et pourra avoir des apports significatifs dans ce domaine de recherche en expansion sur le plan international. Les unités INRA ont montré qu'elles étaient en mesure de produire des contributions significatives tant d'un point de vue théorique qu'appliqué. La journée a en outre permis de conforter la mise en place d'un réseau international de recherche sur ce domaine.

Valorisation :

La participation de plus de 120 personnes a confirmé tout l'intérêt porté, non seulement par les chercheurs, mais aussi par les pouvoirs publics et les entreprises à cette thématique. Cette journée a ainsi contribué à accroître la visibilité du PAP au-delà des cercles de l'INRA, ainsi que de celle des unités directement engagées sur ces thématiques.

Bibliographie :

Consulter : <http://www.paris.inra.fr/aliss>

Contact :

France Caillavet, INRA-ALISS, 95 Bd de Brandebourg, 94205, Ivry sur Seine.
france.caillavet@ivry.inra.fr

(2008-FM2) : Résultat de recherche en sciences de gestion
Peut-on faire de l'argent à partir de la science ?
Une analyse du secteur des biotechnologies en France.

Unité : UMR 1215 GAEL, Avignon-Grenoble
Département de recherche : SAE2

Axe(s) stratégique(s) : F - STRATEGIES DES ACTEURS ET POLITIQUES PUBLIQUES
Champs thématique(s) du département : CT1

Mots-clés « thématique »

- Principal : Acteurs ou Stratégies des acteurs

Champ disciplinaire : **Sciences de gestion**, économie

Mots-clés « type d'activité » :

- Principal : résultats de recherche en gestion
- Secondaire : aide à la décision

Contexte/enjeux/problématique :

Les entreprises de high tech, dans le secteur des biotechnologies notamment, doivent faire face à des choix stratégiques complexes : développement d'applications technologiques, construction d'alliances tournées vers l'exploitation des résultats ou l'exploration de nouveaux champs, développement de services et/ou d'activités de recherche.

Résultats :

La recherche, conduite sur la population des entreprises de biotechnologies françaises entre 1994 et 2002, met en évidence une tension entre création d'une rente et appropriation de la rente créée. Science et bénéfices sont souvent découplés : la diversité des applications technologiques développées réduit la capacité des firmes ayant une stratégie fondée sur la recherche à générer une rente. Les alliances pour exploiter des résultats acquis augmentent la création de rente mais diminuent les capacités d'appropriation de cette dernière. Enfin, les firmes développant une activité de service ont de meilleures performances que les entreprises exclusivement centrées sur la recherche. De tels résultats remettent en cause le modèle communément admis en sciences de gestion des entreprises high tech intensives en recherche.

Perspectives/impact à terme :

Partenaires

Rodolphe Durand (HEC Jouy en Josas)

Valorisation et bibliographie :

Durand, R., Bruyaka, O. et Mangematin, V. (2008). Do Science and Money Go Together? The Case of the French Biotech Industry, *Strategic Management Journal*, 29(12): 1281-1299.

Contact : Vincent Mangematin (vincent.mangematin@grenoble.inra.fr)

(2008-FM3) : Résultat de recherche en économie
Impact des coopératives/entreprises publiques sur le fonctionnement des marchés

Unité : UMR 1291 GREMAQ, Toulouse
Département de recherche : SAE2

Axe(s) stratégique(s) : F
Champs thématique(s) du département : CT1

Mots-clés « thématique »
- Principal : **Organisation des filières**

Champ disciplinaire : **Economie**

Mots-clés « type d'activité » :
- Principal : **résultats de recherche en économie**

Contexte/enjeux/problématique :

Il s'agit de comprendre les spécificités des organisations ayant d'autres objectifs que la maximisation du profit et leur impact sur le fonctionnement des marchés, notamment dans l'agro-alimentaire. On s'interroge notamment sur la façon dont l'existence d'objectifs différents peut agir sur le niveau des coûts et donc *in fine* sur l'intensité de la concurrence.

Résultats :

On montre que les coopératives peuvent gérer le "design" des contrats qu'ils passent avec les agriculteurs de manière plus efficace qu'une firme capitalistique dans une situation avec asymétrie d'information. Bien que les deux types d'organisation cherchent à limiter les rentes informationnelles des agriculteurs, elles le font pour des raisons différentes : extraction des rentes au profit des actionnaires dans le cas de la firme capitalistique ; extraction des rentes à des fins de redistribution de revenus pour la coopérative. De ce fait, les coûts des organisations sont toujours endogènes et liés à la nature de leurs objectifs. Ils ne peuvent donc pas être imposés de manière *ad hoc* lorsqu'on cherche à modéliser la concurrence entre organisations ayant des objectifs différents.

Perspectives/impact à terme

Partenaires :

Scientifique international
Murray Fulton, University of Saskatchewan, Canada

Valorisation :

Conférences internationales :
American Agricultural Economics Association (AAEA), Denver (USA), August 2004.
2nd Madison Food Systems Research Group Conference, USA, June 2005.
University of Wisconsin at Madison, Décembre 2006
University of British Columbia, Vancouver, Octobre 2007
University of Piacenza, Juin 2007

Bibliographie

Philippe Bontems et Murray Fulton. « Organizational Structure, Redistribution and the Endogeneity of Cost: Cooperatives, For-Profit Firms and the Cost of Procurement », *Journal of Economic Behavior and Organization*, à paraître.

Contact

Philippe Bontems

Courriel : bontems@toulouse.inra.fr

Tél. +33 (0)5 61 12 85 22

CT2 « Production, marchés, échanges »

(2008-FM4) : Résultat de recherche en économie issu d'un programme ANR *Partage des risques avec contrats formels et informels* *dans les économies en développement*

Unité : UMR 1291 GREMAQ, Toulouse

Département de recherche : SAE2

Axe(s) stratégique(s) : F

Champs thématique(s) du département : CT2

Mots-clés « thématique »

- Principal : **Acteurs ou Stratégie des acteurs**

Champ disciplinaire : **Economie**

Mots-clés « type d'activité » :

- Principal : **Résultats de recherche en économie**

Contexte/enjeux/problématique :

La question du partage des risques entre ménages dans les économies agricoles et rurales pauvres est au cœur de la construction de politiques de lutte contre la pauvreté et de l'évaluation des effets que ces politiques induisent sur le bien-être des ménages. L'accès au crédit et à l'assurance par ces ménages à travers des institutions traditionnelles est une question cruciale et une meilleure compréhension des mécanismes par lesquels les ménages partagent les risques entre eux ou au cours du temps est nécessaire.

Résultats :

Un partage de risque efficace implique de réallouer les biens pour ne laisser subsister que le risque agrégé. Comme la plupart des analyses empiriques rejettent l'assurance parfaite, nous avons développé un modèle permettant d'expliquer cette assurance partielle par le fait que les ménages ne peuvent s'engager parfaitement dans la mesure où certains risques ne sont pas « assurables ». On tient en outre compte du fait que certains contrats agricoles « formels » (comme le métayage ou le fermage) permettent de s'engager sur une partie des risques. Le modèle met en avant l'interaction entre contrats formels et informels et le fait que le recours aux contrats formels agricoles par les ménages agricoles permet non seulement de partager les risques de revenu agricole mais aussi de diminuer l'impact des contraintes d'assurance informelle utilisée pour lisser la consommation et s'assurer contre les autres risques. On propose une procédure d'estimation structurelle d'un tel modèle sur des données de panel de ménages agricoles du Pakistan. Les résultats empiriques confirment la pertinence du modèle, seule alternative au modèle d'assurance parfaite où le rôle des contrats formels est modélisé de façon endogène.

Partenaires :

scientifique national

Bruno Jullien, Thierry Magnac, GREMAQ, Toulouse School of Economics

ANR "Risk Sharing"

Valorisation et bibliographie :

Pierre Dubois, Bruno Jullien et Thierry Magnac (2008). "Formal and Informal Risk Sharing in LDCs: Theory and Empirical Evidence", *Econometrica*, 76(4): 679-725.

Contact : **Pierre Dubois**, Courriel : dubois@toulouse.inra.fr, Tél. +33 (0)5 61 12 85 55

(2008-FM5) : Résultats de recherche pluridisciplinaire agronomie-économie
Evaluation ex ante de systèmes de culture innovants par couplage de modèles biophysiques et économétriques : une application aux systèmes de culture bananiers en zone caraïbe

Unité : UR 135 APC (unité de recherche agropédoclimatique de la zone caraïbe), Antilles

Départements de recherche : SAE2 & EA

Axe(s) stratégique(s) : E (systèmes de production), F (stratégies des acteurs et politiques publiques).

Champs thématique(s) du département :

SAE2 : CT2 (Production et marchés) ;

EA : CT1 (Agronomie systémique et bases biophysiques de la gestion des écosystèmes cultivés).

Mots-clés « thématique » :

- *Principal* : Acteurs ou stratégies des acteurs.
- *Secondaires* : Productions à haute performance environnementale ; Politiques publiques ; Modélisation.

Champ disciplinaire : économie, agronomie, ...

Mots-clés « type d'activité » :

- *Principal* : Résultats de recherche en sciences sociales et sciences agronomiques
- *Secondaires* : Anticipation des évolutions techniques ; Partenariat avec le monde agricole ; Partenariat scientifique national ; Innovation.

Contexte/enjeux/problématique :

Dans un contexte d'économie insulaire fragile et de crise économique et environnementale d'une filière agricole exportatrice vers le marché européen (la banane), on cherche à pérenniser la production moyennant des itinéraires techniques innovants alternatifs réduisant les coûts de production et/ou les externalités négatives sur le plan environnemental. Il s'agit donc de contribuer à la conception de systèmes de culture bananiers susceptibles de correspondre au contexte et aux enjeux définis antérieurement et d'évaluer *ex ante* les conditions d'adoption, par les différents types de planteurs, de systèmes de culture mis au point et/ou testés à l'échelle expérimentale par les institutions de recherche.

Résultats :

Face à la multiplication des pressions économiques, sociales et environnementales s'exerçant sur l'agriculture, la mise au point de systèmes de culture innovants plus durables et satisfaisants des champs de contraintes et d'objectifs multiples constitue un véritable défi scientifique. Malgré le foisonnement de recherches et de productions d'outils disciplinaires, peu de recherches d'interface ont été entreprises, de la conception à l'analyse de l'adoption des innovations. Les travaux développés ici ont permis d'élaborer une approche générique en quatre étapes basée sur la combinaison d'outils de modélisation agronomique et économique :

1. Modélisation de la diversité des exploitations à travers une approche typologique et systémique des pratiques et prototypage de systèmes innovants plus durables,
2. Simulation par modèle de culture du fonctionnement biophysique des innovations et évaluation de leurs performances agronomiques et environnementales dans les différents types d'exploitation,
3. Evaluation de l'impact des innovations sur le fonctionnement et les performances techniques et économiques des exploitations à l'aide d'un modèle bioéconomique d'exploitation dynamique,
4. Evaluation à l'aide d'un modèle économétrique des préférences des exploitants confrontés à des propositions de systèmes innovants virtuels et analyse du déterminisme de ces choix d'adoption.

La méthode a été appliquée à la conception et à l'évaluation *ex ante* de prototypes de systèmes de cultures bananiers aux Antilles françaises, filière qui traverse une crise socio-économique et environnementale sévère. On a identifié six types d'exploitations très contrastés et déclinant des différents problèmes de durabilité, puis mis au point 16 prototypes de systèmes innovants incluant

réductions du recours aux intrants chimiques, plantes de services cultivées en rotations ou en association, nouvelles variétés de bananiers ainsi que des systèmes intégrés à très bas niveaux d'intrants chimiques combinant plusieurs de ces innovations.

La mise en œuvre de cette approche met en évidence que les performances des prototypes peuvent varier considérablement d'un type d'exploitation à l'autre et que certains systèmes, très prometteurs sur le plan agronomique et environnemental à la parcelle, posent des problèmes de trésorerie et de charge de travail à l'échelle de l'exploitation. La confrontation entre, d'une part, les innovations et leurs performances et, d'autre part, les préférences des agriculteurs montre en outre que certaines innovations prometteuses ont un faible taux d'adoption, phénomène explicable par l'hétérogénéité des attentes, contraintes, moyens, perceptions et attitudes des planteurs face à l'innovation.

Perspectives/impact à terme :

On construit à partir des résultats de ce programme un ensemble de propositions d'action à destination des agronomes concepteurs, économistes de l'innovation et des décideurs locaux visant à maximiser les chances d'émergence et d'adoption de systèmes plus durables et plus à même de faire converger les attentes des agriculteurs, des filières et de la société dans son ensemble.

Partenaires :

Scientifiques : UPR26 et UPR75 (CIRAD), UMR LERNA, SMART et MOISA (INRA-SAE2), UMR SYSTEM et UR Agronomie de Grignon (INRA-EA et SAD).

Professionnels : SICA Les producteurs de Guadeloupe, BANAMART, Banalliance, DDAF Guadeloupe, DDAF Martinique, ARECA.

Valorisation :

Présentation des travaux dans des colloques internationaux

Articles dans des revues scientifiques internationales en agronomie et en économie

Bibliographie :

Blazy, J-M. (2008). *Evaluation ex ante de systèmes de culture innovants par modélisation agronomique et économique : de la conception à l'adoption. Cas des systèmes de culture bananiers de Guadeloupe*. Thèse de doctorat Supagro Montpellier. 192 pages.

Blazy J-M, Dorel M., Salmon F., Ozier-Lafontaine H., Wery J., Tixier P. (2009). Model-based assessment of technological innovation in banana cropping systems contextualized by farm types in Guadeloupe. *European Journal of Agronomy*, à paraître.

Blazy J-M, Ozier-Lafontaine H., Doré T., Thomas A., Wery J. (2009). A methodological framework for taking into account the diversity of farms in the prototyping of sustainable crop management systems. Application to banana-based systems in Guadeloupe. En révision pour *Agricultural systems*.

Blazy J-M, Tixier P., Ozier-Lafontaine H., Salmon F., Thomas A., Wery J. (2009). BANAD: a dynamic bio-economic farm model for ex ante assessment of the impacts of innovation adoption. Application to banana cropping systems in Guadeloupe. Soumis à *Agricultural systems*.

Blazy J-M, Thomas A., Carpentier A. (2009). An ex ante adoption model of low inputs innovations applied to banana production in the French West Indies. Soumis à *European Review of Agricultural Economics*.

Contacts :

Jean-marc.blazy@antilles.inra.fr

Harry.ozier-lafontaine@antilles.inra.fr

(2008-FM6) : Résultat de recherche méthodologique en économie
Evaluer l'efficacité économique des exploitations agricoles : améliorer la mesure par recours à la méthode du bootstrap

Unité : UMR 1302 SMART, Rennes

Département de recherche : SAE2

Axe(s) stratégique(s) : F

Champs thématique(s) du département : CT2 : Production et marché

Mots-clés « thématique » :

- Principal : **Acteurs ou Stratégie des acteurs**
 - Complémentaire : **Efficacité technique**

Champ disciplinaire : Economie

Mots-clés « type d'activité » :

- Principal : **Résultat de recherche en Economie**

Contexte/enjeux/problématique :

L'évaluation de la performance des exploitations agricoles, en termes d'efficacité technique, est souvent réalisée via une approche non paramétrique dite d'enveloppement des données (Data Envelopment Analysis, DEA). Cette approche permet de construire une frontière efficace à l'aide des exploitations les plus performantes de l'échantillon utilisé. On calcule alors l'efficacité de chaque exploitation de l'échantillon sur la base de la distance entre cette observation et la frontière. Mais, si certaines exploitations très performantes ne sont pas incluses dans l'échantillon, il y a risque de surestimation de l'efficacité des exploitations de l'échantillon. La méthode du *bootstrap*, proposée par Simar et Wilson (1998), permet de faire face à ce problème en construisant des intervalles de confiance pour le score d'efficacité technique de chaque exploitation.

Résultats :

En recourant à cette méthode, encore peu utilisée, on illustre le risque de tirer des conclusions et des recommandations politiques fausses, si l'efficacité technique des exploitations agricoles n'est calculée qu'avec l'approche DEA, sans appliquer conjointement la méthode du *bootstrap*. Ainsi, alors que les études existantes montrent que les exploitations polonaises ont vu leur efficacité baisser au cours de la période 1996-2000, nous montrons que cette conclusion est trop pessimiste et qu'en réalité, l'efficacité a stagné. De plus, nous proposons une nouvelle approche permettant d'identifier les sources d'inefficacité, en prenant en compte les informations générées par le *bootstrap*, ce qui renforce la robustesse des résultats concernant ces déterminants d'inefficacité.

Perspectives/impact à terme :

Si cette méthode du *bootstrap* appliquée à l'approche DEA avait été proposée dès 1998, elle n'aurait pas encore été utilisée en agriculture. Ainsi, Au-delà de la démonstration de la nécessaire prise en compte de la surestimation des scores d'efficacité obtenus par l'approche DEA, nous participons à l'avancée méthodologique dans le domaine du calcul de l'efficacité des exploitations agricoles, grâce à l'introduction d'une nouvelle approche d'identification des sources d'inefficacité dans la production.

Partenaires :

Ces résultats ont été obtenus à l'occasion de collaborations avec des chercheurs de *Imperial College London*, de *Reading University* et de l'*University of Kent*.

Valorisation :

Quatre articles dans des revues internationales à comité de lecture ont été publiés en 2008. Un article avait déjà été publié en 2005 sur le sujet dans *Agricultural Economics*.

Bibliographie :

- Latruffe L., Balcombe K., Davidova S. (2008). Productivity change in Polish agriculture: An application of a bootstrap procedure to Malmquist indices. *Post-Communist Economies*, 20(4): 449-460.
- Balcombe K., Davidova S., Latruffe L. (2008). The use of bootstrapped Malmquist indices to reassess productivity change findings: An application to a sample of Polish farms. *Applied Economics*, 40(16): 2055-2061.
- Balcombe K., Fraser I., Latruffe L., Rahman M., Smith L. (2008). Examining sources of technical efficiency in Bangladesh rice farming: An application of a double bootstrap. *Applied Economics*, 40(15): 1919-1925.
- Latruffe L., Davidova S., Balcombe K. (2008). Application of a double bootstrap to the investigation of determinants of technical efficiency of farms in Central Europe. *Journal of Productivity Analysis*, 29(2): 183-191.

Contact : Laure.Latruffe@rennes.inra.fr

(2008-FM7) : Résultat de recherche en économie issu d'un programme européen
Impact des accords euro-méditerranéens sur les importations européennes de fruits et légumes

Unité : UR 1134 **LERECO**, Nantes et UMR 210 **Economie Publique**, Versailles-Grignon
Département de recherche : **SAE2**

Axe(s) stratégique(s) : **F**
Champs thématique(s) du département : **CT2**

Mots-clés « thématique »

- *Principal*
 - *Politiques publiques*
 - *Marchés*
- *Secondaires*
 - *Organisation des filières*

Champ disciplinaire ; *Economie*

Mots-clés « type d'activité » :

- *Principal*
 - *Résultat de recherche en économie*
 - *Aide à la décision publique*

Contexte/enjeux/problématique :

La libéralisation des échanges entre l'UE et les Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, engagée depuis 1995 dans le cadre du processus de Barcelone, a été relancée en 2005. Le secteur agricole, jusque là peu concerné, est maintenant l'objet d'importantes négociations.

La recherche a été menée dans le cadre du projet européen « EUMED – AGPOL » financé dans le cadre du 6ème PCRD de l'UE et coordonné par F. Jacquet (alors chercheur à l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier). L'objectif du projet était d'analyser l'impact que pouvait avoir une libéralisation des échanges agricoles entre l'UE et les pays méditerranéens sur les flux d'échanges et sur les économies des pays concernés. La contribution spécifique fut d'analyser et de mesurer le niveau de protection du marché européen de fruits et légumes.

Résultats :

Cette recherche montre qu'une libéralisation totale des échanges de fruits et légumes entre les pays méditerranéens et l'UE n'aurait d'effets significatifs que sur certains produits et pour certains pays exportateurs. En effet, la plupart des pays Méditerranéens bénéficient déjà de préférences commerciales importantes. En outre, les estimations économétriques montrent que les protections tarifaires sont loin d'être les seuls obstacles aux échanges. Ainsi, les coûts de transport augmentent de manière significative le coût des échanges et ce d'autant plus que le produit est périssable. D'autres résistances aux échanges comme les contraintes de logistique ou les normes phytosanitaires limitent les exportations vers l'Union Européenne. On met également en évidence qu'il existe des différences significatives entre les pays Méditerranéens : le niveau de protection varie de manière notable d'un pays à l'autre, tout comme l'impact des barrières tarifaires et non tarifaires sur les échanges. De ce fait, les enjeux de la libéralisation ne sont pas les mêmes d'un pays à l'autre. Israël, qui doit encore faire face à des tarifs douaniers élevés à l'entrée du marché européen, bénéficierait le plus d'une libéralisation totale des échanges de fruits et légumes avec l'UE alors que la Turquie n'a que peu à gagner.

Perspectives/impact à terme :

Les négociations en cours à l'Organisation Mondiale du Commerce pourraient avoir une incidence notable sur les négociations Euro-méditerranéennes. Ainsi, une réduction des protections

commerciales négociée dans le cadre multilatéral diminue l'avantage dont bénéficient les partenaires d'un accord régional. Sur la base du travail effectué, il est envisagé de mesurer l'impact pour les pays Méditerranéens de ces négociations multilatérales.

Partenaires :

Ce projet a été mené dans le cadre d'un projet européen « projet EUMED – AGPOL » du 6ème PCRD de l'UE. Les perspectives sur l'articulation avec les négociations actuelles à l'OMC, sont abordées dans le cadre du projet européen AGFOOD TRADE du 7^{ème} PCRD.

Valorisation :

Ce travail a donné lieu à une thèse de doctorat soutenue en avril 2008 et à des présentations auprès de la Commission européenne, de la profession agricole française et dans des colloques européens. Il donne lieu à des interventions régulières à Supagro et à l'Ecole Supérieure d'Agriculture d'Angers et, depuis 3 ans, à un enseignement de 15 heures sur l'analyse des politiques commerciales dans le cadre du Master 2 professionnel "Stratégies des entreprises de la filière végétale" de l'université d'Angers. Ce master est cohabilité avec AgroCampus Ouest (via l'INH).

Bibliographie

- Emlinger C., Chevassus-Lozza E. et Jacquet F. (2008). Tariffs and other trade costs: Assessing obstacles to Mediterranean countries' access to EU15 fruit and vegetable markets. *European Review of Agricultural Economics*, december.
- Emlinger C. (2008). *Accords euroméditerranéens et libéralisation des échanges agricoles : quel accès au marché européen pour les fruits et légumes des pays méditerranéens ?*. Thèse soutenue le 10 avril 2008, au Centre International d'Etudes Supérieures en Sciences Agronomiques, Montpellier SupAgro, Ecole Doctorale Economie Gestion de Montpellier – ED 231.
- Emlinger C., Chevassus-Lozza E. et Jacquet F. (2008). Euromediterranean Agreements: which advantages for Mediterranean countries in fruit and vegetable sector? Papier présenté au congrès de la *European Association of Agricultural Economics*, August, Ghent, Belgium.

Contact

Emmanuelle Chevassus-Lozza : chevassu@nantes.inra.fr

Florence Jacquet : fjacquet@grignon.inra.fr

CT3 « Environnement, espace et société »

(2008-FM8) : Pilotage d'une expertise nationale interdisciplinaire. *Projections à l'horizon 2020 des émissions de gaz à effet de serre des secteurs agricoles et forestiers français*

Unité : UMR 210 **Économie Publique**, Versailles-Grignon et UMR 1081 **LERNA**, Toulouse
Département de recherche : SAE2

Axe(s) stratégique(s) : Axes A & F
Champs thématique(s) du département : CT3

Mots-clés « thématique »

- Principal
 - **Changements globaux**
 - Changement climatique ; émissions de gaz à effet de serre ; séquestration du carbone
- Secondaires
 - **Biomasse ou carbone renouvelable**
 - Politiques publiques
 - Etude, prospective

Champ disciplinaire : Economie, zootechnie, sciences du sol, agro-foresterie

Mots-clés « type d'activité » :

- Principal
 - **Anticipation des évolutions**
 - Modélisation, prospective
- Secondaires
 - **Transfert de connaissances**
 - Aide à la décision

Contexte/enjeux/problématique :

Les secteurs agricoles et forestiers ont joué un rôle prépondérant dans la baisse des émissions françaises depuis 1990, année de référence pour le Protocole de Kyoto. Dans un contexte où le régime « post-Kyoto » est en cours de négociation, se pose la question de leur place dans les objectifs nationaux de réduction des gaz à effet de serre à l'horizon 2020.

Un rapport coordonné par deux économistes du département SAE2 et remis au Ministère de l'Agriculture et de la Pêche en avril 2008 examine cette question. Il offre une synthèse des connaissances et des avancées récentes sur la comptabilisation des émissions de GES et des puits de carbone. Il propose en outre une analyse prospective des sources et des puits agricoles et forestiers. Cette analyse repose sur l'articulation de différents modèles (offre agricole, émissions et puits de carbone dans les sols et les forêts) et de trois jeux d'hypothèses sur les évolutions du contexte macro-économique, des prix et des politiques agricoles et commerciales.

Cette expertise a mobilisé différentes disciplines (économie, sciences du sol, agroforesterie, systèmes d'élevage).

Résultats :

Les travaux ont conduit à une réévaluation des méthodes de comptabilisation des émissions, notamment en ce qui concerne les émissions de méthane dues à la fermentation entérique qui constitue une part importante des émissions d'origine agricole.

L'analyse prospective montre que le rôle moteur joué par l'agriculture et la forêt dans le recul des émissions françaises devrait s'amoinrir, voire pourrait s'inverser, à l'horizon 2020 si aucune mesure spécifique n'est prise pour réduire les émissions. La baisse la plus marquée des émissions n'est obtenue que dans un contexte de croissance ralentie et de prix agricoles faibles, qui se traduit par des

effectifs animaux en baisse significative. Même dans ce scénario, la réduction des émissions entre 2005 et 2020 est du même ordre de grandeur que celle qui a prévalu entre 1990 et 2005 (environ 12 %). Les deux autres scénarii impliquent au contraire un ralentissement net de la baisse des émissions d'ici 2020. Dans le même temps, le stockage de carbone par les forêts, qui a fortement augmenté depuis 1990 du fait notamment de la sous-exploitation de la ressource forestière, diminuerait entre 2005 et 2020, sous l'effet de prélèvements accrus pour la filière bois-énergie. Sous l'hypothèse d'un développement rapide de cette filière, la baisse du puits forestier (-30 MtCO₂eq) l'emporterait sur la baisse des émissions agricoles (de -3 à -12 MtCO₂eq) entraînant une augmentation nette des émissions agrégées de ces deux secteurs d'ici 2020.

Perspectives/impact à terme :

Ce travail d'assemblage et de synthèse sur les processus d'émissions a conduit à des propositions d'amélioration des méthodes d'inventaire des émissions de GES qui font foi au niveau international. L'analyse prospective a mis en évidence l'importance de mesures incitant à réduire les émissions agricoles et à renforcer les puits dans les quinze prochaines années, compte tenu des objectifs ambitieux de réduction fixés au niveau européen.

Partenaires :

UMR INRA/AgroParisTech Économie Publique, Paris-Grignon
UMR LERNA, INRA, Toulouse
Equipe DIMA, URH, INRA, Theix
UMR INRA-ENGREF 1092 LERFOB, Nancy
UMR ENGREF-INRA LEF, Nancy
INRA, Unité INFOSOL - US1106, Orléans
UMR INRA/AgroParisTech Physiologie de la Nutrition et Alimentation, Paris
UMR INRA/AgroCampus Systèmes d'Élevage, Nutrition Animale et Humaine, Rennes
UMR INRA/AgroCampus Production du Lait, Rennes
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

Valorisation :

- Intégration des scénarios et des résultats dans la plate-forme d'établissement des projections nationales SceGes (MEDDAT).
- *Gaz à effet de serre d'origine agricole et forestière*, Inra Magazine, n°5, juin 2008

Bibliographie :

De Cara S. et Thomas A., (coord.), 2008. Projections d'émissions/absorptions de gaz à effet de serre dans les secteurs forêt et agriculture aux horizons 2010 et 2020. Rapport final pour le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Inra, UMR Economie Publique, Grignon, France. 197 p.

Contact

Stéphane De Cara, UMR Economie Publique, stdecara@grignon.inra.fr
Alban Thomas, LERNA/INRA, thomas@toulouse.inra.fr

(2008-FM9) : Résultat de recherche en économie issu d'une collaboration interdisciplinaire
Evaluation de l'impact économique du déclin des pollinisateurs

Unité : UMR 1135 LAMETA, Montpellier

Département de recherche : SAE2

Axe(s) stratégique(s) : A et F.

Champs thématique(s) du département : CT3.

Mots-clés « thématique » :

Principal : **Agro-écosystèmes**

Complémentaire : *déclin pollinisateurs*

Secondaires : **Changements globaux**

Champ disciplinaire : *économie et biologie végétale.*

Mots-clés « type d'activité » :

Principal : **anticipation des évolutions**

Complémentaire : *évaluation*

Contexte/enjeux/problématique :

Pour qui se préoccupe des services rendus par les écosystèmes, le déclin des insectes pollinisateurs est devenu une préoccupation croissante. Quels en sont l'ampleur et l'impact économique ? La valeur du service de pollinisation pour l'agriculture est l'objet de cette étude.

Résultats :

Cette étude propose une mesure de la valeur du service de pollinisation pour l'agriculture à l'échelle mondiale. Une revue de la littérature en biologie a permis de retenir un ratio de dépendance vis-à-vis des insectes pour chacune des 100 principales cultures contribuant à l'alimentation humaine. Il devient ainsi possible, à partir de données FAO, de calculer le volume, puis la valeur des pertes de récoltes qu'entraînerait un déclin total des pollinisateurs. La valeur totale du service de pollinisation a été établie à 153 milliards d'euros, ce qui représente 9,5 % de la valeur totale de la production mondiale de 2005. Cette proportion peut s'interpréter comme un *ratio de vulnérabilité* de la base alimentaire mondiale.

Perspectives/impact à terme :

Raffiner ce type d'étude d'impact, notamment en tenant compte des stratégies ou réactions des agriculteurs concernés par le déclin des pollinisateurs, puis des effets de rétroaction sur les autres secteurs économiques, dans une perspective d'équilibre général.

Partenaires :

Département INRA-SPE, CNRS, équipe universitaire allemande.

Valorisation :

Ce travail a trouvé écho dans la presse écrite tant nationale (Le Monde, Le Figaro) qu'allemande. La presse télévisée locale (France 3) a consacré un reportage sur l'évaluation du rôle des pollinisateurs.

Bibliographie:

Gallai N., Salles J-M, Settele J., Vaissière B. (2008). Economic valuation of the vulnerability of world agriculture confronted with pollinator decline. *Ecological Economics*. Août 2008.

Fiche de Presse Info de l'INRA du 19/09/2008.

Contact :

Nicola Gallai (gallai@supagro.inra.fr) ou Jean-Michel Salles (sallesjm@supagro.inra.fr)

(2008-FM10) : Synthèse de recherches en sociologie
Les transformations politiques des mondes ruraux, numéro thématique de revue

Unité : UMR 1041 CESAER, Dijon

Département de recherche : SAE2

Axe(s) stratégique(s) : **F**

Champs thématique(s) du département : **CT3**

Mots-clés « thématique »

- Principal
 - **Territoires ruraux**
 - **Attitudes politiques**
- Secondaires
 - **Politiques publiques, Acteurs ou Stratégie des acteurs**
 - Mobilisations collectives, comportements électoraux

Champ disciplinaire : **Sociologie, sciences politiques**

Mots-clés « type d'activité » :

- Principal :
 - **Résultats de recherche en sociologie politique**
 - Coordination d'un numéro de revue scientifique
- Secondaires :
 - Partenariat scientifique national (avec l'enseignement supérieur)

Contexte/enjeux/problématique :

Dans un contexte des sciences politiques aux thématiques « urbano-centrées », ce dossier de la revue francophone *Politix* propose différentes études sur les comportements électoraux et les pratiques politiques en milieu rural. Il donne à voir certains aspects du renouvellement des formes de mobilisation et d'encadrement des populations rurales. Travaillant tous à partir d'enquêtes empiriques localisées, les auteurs ont pour souci de ne pas dissocier les matériaux recueillis dans un territoire singulier des contextes et temporalités plus larges qui les enserment : une économie ou un marché du travail régionaux, le développement d'espaces résidentiels pour des populations d'origine urbaine (« le périurbain »), des enjeux nationaux ou la politique européenne (agricole et environnementale). Le dossier analyse les effets de l'interconnaissance territoriale sur les pratiques politiques et militantes. Cette synthèse scientifique est née des rencontres réalisées au cours du colloque « les sciences sociales à l'épreuve des mondes ruraux », tenu à Dijon en 2006 et organisé par le CESAER.

Résultats :

On met en lumière le rôle de l'interconnaissance dans la structuration des attitudes politiques en milieu rural. Cet élément central des sociabilités rurales n'exclut ni la conflictualité sociale, ni les contestations politiques. En effet, les études localisées de l'engagement des syndicalistes paysans dans le Jura et en Roumanie ou celles des militants de la chasse en Brière et de la pêche en Aveyron soulignent la diversité des mobilisations collectives dans les mondes ruraux. Scène syndicale et scène municipale y sont étroitement liées et l'interconnaissance joue un rôle important dans la conquête du pouvoir politique local comme dans l'application des politiques nationales et européennes. Ainsi, la mise en place de la PAC peut être subvertie en fonction d'intérêts régionaux ; les politiques de protection de l'environnement peuvent constituer un facteur de mobilisation des classes populaires, tout en contribuant à faire émerger la « ruralité » et « l'Europe » comme des enjeux politiques. Historiquement constituées par les parentèles d'agriculteurs dans les villages agricoles, ou par des familles industrielles paternalistes dans les villages industriels, les élites politiques s'ouvrent à d'autres catégories sociales (cadres et professions libérales). Concernant la stricte production des choix

électorales, il convient de ne pas surévaluer l'impact du contexte rural sur le politique, car il semblerait que ce sont avant tout les trajectoires sociales qui expliquent la teneur des expressions électorales.

Perspectives/impact à terme :

Poursuite des collaborations sur ce thème fédérateur, avec un élargissement à d'autres institutions (CRAPS – CNRS, Lille ; Université de Bourgogne, de Picardie, Paris Dauphine ; Sciences Po Paris), et d'autres contextes régionaux et nationaux.

Partenaires :

Centre Maurice Halbwachs (CMH, Paris School of Economics), Centre de Recherche sur les Espaces et les SOCIétés (CRESO, UMR 6590 CNRS « Espaces et Sociétés »), LISTO (INRA-SAD), SPIRIT (UMR 5116 CNRS et IEP de Bordeaux), UMR G-Eau (CEMAGREF, Montpellier).

Valorisation et Bibliographie :

Doidy E., Mischi J. et Renahy N. (coord.), 2008. « Mondes ruraux », *Politix*. Revue des sciences sociales du politique, n° 83.

Antoine A. et Mischi J. (dir.), 2008. *Sociabilité et politique en milieu rural*. Presses Universitaires de Rennes.

Bessière C., Doidy E., Laferté G., Mischi J., Renahy N. et Sencébé Y. (coord.), 2007. *Les mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales*, Actes du colloque des 17-19 mai 2006, Paris : Editions Quae (collection Symposcience).

Mischi J. (2007). L'impact communautaire sur la politisation des classes populaires en milieu rural. Le cas des chasseurs de gibier d'eau. In Baisnée O. et Pasquier R. (dir.), *L'Europe telle qu'elle se fait. Européanisation et sociétés politiques nationales*, Paris, CNRS Editions : 145-165.

Renahy N. (2008). L'entrepreneur, le maire et le "bon travailleur". Une municipalité rurale dans la construction de l'État social au XXe siècle. In Antoine A. et Mischi J., *Sociabilités et politiques en milieu rural*, Rennes, PUR : 357-367.

Mischi J. (2009). Englishness and countryside: how do rural studies tackle the issue of national identity. In Alexandre A. and Reviron F. (eds), *Englishness*, Cambridge: Cambridge Scholars Press, à paraître.

Contact :

Julian Mischi : mischi@enesad.inra.fr

Nicolas Renahy : renahy@enesad.inra.fr

(2008-FM11) : Outil d'analyse géographique et résultats en économie et géographie
Accessibilité aux services et aux emplois : quelle situation
pour les espaces ruraux français ?

Unité : UMR 1041 CESAER, Dijon
Département de recherche : SAE2

Axe(s) stratégique(s) : F (et A)
Champs thématique(s) du département : CT3

Mots-clés « thématique »

- *Principal* : **Territoires ruraux**

Champ disciplinaire : **Economie, géographie**

Mots-clés « type d'activité » :

- *Principal*
 - **Résultats de recherche en économie et géographie**
 - *Complémentaire* : Construction d'un outil de mesure des distances routières
- *Secondaires* : **Transfert de connaissance (innovation)**

Contexte/enjeux/problématique :

La question de l'accès aux services de proximité et aux emplois nourrit les débats actuels d'aménagement du territoire. L'enjeu est double. D'une part, le dynamisme économique et social d'un territoire est conditionné par son attrait pour les individus, attrait notamment lié à la proximité de commerces et services et aux opportunités d'emplois. D'autre part, les conditions d'accès des populations résidentes aux emplois et à un ensemble d'équipements et de services constituent une dimension essentielle de l'équité territoriale. Un ensemble de travaux a donné lieu à la réalisation d'un outil de mesure de l'accessibilité par la route, Odomatrix, breveté et mis à disposition de la communauté scientifique et à la publication d'articles scientifiques et de rapports d'expertise.

Résultats :

On montre que, pour les habitants éloignés des grandes agglomérations et de leur périphérie, les services de soins et les services publics sont, parmi les services les plus courants, plus proches que les commerces et services marchands. Les enfants scolarisés mettent en moyenne plus de temps à se rendre dans leur établissement scolaire que leurs parents à leur travail. Si on se concentre sur les marchés locaux du travail, le niveau d'accessibilité aux emplois discrimine plus le retour au travail des chômeurs dans les marchés ruraux que dans les marchés structurés par un pôle urbain. Des politiques favorisant l'accessibilité aux emplois (type aide au déplacement) seraient sans doute plus efficaces si elles étaient ciblées sur les populations rurales plutôt que définies pour l'ensemble de la population.

Perspectives/impact à terme :

Développement de travaux sur l'accessibilité à différents services, par exemple aux services de santé avec différents organismes, sur les infrastructures de transport, etc. Analyse du rôle des coûts énergétiques dans les localisations résidentielles.

Partenaires :

INSEE, MEEDAT, CRAM, Réseau ferré de France, DIACT

Valorisation :

Logiciel Odomatrix, Version 1.0 – Février 2008, Copyright 2008 INRA, UMR 1041 CESAER, F-21000 Dijon. Référencement APP : IDDN.FR.001.040016.R.P.2008.000.30805. Tous droits réservés

Bibliographie :

Aubert F., Dissart J.-C., Lépicié D. (2008). *Localisation des services résidentiels. Analyse de la territorialisation de l'économie résidentielle à l'échelle intra-métropolitaine*. Rapport d'étude pour la DIACT, septembre, 106 pages.

Détang-Dessendre C., Gagné C. (2008). Unemployment duration, city size and the tightness of the labor market., *Regional Science and Urban Economics*, à paraître.

Fall M., Hilal M., Selod H. (2007). *Les déterminants locaux du chômage en France : le rôle de la faible densité d'emplois en zone rurale*. LEA Working Paper 0702.

Hilal M. (2007). Temps d'accès aux équipements au sein des bassins de vie des bourgs et petites villes, *Economie et Statistique*, 402 : 41-57.

Contact:

Mohamed Hilal : hilal@enesad.inra.fr

Cécile Détang-Dessendre: detang@enesad.inra.fr

**(2008-FM12) : Résultat de recherche en sociologie issu d'un projet ANR
interdisciplinaire**

Injonction institutionnelle et mobilisation scientifique autour d'un pathogène émergent

Unité : UR 1216 TSV – Equipe RiTME

Département : SAE2

Axe(s) stratégique(s) : B & F.

Champs thématique(s) du département : CT3

Mots-clés « thématique » :

Principal : **Alimentation - Sécurité**

Secondaires : **Stratégie des acteurs, politiques publiques**

Champ disciplinaire : **Sociologie, sciences politiques,**

Mots-clés « type d'activité » :

Principal : **Résultats de recherche en sociologie**

Secondaires : Transfert de connaissances, aide à la décision

Contexte/enjeux/problématique :

La sécurité sanitaire des aliments est devenue un objet de concurrence entre les entreprises, dans un contexte marqué par l'émergence de nouveaux pathogènes (*Listeria monocytogenes*, *Campylobacter*, O157:H7, ...). Chaque nouvelle gamme de produit connaît des dangers propres et *Bacillus Cereus* pourrait constituer le talon d'Achille de la 5ème gamme (aliments cuits et réfrigérés). L'objet du projet ANR était de développer la connaissance tant fondamentale qu'appliquée de cette bactérie. Pour les sociologues, il s'est agi de décrire les mécanismes de circulation des objets et intérêts depuis les dispositifs de recherche vers les autorités publiques et d'analyser en retour comment les contraintes publiques de sécurité sanitaire des aliments influençaient le travail de recherche.

Résultats :

Le contrat *B. Cereus* a permis de décrire précisément la trajectoire d'une bactérie potentiellement pathogène, entre préoccupations économiques, objet de recherche et sujet de politique publique. En retravaillant le concept d'objet-frontière, nous avons montré que la notion d'émergence permettait aux différents acteurs de la faire exister sans être d'accord sur son caractère dangereux ou même sur les scénarii qui pourraient en faire un objet de sécurité sanitaire des aliments. La rencontre inédite entre contraintes de terrain et travail fondamental au laboratoire, médiée par les souches « sauvages » issues de Toxi-infections alimentaires collectives (TIAC), a permis de focaliser l'attention sur un groupe de *B. Cereus*, susceptible de devenir une espèce à part entière, *Bacillus Citotoxicus*. En analysant parallèlement la façon dont *Listeria* a été caractérisé comme pathogène alimentaire au début des années 1980, nous avons montré l'importance de la circulation des échantillons et des techniques d'analyse. Dans les deux cas, des préoccupations sanitaires ont réorienté la recherche fondamentale et appliquée, ce qui a en retour produit de nouvelles représentations et de nouveaux outils appropriables par les industriels et les pouvoirs publics.

Partenaires :

Unité INRA : Sécurité et qualités des produits d'origine Végétale, Mét@risk , Génétique Microbienne et environnement, Microbiologie et Génétique Moléculaire, Génétique Microbienne, Génie des Procédés et Technologie Alimentaire

AFSSA – laboratoire LERQAP

ADRIA Normandie, ADRIA Développement

Laboratoire universitaire de Biodiversité et d'Ecologie Microbienne

SA Crealine

Groupe LACTALIS

Perspectives/impact à terme :

Ce projet a permis une forte collaboration interdisciplinaire à l'intérieur de l'INRA (avec des unités des départements MICA, MIA, CEPIA) que nous espérons renouveler à l'occasion d'autres projets. De plus, les contacts établis avec LACTALIS au cours du projet ont mené à un premier transfert de connaissance via une formation professionnelle au siège du groupe. Vu l'implication du groupe en R&D et sa sensibilité à l'ensemble des sujets touchant à la sécurité sanitaire des aliments, nous estimons que des relations de longue durée (formation, accès au terrain, projets de recherche) devraient se développer avec ce qui constitue le 2ème groupe agroalimentaire français.

Valorisation :

Formation professionnelle pour les services qualité et recherche du groupe Lactalis

Bibliographie :

Tétart G., Torny D. « Ça tue parfois mais ça n'est pas dangereux », Injonction institutionnelle et mobilisation scientifique autour d'un pathogène émergent, *Bacillus cereus*, Revue d'anthropologie des connaissances, article accepté, décembre 2008, 33p.

Contact :

Didier Torny, UR1216 TSV, équipe RiTME : torny@ivry.inra.fr

Faits marquants 2007

Faits marquants 2007 du département SAE2

Faits marquants transversaux

(2007-FM1) *Organisation du PhD Workshop 2007 de l'European Association of Agricultural Economists* (Rennes, 2007)
(Axe stratégique F de l'institut, CT1, CT2 et CT3 du département SAE2)

CT1 « Consommation, distribution et transformation »

(2007-FM2) *Conception et mise en place d'un observatoire économique de la qualité nutritionnelle de l'alimentation (OQALI)*, base de données sur l'offre alimentaire
(Axes stratégiques B & F de l'institut, CT1 du département SAE2)

(2007-FM3) « *Multilateral vertical contracting with an alternative supply: The welfare effects of a ban on price discrimination* », article primé par l'*Industrial Organization Society* (Axe stratégique F de l'institut, CT1 du département SAE2)

(2007-FM4) « *Regoverning Markets* », *inclusion des petits producteurs turcs dans les circuits modernes de commercialisation*, programme de recherche et réseau international. (Axe stratégique F de l'institut, CT1 du département SAE2)

CT2 « Production et marchés »

(2007-FM5) *Evolutions en cours de la Politique Agricole Commune et Prospective Agriculture 2013*, présentation des résultats du département et contribution à une prospective de l'institut (Axe stratégique F de l'institut, CT2 du département SAE2)

(2007-FM6) *La conduite de l'alimentation en élevage bovin allaitant : analyse des écarts entre pratiques et recommandations*, programme de recherche interdisciplinaire
(Axes stratégiques E & F de l'institut, CT2 du département SAE2)

(2007-FM7) *Cohérence des politiques du nord envers les pays du sud : Aide et commerce*, programme de recherche
(Axe stratégique F de l'institut, CT2 du département SAE2)

(2007-FM8) *Impacts sur les échanges agricoles des réglementations sanitaires et techniques*, programme de recherche
(Axe stratégique F de l'institut, CT2 du département SAE2)

CT3 « Environnement, espace et société »

(2007-FM9) *Le Lerna (Laboratoire d'économie des ressources naturelles), contributeur et acteur du Grenelle de l'Environnement*, mobilisation de compétences académiques à des fins d'expertise.
(Axes stratégiques A & F de l'institut, CT3 du département SAE2)

(2007-FM10) *Dans quel ordre organiser l'extraction de ressources non renouvelables polluantes*, article de l'*American Economic Review*.
(Axes stratégiques A & F de l'institut, CT3 du département SAE2)

(2007-FM11) *L'innovation au service de l'environnement et de la performance économique*, programme de recherche.
(Axes stratégiques A & F de l'institut, CT3 du département SAE2)

(2007-FM12) *Marché foncier, ségrégation et politique publique*, programme de recherche
(Axe stratégique F de l'institut, CT3 du département SAE2)

Faits marquants transversaux

(2007-FM1) : Organisation du PhD workshop 2007 de l'European Association of Agricultural Economists (Rennes, 2007).

Contexte de la réalisation :

L'Association Européenne des Economistes Agricoles (EAAE) a inscrit dans ses activités à destination des doctorants européens le soutien à l'organisation d'un séminaire tous les 2 ans. Ce séminaire s'adresse aux doctorants européens réalisant une thèse en économie sur un thème ayant trait à l'agriculture ou à l'agroalimentaire. Le but est de rassembler pendant 2 jours des doctorants et des chercheurs seniors européens, les premiers présentant leurs travaux, les seconds les discutant et ayant un rôle de conseil. Le soutien fourni par l'EAAE prend la forme d'une dotation budgétaire et de la désignation de 2 membres du bureau pour suivre, conseiller et participer au séminaire. Le séminaire de 2005 avait été organisé par l'université de Wageningen. Celui de 2007 a été organisé conjointement par l'unité INRA-Economie de Rennes et le Département Economie Rurale et Gestion (DERG) d'Agrocampus (les 2 partenaires formant aujourd'hui l'UMR SMART). Une bonne partie des personnels du DERG et de l'INRA-Economie ont contribué à l'organisation et la tenue de cet évènement.

Résultat :

Le séminaire a eu lieu sur le site d'Agrocampus à Rennes les 4 et 5 septembre 2007. Il a rassemblé 55 doctorants et 25 chercheurs seniors de 14 anciens et nouveaux Etats-membres de l'Union européenne. Il était composé de 4 sessions plnières (Ph. Abbott, Purdue University ; A. Burrell, Wageningen University ; H. Guyomard, INRA-SAE2 et M. Loureiro, Universidade de Santiago de Compostelle ; E. Romstad, Norwegian University of Life Science et President de l'EAAE), de 5 sessions parallèles comportant chacune 3 panels de 3 papiers et d'une session poster d'une dizaine de papiers. Le programme et toute autre information sont disponibles sur le site web du séminaire à l'adresse suivante : <http://www.inra.fr/EAAEphdworkshop2007>.

Perspective, impact à terme :

Le prochain séminaire aura lieu en 2009. Le lieu n'est pas encore déterminé. Ce séminaire constitue une tribune idéale pour : 1/ se faire une idée des thèmes développés et des approches utilisées dans les thèses dans les différents instituts de formation européens ; 2/ situer le département SAE2 par rapport à ses « homologues » en Europe en ce qui concerne la formation par la recherche ; 3/ repérer les futurs chercheurs européens en économie agricole et d'éventuels candidats pour les concours CR du département SAE2. Pour les doctorants INRA, il est l'occasion de développer son réseau européen. Toutes ces raisons militent pour un soutien de ce séminaire dans la durée par le département : incitation des doctorants du département à participer à ce séminaire, éventuellement soutien financier.

Partenaires :

L'EAAE et Agrocampus (mise à disposition gratuite des locaux, appui logistique de la direction de la communication d'Agrocampus, repas et hébergement à prix très compétitifs fournis par Agrocampus).

Valorisation :

Bibliographie :

Contact :

Alexandre Gohin et Chantal Le Mouël, UMR 1302 SMART-Rennes
alexandre.gohin@rennes.inra.fr ; 02.23.48.54.06 – chantal.lemouel@rennes.inra.fr ; 02.23.48.53.86

Axe(s) stratégique(s) INRA : F

Champ(s) thématique(s) SAE2 : tous CT

CT1 « Consommation, distribution et transformation »

(2007-FM2) : Conception et mise en place d'un observatoire économique de la qualité nutritionnelle de l'alimentation (OQALI), base de données sur l'offre alimentaire.

Contexte de la réalisation :

Suite au PNNS2, demande émanant des Ministères de l'Agriculture, de la Santé, de l'Economie (Consommation), adressée à l'INRA et l'AFSSA de concevoir un dispositif pour suivre l'évolution de la qualité nutritionnelle de l'alimentation et les efforts des industriels engagés dans cette optique. Il s'agit de compléter le dispositif d'observation de la consommation alimentaire par une capacité d'analyse des caractéristiques de l'offre alimentaire.

L'étude de faisabilité a été conduite par l'unité ALISS (P. Combris et L.G. Soler) et l'unité DERNS/CIQUAL de l'AFSSA et portant sur :

- contenu technique de l'observatoire : type de données disponibles à collecter ou à construire
- mode de gouvernance, en particulier, organisation des relations avec l'industrie et la distribution,
- évaluation des moyens financiers nécessaires.

Résultat :

Le rapport de faisabilité a été remis aux 3 Ministères et validé.

Le budget recommandé a été voté et le projet a été présenté et validé par le Conseil National de l'Alimentation et par le comité de pilotage du PNNS.

Perspective, impact à terme :

La création et la mise en place ont été confiées conjointement à l'INRA et à l'AFSSA pour les deux années à venir (2008-2009).

Voir ci-dessous, le communiqué de presse commun aux trois ministères, à l'INRA et à l'AFSSA.

Partenaires :

Collaboration avec l'AFSSA

Partenaires professionnels : ANIA et syndicats professionnels (biscuiterie, charcuterie, céréales, produits laitiers...) ; FCD ; Associations de consommateurs.

Valorisation :

Projets de valorisation scientifique multiples :

- Analyse des mécanismes de régulation de la qualité de l'alimentation ; rôle et impact des engagements volontaires d'entreprises.
- Utilisation des données pour des travaux d'analyse économique sur les déterminants des caractéristiques des produits alimentaires.

Bibliographie :

Synthèse des résultats mise en ligne sur les sites des ministères, de l'INRA et de l'AFSSA.

Contact :

Pierre Combris, UR ALISS, combris@ivry.inra.fr, 01 49 59 69 23 et Louis-Georges Soler, UR ALISS, soler@ivry.inra.fr, 01 49 59 69 82

Axe(s) stratégique(s) INRA : B et F

Champ(s) thématique(s) SAE2 : CT1

**(2007-FM3) : “Multilateral vertical contracting with an alternative supply : The welfare effects of a ban on price discrimination”,
article primé par l’Industrial Organization Society**

Contexte de la réalisation :

L’Industrial Organization Society a été fondée en 1972. Son objectif est de promouvoir la recherche en économie industrielle, antitrust et politique de la concurrence. Elle est responsable de la publication de la *Review of Industrial Organization* et récompense tous les ans un jeune chercheur pour le meilleur article publié l’année précédente dans la revue et un professeur éminent pour ses travaux en économie industrielle. Les lauréats en 2006 sont : Stéphane Caprice, chercheur INRA à (l’UMR GREMAQ l’Université des Sciences Sociales de Toulouse) et Paul Joskow, Professeur au Massachusetts Institute of Technology (MIT).

Résultat :

Les évolutions dans le secteur de la distribution obligent les chercheurs en économie à repenser les modèles théoriques existants, afin de comprendre les mécanismes à l’oeuvre dans ce secteur, notamment en termes de formation de prix et de marges commerciales. En France comme aux Etats-Unis, un fournisseur a l’interdiction de pratiquer une discrimination tarifaire entre ses différents acheteurs. Cependant, les fondements théoriques de cette interdiction sont controversés, plusieurs articles scientifiques récents remettant même en cause le bien-fondé de cette interdiction. L’article primé montre que, pour certains produits de la grande distribution, l’interdiction de discrimination tarifaire sur les marchés intermédiaires (pour les fournisseurs) peut induire un prix d’équilibre sur le marché final plus favorable (pour le consommateur) car plus concurrentiel que dans le cas où la discrimination tarifaire est autorisée. L’interdiction de la discrimination tarifaire sur les marchés intermédiaires, par les prix bas qu’elle induit au bénéfice du consommateur, s’avère fondée uniquement, dans le cas d’une concurrence en amont suffisante (entre les différents fournisseurs). Lorsque la concurrence amont est faible, la discrimination tarifaire permet de faire baisser les prix de détail.

Perspective, impact à terme :

Les résultats de ces recherches contribuent aux débats sur la poursuite de la réforme de la loi Galland dans le but de redonner du pouvoir d’achat par une baisse des prix de détail.

Partenaires :

Valorisation :

Bibliographie :

« Multilateral vertical contracting with an alternative supply : The welfare effects of a ban on price discrimination », *Review of Industrial Organization*, 2006, 28(1), 63-80.

Contact :

Caprice Stéphane, UMR GREMAQ (Toulouse School of Economics), caprice@toulouse.inra.fr , 05.61.12.85.78

Axe(s) stratégique(s) INRA : F

Champ(s) thématique(s) SAE2 : CT1

(2007-FM4) : « *Regoverning Markets* », inclusion des petits producteurs turcs dans les circuits modernes de commercialisation, programme de recherche et réseau international.

Contexte de la réalisation :

Le développement de la grande distribution dans les pays émergents augmente le risque d'exclusion des petits producteurs qui ne peuvent pas répondre aux exigences de ces nouveaux acteurs (par défaut d'information ou manque de crédit, par exemple,...). Depuis Janvier 2006, nous avons rejoint *Regoverning Markets*, consortium international visant à analyser les déterminants de l'inclusion des petits producteurs dans ces filières modernes de commercialisation et à infléchir les politiques économiques des pays en développement (<http://www.regoverningmarkets.org/>). La composante microéconomique de ce programme propose l'étude comparative de 8 pays sur des filières sensibles (Afrique du Sud, Chine, Inde, Indonésie, Mexique, Pologne, Turquie, Zambie), à différents niveaux du développement de la grande distribution. En ce qui concerne la Turquie, le potentiel de développement de la grande distribution est considéré comme fort dans le secteur des fruits et légumes et les consommateurs sont exigeants en matière de qualité.

Résultats :

L'étude montre le faible impact du développement de la grande distribution dans ce pays où la place de l'agriculture est déterminante. D'une part, les petits producteurs restent très peu informés du débouché final de leur produit. On note très peu d'innovations organisationnelles (action collective, filières courtes d'approvisionnement). L'analyse montre le maintien du secteur traditionnel et l'efficacité de la réaction des marchés traditionnels (en particulier en terme de qualité) face au développement de la grande distribution, ce qui laisse peu de place à une différenciation sur le produit. L'analyse s'est penché dès lors sur le rôle de l'intermédiation traditionnelle dans la restructuration de la filière tomate : en effet, des agents institués par l'Etat et payés à la commission pour vendre la production des producteurs, assurent une partie des fonctions requises pour répondre à la demande de la grande distribution (tri en fonction de la qualité, collecte de larges volumes, par exemple). Ils évitent ainsi les chocs en amont. Mais des réformes publiques sont actuellement en cours pour libéraliser la commercialisation des fruits et légumes, et font de la Turquie un lieu d'observation privilégié du développement de la grande distribution.

Perspective, impact à terme :

Un module traitant des implications en termes de politique économique a donné lieu à deux ateliers réunissant les professionnels (producteurs, intermédiaires, exportateurs, supermarchés) et des représentants des autorités publiques à Antalya (2-3 novembre 2006 et 15-17 décembre 2007). L'analyse comparative entre les huit pays sera publiée dans un ouvrage et sous format papier dans un numéro spécial de revue. Les conclusions finales réuniront l'ensemble des chercheurs, professionnels et autorités publiques de tous les pays étudiés à Beijing les 4 et 5 Mars 2008.

Partenaires :

IIED (Londres, GB), Université de la Méditerranée (Antalya, Turquie), Tom Reardon (East Lansing, MSU), Jikun Huang (China Centre for Chinese Agricultural Policy (CCAP, Beijing), Julio Berdegue (Santiago, Chili RIMISP).

Valorisation :

Atelier de mi-parcours méthodologique "Regoverning Markets" (Montpellier, Juin 2006), Workshop "Small Farmer Organizations to get access to dynamic markets in Developing Countries" 26-27 avril 2007.

Thèse Sylvaine Lemeilleur (soutenance prévue été 2008) "Quels modes de gouvernance pour les producteurs de fruits et légumes frais, face au développement de la grande distribution, en Turquie ?"

Mémoire de Master 2 (Université de Montpellier 1) Ayça Aksoy “Intermediation choice for tomato producers in Turkey: Merchants vs. Wholesale market agents“.

Bibliographie :

Bignebat, C. ; Codron, J.M. ; Lemeilleur, S. “Delayed adoption of specific practices in uncertain environments: the case of the fresh fruit and vegetables in Turkey”, ISNIE 2007, juin 2007.

Reardon, T. ; Berdegue, J.A. "The Rapid Rise of Supermarkets in Latin America: Challenges and Opportunities for Development." *Development Policy Review* 20, no. 4 (2002): 371-388.

Bignebat C., Koç, A. ; Demirer, R. ; Aksoy, A. ; Mencet, N. ; Lemeilleur, S. “Regoverning markets : Component 1 report, micro module“, novembre 2007. A paraître dans un ouvrage du consortium.

http://www.regoverningmarkets.org/resources/global/new_book_from_regoverning_markets

Codron, J.M. ; Bouhsina, Z. ; Fort, F. ; Coudel, E. ; Puech, A. “Supermarkets in low-income Mediterranean countries : impacts on horticulture systems” *Development Policy Review*, 22, n° 5(2004): 587-602.

Koc, A. ; Codron, JM ; Tekegliolu, Y. ; Aksoy, S. ; Bignebat, C. ; Tozanli, S. ; Demirer, R. ; Lemeilleur, S ; Mencet, N. “Regoverning markets : Component 1 report, national and meso modules“, juin 2007, Rapport.

Lemeilleur, S. ; Bignebat, C. ; Codron, J.M. “Marketing cooperative vs producer’s agent: the Turkish dilemma in modern FFV market”, mai 2007, *Innovative Practices Serie*, Regoverning markets en partenariat avec IFAP.

<http://www.regoverningmarkets.org/en/publications>

Lemeilleur, S. ; Tozanli, S. “A Win-Win Relationship between Producers' Unions and Supermarket Chains in Turkish Fresh Fruits and Vegetables Sector“, séminaire "Small Farmer Organizations" (103ème séminaire de l'EAAE, Barcelone 23-25 avril 2007), à paraître dans un numéro spécial coordonné par Tom Reardon et Ruerd Ruben.

<http://www.montpellier.inra.fr/moisa/moisa/fr/presentation.php>

Bignebat, C. ; Codron, JM. ; Lemeilleur, S. “Delayed adoption of specific practices in uncertain environments: the case of the fresh fruit and vegetables in Turkey” vient d’être soumis à *Journal of Development Studies*.

Contact :

Céline Bignebat, UMR MOISA , bignebat@supagro.inra.fr , 04 99 61 24 01

Jean-Marie Codron, UMR MOISA, codron@supagro.inra.fr , 04 99 61 23 05

Axe(s) stratégique(s) INRA : F

Champ(s) thématique(s) SAE2 : CT1

CT2 « Production, marchés, échanges »

(2007-FM5) : Evolutions en cours de la Politique Agricole Commune et Prospective Agriculture 2013, journée de présentation des résultats du département et contribution à une prospective de l'institut

Contexte de la réalisation :

L'opération « Prospective Agriculture 2013 » a été lancée officiellement par l'INRA, le Crédit Agricole et Groupama en février 2006, lors du Salon de l'agriculture. L'objectif de cette opération était de mettre en débat les implications stratégiques d'un certain nombre d'hypothèses d'évolutions du contexte mondial et de la PAC afin de contribuer à éclairer la décision des acteurs publics et privés. Un comité d'experts a été constitué avec pour tâche de définir des scénarios d'évolutions possibles du contexte d'environnement de l'agriculture française et communautaire à l'horizon 2013. Trois familles de scénarios ont été retenues : « le pas », « le trot » et « le galop ». Le département SAE2 a été largement impliqué dans cette opération puisque les enjeux et conséquences de ces scénarios pour l'agriculture française et communautaire ont été évalués sur la base, d'une part, de travaux quantitatifs réalisés et coordonnés par des équipes du département et d'autre part, d'analyses qualitatives issues de panels de spécialistes auxquels ont participé des scientifiques du département.

En parallèle de cette opération, et quelques mois avant la restitution de ses principaux résultats, le département SAE2 a organisé le 14 juin 2007 une journée de présentation de ses travaux récents sur l'évolution de la PAC. Il s'agissait, en complément de l'opération de prospective et au-delà des scénarios qu'elle avait retenus, de dresser un état des éléments disponibles en prévision des discussions à venir sur la PAC, notamment dans le cadre de son bilan de santé.

Résultat :

Les contributions à la journée du 14 juin ont porté sur : i) la compatibilité entre la PAC issue de la réforme de juin 2003 et les négociations agricoles du cycle de Doha ; ii) les conséquences potentielles du développement des biocarburants de première génération ; iii) les revenus agricoles dans l'UE, notamment sous l'angle du poids des aides directes dans leur formation ; iv) le deuxième pilier de la PAC à l'aune des objectifs environnementaux d'une part, territoriaux et de développement rural d'autre part ; v) les exploitations laitières communautaires et le futur de la politique laitière de l'UE. Les résultats ont fait l'objet d'un dossier *INRA Sciences sociales* disponible à l'adresse : <http://www.inra.fr/internet/Departements/ESR/publications/iss/iss07-2.php>

L'opération « Prospective Agriculture 2013 » a donné lieu à un colloque de restitutions des premiers résultats le 4 octobre 2007. Les documents de synthèse des principaux enseignements et résultats produits à cette occasion ont été rédigés par des scientifiques du département. Ils sont disponibles sur le site dédié : <http://www.inra.fr/agriculture2013/>

Perspective, impact à terme :

Ces deux types d'opération contribuent à diffuser les outils et résultats du département et à mobiliser sa capacité d'expertise des exploitations agricoles, des marchés et des échanges agricoles et agroalimentaires et des politiques agricoles, en particulier la PAC. Elles donnent également matière à l'identification des thèmes sur lesquels existent des besoins de recherche.

Partenaires :

La journée du 14 juin a rassemblé 330 personnes dont les 2/3 étaient extérieures à la recherche ou à l'université.

Dans le cadre de l'opération « Prospective Agriculture 2013 », les partenaires du département étaient l'unité prospective de l'INRA et le comité d'experts, ainsi que le CEPII dont le modèle Mirage a contribué aux analyses quantitatives. Le partenariat s'est ensuite étendu à la mission communication de l'INRA lors de la phase de diffusion des résultats. Le colloque du 4 octobre a rassemblé plusieurs centaines de personnes venant de tous horizons.

Valorisation :

Les résultats et enseignements de la Prospective Agriculture 2013 ont été présentés de nombreuses fois à des publics différents par des scientifiques du département. Ils ont également été largement repris et cités dans la presse. La liste des présentations effectuées ainsi qu'une revue de presse ont été établies par la mission communication de l'INRA.

La journée du 14 juin a donné lieu à un dossier dans la série *INRA Sciences sociales*

Bibliographie :

INRA Sciences sociales (2007) Evolution de la politique agricole commune, n°2-3, septembre, <http://www.inra.fr/internet/Departements/ESR/publications/iss/iss07-2.php>

Guyomard, H. (sous la direction de) ; Le Mouël, C. (sous la direction de) ; Jez, C. ; Forslund, A. ; Fournel, E. (2007) – Prospective « Agriculture 2013 » : Résultats et enseignements principaux par thème.

Guyomard, H. (sous la direction de) ; Le Mouël, C. (sous la direction de) ; Jez, C. ; Forslund, A. ; Fournel, E. (2007) – Prospective « Agriculture 2013 » : Résultats et enseignements principaux par scénario.

Guyomard, H. ; Le Mouël, C. ; Forslund, A. (2008) - Enjeux et perspectives pour l'agriculture française et européenne à l'horizon post-2013 : Résultats des travaux quantitatifs réalisés dans le cadre de la Prospective Agriculture 2013. Rapport final (à paraître fin janvier).

Contact :

Pour la journée du 14 juin
Didier Aubert, UR ESR Toulouse
Didier.aubert@toulouse.inra.fr, 05 61 28 53 62

Pour l'opération Prospective Agriculture 2013
Chantal Le Mouël, UMR SMART Rennes
Chantal.LeMouel@rennes.inra.fr ; 02 23 48 53 86

Axe(s) stratégique(s) INRA : F

Champ(s) thématique(s) SAE2 : CT2

(2007-FM6) : La conduite de l'alimentation en élevage bovin allaitant : analyse des écarts entre pratiques et recommandations, programme de recherche interdisciplinaire.

Contexte de la réalisation :

Dans le cadre d'un partenariat entre l'INRA et la Chambre Départementale d'Agriculture de la Creuse, les pratiques d'affectation des ressources alimentaires (fourrages, céréales produites, concentrés achetés) au sein du troupeau chez 12 éleveurs spécialisés en production de viande bovine durant deux hivers (2003/2004 et 2004/2005) ont été analysées. Des suivis de stocks fourragers complétés d'analyses de fourrage ainsi que des pesées et des notations d'état corporel d'animaux ont permis de réaliser des bilans alimentaires et nutritionnels. En moyenne sur la durée de la période hivernale, il y a un dépassement de près de 20 % des besoins énergétiques des animaux par les apports des rations (selon les normes INRA). La nutrition azotée est, quant à elle, juste équilibrée avec un taux de couverture moyen de 100 %. Les éleveurs utilisent les céréales produites dans l'exploitation pour compléter les rations, sans tenir compte du fait que dans la majeure partie des cas, la ration de base est déjà suffisamment riche en énergie alors qu'elle est pauvre en azote. L'application d'un calcul de ration nécessitant de faire appel à une démarche analytique est ainsi peu utilisée et sans doute peu maîtrisée. Pour un éleveur, il est coûteux, voire fastidieux de faire systématiquement des analyses chimiques des fourrages récoltés. En outre, les bons résultats techniques de leur élevage ne les poussent sans doute pas à remettre en cause leur manière de faire.

Résultat :

Cette étude nous a permis de quantifier les écarts entre les pratiques et le « modèle des recommandations INRA ». Ils se comprennent assez bien par l'explicitation des finalités des éleveurs et par la non acceptation de risques sur l'état des vaches. Ces écarts au modèle apparaissent ainsi comme un point d'entrée pour engager les discussions futures et accéder aux raisonnements des éleveurs, ainsi que des agents de développement. C'est également vrai pour les chercheurs qui ont produit le modèle et qui doivent l'explicitier.

Ce travail a également permis de confirmer des évolutions de pratiques à travers les discussions tenues lors des deux réunions de restitution finale du travail. Les éleveurs, techniquement bien au fait, ont évoqué des conséquences indirectes de l'extensification. Ils ont cité en exemple la faible fertilisation des prairies naturelles, qui se traduit en partie par la faible valeur azotée des foin souvent réalisés sur de « vieilles » parcelles non retournées. Ce lien biotechnique entre fertilisation et valeur des fourrages, qui était à la base des conseils d'amélioration au cours de la phase d'intensification de l'agriculture, n'est sans doute plus actuellement assez recadré par les organismes de conseil dans le contexte actuel de l'utilisation optimale des prairies permanentes à flore complexe. Cela révèle un besoin de recherches sur ce thème.

L'intérêt direct que les éleveurs ont porté à ce travail concerne surtout les analyses de fourrages et leur interprétation dans le bilan énergétique. Certains s'interrogent néanmoins sur la pertinence du modèle des recommandations INRA dans la mesure où la cohérence entre les bilans énergétiques observés et les variations de note d'état des vaches ne semblent pas complètement validée à l'échelle de leur exploitation.

Au final les enseignements de cette étude portent : 1°) sur l'évolution des recommandations vers davantage d'applications, d'ergonomie et de facilité d'utilisation, et 2°) sur les méthodes de conseil pour aider au choix de pratiques techniques les mieux adaptées aux objectifs des éleveurs. Les dispositifs à mettre en œuvre pour évaluer les résultats de ces évolutions sont également mieux perçus.

Perspective, impact à terme :

Meilleure maîtrise des charges alimentaires en particulier optimisation de l'utilisation des concentrés vu la hausse des cours des céréales grâce au logiciel INRAtion.

Partenaires :

UR1213 Unité de Recherches sur les Herbivores équipe Systèmes de Production (URH-SP), Chambre d'agriculture Creuse, UMR127 UMR Métafort.

Valorisation : 3R

Bibliographie :

Agabriel, J. ; Petit, M. ; 1987. Recommandations alimentaires pour les vaches allaitantes. Bull. Tech. C.R.Z.V. Theix INRA., 70, 153-166.

Ingrand, S. ; Agabriel, J. ; Lassalas, J. ; Dedieu, B. ; 2000. How group feeding influences intake level of hay and feeding behaviour of beef cows. Animal Research, 48 (6), 435-445.

Ingrand, S. ; Dedieu, B. ; 2007. Représenter graphiquement la conduite d'élevage pour la comprendre et l'analyser : principes de construction des schémas d'allotement. Le Cahier des Techniques de l'Inra, 61, 17-36.

INRAtion : logiciel de rationnement des Ruminants. Ed Agabriel, J ; Champciaux, P. ; Espinasse, C. Educagri Editions Dijon.

Magne, M.A. ; Couzy, C. ; Ingrand, S. ; 2005. Comprendre comment les éleveurs de bobins alliantants mobilisent des informations pour concevoir et piloter leur activité d'élevage : distinguer le Support, l'Origine et le Contenu (SOC). Rencontres Recherches Ruminants, 12, 65-68.

Petit, M. ; 1988. Alimentation des vaches allaitantes. In Jarrige R. (dir.), Alimentation des bovins, ovins, caprins. Paris, INRA Editions, 159-184.

Petit, M. ; Agabriel, J. ; 1993. Etat corporel des vaches allaitantes Charolaises : signification, utilisation pratique et relations avec la reproduction. INRA Prod. Anim., 6 (5), 311-318

Veysset, P. ; Bébin, D. ; Lherm, M. ; 2005a. Adaptation to Agenda 2000 (CAP reform) and optimisation of a farming system of French suckler cattle farms in the Charolais area: a model-based study. Agricultural Systems 83, 179-202.

Veysset, P. ; Lherm, M. ; Bébin, D. ; 2005b. Evolutions, dispersions et déterminants du revenu en élevage bovin allaitant charolais. Etude sur 15 ans (1989-2003) à partir d'un échantillon constant de 69 exploitations. INRA Prod. Anim., 18 (4), 265-275

Contact :

VEYSSET Patrick, UR LEE, veysset@clermont.inra.fr, 04 73 62 45 10

Axe(s) stratégique(s) INRA : E et F

Champ(s) thématique(s) SAE2 : CT2

(2007-FM7) : Cohérence des politiques du nord envers les pays du sud : Aide et commerce, programme de recherche.

Contexte de la réalisation :

Les chercheurs du LEA (Paris, Jourdan) ont participé en 2005-06 à un projet du Centre de Développement de l'OCDE sur la cohérence des politiques du nord envers les pays du sud, dans les dimensions de l'aide, du commerce, des investissements directs étrangers et des migrations. Leur contribution a consisté à donner en termes non techniques, le cadre théorique et empirique dans lequel la littérature récente aborde cette problématique. Ils se sont focalisés sur l'aide et ses interactions avec les autres dimensions d'interventions des pays du nord (S. Lambert et D. Cogneau) et sur le commerce et ses interactions avec les autres politiques (A. Suwa-Eisenmann et T. Verdier). Cette recherche a suscité beaucoup d'intérêt dans les communauté nationale (AFD) et internationale concernées (Banque Mondiale, Unido).

Résultat :

Est-il préférable de donner davantage aux pays en développement ou de leur accorder un meilleur accès au marché ? L'aide, en tant qu'instrument direct, devrait être préférée à l'accès au marché comme outil de développement. Toutefois, cet argument ne tient pas compte des effets secondaires de l'aide sur les prix relatifs : l'aide étrangère peut réduire la compétitivité des pays en développement. Une façon d'échapper à ce risque peut être de conditionner l'aide à la libéralisation des droits de douane dans le pays en développement. Une autre solution serait d'éviter la détérioration des termes de l'échange en s'assurant que l'aide étrangère contienne suffisamment de biens échangeables. À cet égard, l'aide pour le commerce présente des avantages, parce que l'assistance technique est souvent intensive en importations.

Perspective, impact à terme :

Le travail réalisé souligne le manque d'évaluation directe de l'impact de l'aide au commerce, ainsi que la nécessité d'études de cas, l'effet de l'aide sur le commerce dépendant du couple (pays donateur, pays receveur). Une application est en cours sur l'aide alimentaire.

Partenaires :

INRA-Rennes, (UMR SMART) Centre de développement de l'OCDE, Groupe de recherche de la Banque Mondiale.

Valorisation :

Les revues de littérature ont été publiées dans la série des documents de travail de l'OCDE.

Un article centré sur les liens entre aide et commerce, a été tiré de l'étude initiale et a bénéficié d'une couverture large : Vox-EU, Telos-EU, Chambre de Commerce de Paris, et Note de lecture à paraître dans la Revue de l'AFD.

Bibliographie :

Suwa-Eisenmann, A. et Verdier, T. Aid and trade, *Oxford Review of Economic Policy* 2007 23(3):481-507

Contact: Akiko Suwa-Eisenmann, UR LEA, akiko.suwa@ens.fr, 01 43 13 63 63

Axe(s) stratégique(s) INRA : F

Champ(s) thématique(s) SAE2 : CT2

(2007-FM8) : Impacts sur les échanges agricoles des réglementations sanitaires et techniques, programme de recherche.

Contexte de la réalisation :

Dans le cadre des Accords sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et sur les obstacles techniques au commerce (OTC), l'OMC autorise les pays membres à adopter des mesures destinées à protéger la santé humaine, animale et végétale ainsi que l'environnement, la faune et la flore et la sécurité humaine. Ces barrières non tarifaires (BNT) sont susceptibles de jouer un rôle important dans le déroulement des négociations commerciales internationales. Les pays en développement protestent en effet régulièrement contre leur utilisation par les pays développés à des fins protectionnistes.

Résultat :

Les estimations par groupe de pays exportateurs montrent que les échanges entre pays développés ne sont pas négativement affectés de manière significative par les réglementations sanitaires, phytosanitaires et techniques, mais que celles-ci constituent un obstacle important aux exportations des pays en développement, et tout particulièrement des pays les moins avancés, vers les pays développés. Ainsi, ces mesures atténuent considérablement les effets des préférences commerciales (droits de douane bas ou nuls) qu'accordent, au titre de la politique de développement, l'Union européenne et d'autres pays développés. Une plus grande cohérence des politiques commerciales et de développement nécessiterait des actions pour favoriser l'accès au marché sur le plan de la qualité et de la certification des produits.

Partenaires et financement :

UMR Economie Publique INRA/AgroParisTech (France) ; Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (France) ; International Trade Commission (Suisse).
Projet partiellement financé dans le cadre du projet européen TRADEAG (Agricultural Trade Agreements), 6^{ème} programme cadre de recherche et développement (Strep CT513666 coordonné par l'INRA UMR210).

Bibliographie :

Disdier, A.C. ; Fontagné, L. ; Mimouni, M. ; 2008. The Impact of Regulations on Agricultural Trade: Evidence from the SPS and TBT Agreements. A paraître dans *American Journal of Agricultural Economics*,
Disdier, A.C. ; Fekadu, B. ; Murillo, C. ; Wong, S.A. ; 2008. Trade Effects of SPS and TBT measures on Tropical Products. A paraître comme *Issue Paper de l'International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD)*, Genève.

Contact :

Anne-Celia Disdier, UMR Economie Publique (INRA, AgroParisTech)
anne-celia.disdier@agroparistech.fr , 01 44 08 72 72

Axe(s) stratégique(s) INRA : F

Champ(s) thématique(s) SAE2 : CT2

CT3 « Environnement, espace et société »

(2007-FM9) : Le Lerna (Laboratoire d'économie des ressources naturelles), contributeur et acteur du Grenelle de l'Environnement,
mobilisation de compétences académiques à des fins d'expertise.

Contexte :

Le Grenelle de l'Environnement a été un des temps forts de l'année 2007 en France. Pour le Lerna, il s'agissait de faire entendre la voix d'économistes de l'environnement et des ressources naturelles ; de plus, il fallait concentrer les efforts sur des thèmes peu nombreux. Les principaux thèmes mis en avant ont été :

L'importance de l'évaluation des mesures, à la fois sur le plan environnemental et sur le plan économique, à l'aide de méthodes de valorisation éprouvées (analyses coûts-bénéfices);

Les difficultés à mettre en œuvre de façon efficace des mécanismes volontaires de responsabilisation des acteurs économiques (thème de la responsabilité sociale);

L'importance d'une meilleure gestion des ressources en eau (irrigation, inondations et assurance).

Moyens et Résultats :

Sur le thème de l'évaluation des mesures, les chercheurs ont pris position en faveur d'une systématisation de l'emploi d'analyses coûts-bénéfices. Celles-ci permettent une meilleure efficacité de l'allocation de l'argent public, et contribuent à une certaine transparence des débats. Le Lerna a organisé avec l'ICSI (Institut pour une Culture de Sécurité Industrielle) une conférence de sensibilisation sur ce thème à Paris, le 24 octobre 2007.

Sur la responsabilité sociale des acteurs économiques, le Lerna, appuyé par l'INRA et l'Institut d'Economie Industrielle (IDEI, Toulouse), a organisé en juin 2007 à Toulouse une conférence internationale « Environnement, Finance, et stratégies des firmes ». Une analyse des travaux présentés conduit à une évaluation mitigée de la responsabilité sociale ; Pour des raisons d'incitation et de vérification, on peut douter que ces initiatives puissent constituer une alternative à des approches réglementaires traditionnelles.

Sur la gestion des ressources en eau, le Lerna s'est appuyé sur l'expertise « Sécheresse » de 2006, à laquelle plusieurs de ses chercheurs ont contribué, et sur différents travaux menés sur les catastrophes naturelles.

Deux chercheurs INRA du Lerna, François Salanié et Nicolas Treich, ont coordonné l'écriture d'un rapport pour le Centre d'Analyse Stratégique, préparatoire au Grenelle de l'Environnement. Diverses interventions publiques (articles de presse, conférences, réunions au Ministère de l'Environnement) ont permis de médiatiser ce rapport.

Michel Moreaux (Lerna, Professeur à l'Université de Toulouse I, actuellement titulaire d'une délégation à l'INRA) a défendu ces positions, en tant que membre du Groupe de travail « Promouvoir des modes de développement écologiques favorables à la compétitivité et à l'emploi » (groupe 6) du Grenelle de l'Environnement.

Perspectives, impacts à terme :

Le Lerna poursuivra son effort en vue de contribuer à une meilleure gestion de l'environnement en France : expertise auprès des pouvoirs publics, organisation de conférences (Journées Thématiques de l'AFSE sur l'Environnement en juin 2008 ; participation dans Toulouse Sciences Economiques à l'organisation de la conférence « Regards croisés des Sciences Humaines et Sociales sur le changement climatique global »).

Partenaires :

Ministère de l'Environnement, Centre d'Analyse Stratégique (CAS).

Valorisation :

Rapport pour le CAS, divers articles dans la presse (Le Monde, Les Echos, L'Expansion, Vertitudes, Horizons stratégiques (avril 2008), ..)

Bibliographie :

« La responsabilisation des entreprises et des marchés pour le développement durable », rapport pour le Centre d'Analyse Stratégique, réalisé par les chercheurs du Lerna, sous la direction de François Salanié et Nicolas Treich, 57 pages, septembre 2007.

Synthèse téléchargeable ici :

http://www.strategie.gouv.fr/IMG/pdf/GRENELLE_Responsabilisation_des_marches_et_des_entreprises.pdf

« Ordering the extraction of polluting non-renewable resources », à paraître dans American Economic Review, par Michel Moreaux (Lerna), Ujjayant Chakravorty (Univ. of Florida) et Mabel Tidball (Lameta, Inra).

Hammitt, James K. and Nicolas Treich, "Statistical vs. identified lives in benefit-cost analysis " 2007, *Journal of Risk and Uncertainty*, 35, 45-66.

Ces travaux (et bien d'autres) sont disponibles sur le site du Lerna :

<http://www2.toulouse.inra.fr/lerna/accueil.htm>

Contact :

François Salanié, UMR LERNA, salanie@toulouse.inra.fr , 05 61 12 85 15

Nicolas Treich, UMR LERNA, ntreich@toulouse.inra.fr , 05 61 12 85 14

Axe stratégique INRA : A et F

Champ thématique SAE2 : CT3

(2007-FM10) : Dans quel ordre organiser l'extraction de ressources non renouvelables polluantes, article de l'*American Economic Review*.

Contexte de la réalisation :

L'article est le fruit d'une collaboration entre le LAMETA (Mabel Tidball), le LERNA (Michel Moreaux) et l'Université Central Florida (Ujjayant Chakravorty), conçue comme une mise en commun de compétences voisines et complémentaires au service de la thématique « ressources naturelles ». Ce travail arrive à un moment où les questions relatives à l'exploitation des ressources naturelles n'ont jamais occupé autant de place sur les agendas politiques et les médias (cf : le Grenelle de l'environnement en France et le prix Nobel accordé à Al Gore et au GIEC).

Résultat :

Un théorème célèbre d'Herfindahl établit que la ressource non renouvelable la moins coûteuse doit être exploitée la première. Considérons à présent des ressources qui se différencient seulement par leur teneur en pollution. Par exemple, le charbon comme le gaz naturel sont utilisés pour produire de l'électricité, mais le charbon est davantage polluant. L'analyse montre que l'ordonnement optimal des extractions ne dépend pas nécessairement du fait que les ressources sont « propres » ou « sales ». Le charbon peut être utilisé en premier, suivi par le gaz naturel et ensuite encore le charbon. De telles séquences ne se produisent pas lorsque seules les différences de coûts sont envisagées. Une implication surprenante de l'étude est que la régulation de la pollution peut accélérer l'exploitation de la ressource la plus polluante.

Perspective, impact à terme : l'article s'inscrit dans une littérature qui propose une exploration conceptuelle systématique des problèmes associés à l'exploitation des ressources naturelles non renouvelables. Les conclusions comme celles de ce travail sont d'autant plus importantes qu'elles sont surprenantes ou inattendues. Une fois bien assimilées, elles enrichissent l'intelligence collective des questions d'actualité, largement débattues par exemple au sein du Grenelle de l'environnement, liées à la planification énergétique, à la lutte contre la pollution et plus généralement aux rapports entre l'Homme et la nature. Pour l'INRA, c'est aussi un travail qui va accroître sa visibilité auprès des autres partenaires scientifiques, nationaux et étrangers. L'article a en effet été accepté pour publication dans *l'American Economic Review*, revue classée au premier rang mondial par la profession.

Partenaires : LERNA (Michel Moreaux), University of Central Florida, CBA (Ujjayant Chakravorty).

Valorisation : nombreuses conférences internationales.

Bibliographie :

Chakravorty, U. ; Moreaux, M. ; Tidball, M. Ordering the Extraction of Polluting Nonrenewable resources. *American Economic Review*, 98(3): 1128-1144.

Contact :

Mabel Tidball, UMR LAMETA, tidball@supagro.inra.fr, (+33) 4 99 61 22 45
Michel Moreaux, UMR LERNA, mmoreaux@toulouse.inra.fr, (+33) 5 61 12 86 21

Axe(s) stratégique(s) INRA : A et F

Champ(s) thématique(s) SAE2 : CT3

(2007-FM11) : *L'innovation au service de l'environnement et de la performance économique, programme de recherche.*

Contexte de la réalisation :

La limitation des effets environnementaux des activités agricoles et industrielles présente aujourd'hui des enjeux importants. Les réglementations mises en place dans ce sens introduisent néanmoins des contraintes économiques qui peuvent conduire à une perte d'efficacité. Toutefois, certaines de ces réglementations peuvent inciter les firmes à innover vers des technologies efficaces et plus précautionneuses de l'environnement.

L'accueil pendant une année au sein de l'UMR GAEL de Paul Lanoie, spécialiste de cette question, a permis de réaliser plusieurs travaux empiriques en collaboration avec des chercheurs du laboratoire et d'organiser une conférence internationale.

Résultat :

A partir de données OCDE sur 4000 entreprises, nous montrons, à l'aide d'une méthode originale, que l'effet positif de la réglementation sur l'innovation environnementale ne compense pas les coûts engendrés par cette réglementation. L'analyse suggère que l'efficacité des instruments de réglementation est très variable. Par exemple, une norme fixant un objectif de performance à atteindre est plus favorable à l'innovation qu'une norme technologique parce qu'elle laisse plus de flexibilité aux entreprises. Enfin, ces travaux ont été complétés par une série d'études de cas d'innovations environnementales dans le secteur agricole et agroalimentaire. Elles ont permis de mieux comprendre les mécanismes qui permettent une amélioration conjointe de la performance environnementale et économique de l'entreprise.

Perspective, impact à terme :

L'organisation de la conférence "Environnement, Innovation et Performance" a permis de dégager plusieurs pistes de recherches prometteuses. L'impact sur l'innovation des politiques environnementales flexibles (taxes vertes, permis échangeables) doit faire l'objet d'une attention particulière. L'autre voie importante concerne l'analyse des stratégies des firmes dans les éco-industries qui fournissent des services et techniques aux secteurs qui sont tenus de réduire les effets environnementaux de leurs activités.

Partenaires :

- Paul Lanoie, HEC Montréal, en année sabbatique à l'UMR GAEL en 2006-2007.
- Nick Johnstone, Economiste à l'OCDE.

Valorisation :

Conférence de Grenoble « Environnement, Innovation et Performance » 4 et 5 juin 2007
http://www.grenoble.inra.fr/Site/Conf_2007/pages/program.htm

Ambec, S. ; Lanoie, P. *L'innovation au service de l'environnement et de la performance économique. Inra Sciences Sociales.* A paraître.

Bibliographie :

Ambec, S. ; Barla, P. ; 2006. « Quand la réglementation environnementale profite aux pollueurs : survol des fondements théoriques de l'hypothèse de Porter », à paraître dans *L'Actualité Economique*.

Ambec, S. ; Lanoie, P. ; 2007. « When and Why Does it Pay to be Green ? »
<http://www.grenoble.inra.fr/Docs/pub/A2007/gael2007-05.pdf>

Lanoie, P. ; Johnstone, N. ; Lucchetti, J. ; Ambec, S. ; 2007. "Environmental Policy, Innovation and Performance: New Insights on the Porter Hypothesis"

<http://www.grenoble.inra.fr/Docs/pub/A2007/gael2007-07.pdf>
Lanoie, P. ; Llerena, D. ; 2007. "Des billets verts pour des entreprises agricoles vertes?"
<http://www.grenoble.inra.fr/Docs/pub/A2007/gael2007-08.pdf>

Contact :

Stefan Ambec, UMR LERNA, Toulouse (précédemment chercheur à l'UMR GAEL),
stefan.ambec@toulouse.inra.fr 05 61 12 85 16

Axe(s) stratégique(s) INRA : A et F

Champ(s) thématique(s) SAE2 : CT3

(2007-FM12) : *Marché foncier, ségrégation et politique publique, programme de recherche.*

Contexte de la réalisation :

Les travaux consacrés au renouveau rural qui passe par la dynamique résidentielle résultant de l'extension urbaine ont convergé vers l'analyse des relations entre la ségrégation sociale et l'offre de services publics, médiatisées par le marché foncier. Outre les rapports concluant les contrats et les articles qui en découlent directement, des publications théoriques ont sous-tendu les travaux appliqués et servi de support à une animation scientifique internationale. L'expertise développée dans ce domaine a, de plus, conduit plusieurs collectivités territoriales à solliciter l'INRA pour appliquer ces démarches à leur territoire.

Résultat :

Le phénomène de périurbanisation qui a permis l'accession à la propriété en maisons individuelles d'une partie non négligeable de la classe moyenne, correspond en creux au départ de leurs quartiers des populations concernées et favorise de fait les phénomènes de ségrégation sociale observés aujourd'hui dans les villes européennes. Cet étalement de la population peut induire et s'accompagner d'une redistribution des services publics : nos résultats montrent la dispersion des services de santé et d'action sociale, mais pas des services éducatifs, à base plus spécifiquement non marchande. Les effets d'une distribution hétérogène des biens publics sont transcrits très concrètement dans les valeurs des biens immobiliers, selon un processus de capitalisation foncière qui participe au renforcement des mouvements de ségrégation sociale.

Perspective, impact à terme :

Extension des travaux empiriques sur d'autres régions ; analyse du rôle des politiques locales ; coopérations académiques (PSE, Université catholique Louvain).

Partenaires :

Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA).
Ministère de l'Emploi, du Logement et de la Cohésion sociale
INRA, Laboratoire d'Economie Appliquée, INRA-Paris.
Core, Université catholique de Louvain (Belgique).

Valorisation :

Workshop international "Segregation and Urban Sprawl", à Dijon, 22-23 octobre 2007 (co-organisé par S. Charlot et J. Cavailhès, CESAER, H. Selod, LEA).

Séminaire «Analyse de la ségrégation spatiale et scolaire: croisements disciplinaires et questions de méthodes», MSH de Bourgogne, 15 mai 2007 (co-organisation S. Charlot, CESAER, et M. Duru-Bellat, IREDU).

Bibliographie :

Caruso, G. ; Peeters, D ; Cavailhès, J. ; Rounsevell, M ; 2007. Spatial configurations in a periurban city. A cellular automata-based microeconomic model, *Regional Science and Urban Economics*, (à paraître).

Cavailhès, J. (res. scientifique) ; Contesti, G. ; Hilal, M. ; Wavresky, P. ; 2007. "Marché foncier et extension stochastique des villes". Rapport d'étape du contrat de recherche Ministère de l'Emploi, du Logement et de la Cohésion sociale.

Charlot, S. (resp. scientifique) ; Amet, X. ; Contesti, G. ; Hilal, M. ; Piguët, V. ; Schmitt, B. ; Selod, H. ; Visalli, M. ; 2006. [Périurbanisation, ségrégation spatiale et accès aux services publics](#), Rapport de recherche. PUCA, 133 p.

Contacts :

Jean Cavailhès, UMR CESAER, cavailhe@enesad.inra.fr , 03 80 77 25 83
Sylvie Charlot, UMR CESAER, charlot@enesad.inra.fr , 03 80 77 26 91

Axe(s) stratégique(s) INRA : F

Champ(s) thématique(s) SAE2 : CT 3

Faits marquants 2006

Faits marquants 2006 du département SAE2

Faits marquants transversaux

- (2006-FM1) *Création du RTRA Toulouse Sciences Economiques*
(Axe stratégique F de l'institut, CT1 et CT3 du département SAE2)
- (2006-FM2) « *Les Incontournables SAE2* », Portail Thématique du Département Sciences Sociales, Agriculture et Alimentation, Espace et Environnement (SAE2)
(Axe stratégique F de l'institut, CT1, CT2 et CT3 du département SAE2)

CT1 « Consommation, distribution et transformation »

- (2006-FM3) « *Entreprises et filières agroalimentaires face à de nouveaux enjeux* », journée de présentation des résultats de recherche du département SAE2
(Axes stratégiques B & F de l'institut, CT1 du département SAE2)
- (2006-FM4) « *Sociologie de l'alimentation* », ouvrage de synthèse
(Axes stratégiques B & F de l'institut, CT1 du département SAE2)
- (2006-FM5) *Politiques publiques d'information et toxicité des aliments : le cas du méthyle-mercure*, programme de recherche PRNA.
(Axes stratégiques B & F de l'institut, CT1 du département SAE2)

CT2 « Production et marchés »

- (2006-FM6) *Le commerce international agricole et les pays en développement*, programme de recherche 6° PCRD (TRADEAG)
(Axe stratégique F de l'institut, CT2 du département SAE2)
- (2006-FM7) *Ouverture au commerce, localisation de la production et bien-être, programme de recherche*
(Axe stratégique F de l'institut, CT2 & CT3 du département SAE2)
- (2006-FM8) *La Politique agricole commune et la dynamique de l'agriculture française*, programme de recherche
(Axe stratégique F de l'institut, CT2 du département SAE2)

CT3 « Environnement, espace et société »

- (2006-FM9) *Aspects socio-économiques des sécheresses récentes*, expertise collective et programme de recherche
(Axes stratégiques A & F de l'institut, CT3 du département SAE2)
- (2006-FM10) *L'estimation des préférences pour l'allocation des ressources naturelles en situation d'incertitude*, programme de recherche et article primé.
(Axes stratégiques A & F de l'institut, CT3 du département SAE2)
- (2006-FM11) *Estimation de la valeur des bois sur pied à partir de résultats d'enchères*, programme de recherche.
(Axes stratégiques A & F de l'institut, CT3 du département SAE2)
- (2006-FM12) « *La Bourgogne et ses vins : image d'origine contrôlée* », ouvrage
(Axe stratégique F de l'institut, CT3 du département SAE2)

Faits marquants transversaux

(2006-FM1) : Création du RTRA Toulouse Sciences Economiques

Contexte de la réalisation :

Création à Toulouse d'une Fondation de coopération scientifique (la Fondation Jean-Jacques Laffont) dans le cadre d'un Réseau Thématique de Recherche Avancée (RTRA) en sciences économiques, dont l'INRA est membre fondateur.

La Fondation s'appuie sur trois unités de recherches de l'Université Toulouse des Sciences Sociales (Toulouse-1) regroupant plus de cent scientifiques ainsi que plus de cent doctorants et post-doctorants. Deux des trois unités concernées sont des unités mixtes de recherche dont l'INRA est partenaire, les UMR LERNA et GREMAQ impliquant 23 chercheurs et ingénieurs de l'INRA.

Le projet scientifique de TSE s'articule autour du thème de la régulation, de la compétitivité et de la croissance des économies française et européenne. Les thématiques concernant l'énergie, les ressources naturelles, l'environnement ainsi que l'économie des filières agro-alimentaires et de l'alimentation sont parties intégrantes de ce projet scientifique.

Résultat :

Perspectives ou impact à terme :

L'ambition de la Fondation est de faire partie des 10 meilleurs centres mondiaux en Economie et de placer les économistes de Toulouse au cœur du débat et de l'expertise économique française et internationale.

Partenaires :

Outre l'INRA, les membres fondateurs sont le CNRS, l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS) et l'Université Toulouse 1.

Valorisation

Bibliographie:

Contact :

Direction Générale, INRA

V. REQUILLART (requilla@toulouse.inra.fr), UMR GREMAQ Toulouse

A. THOMAS (thomas@toulouse.inra.fr), UMR LERNA Toulouse et CD adjoint SAE2

Axe(s) stratégique(s) INRA : Transversal, plus particulièrement F mais aussi A et B
Champ(s) thématique(s) SAE2 : Transversal mais plus particulièrement CT1 et CT3.

(2006-FM2) : « Les Incontournables SAE2 »,

Portail Thématique du Département Sciences Sociales, Agriculture et Alimentation,
Espace et Environnement (SAE2)

Contexte de la réalisation :

Ce portail thématique est un produit pensé, géré et alimenté par les documentalistes du Département *Sciences Sociales, Agriculture et Alimentation, Espace et Environnement (SAE2)*, en coordination avec des chercheurs et des informaticiens *via* un groupe fonctionnel. C'est un outil de communication qui affiche l'INRA comme fournisseur de données documentaires dans les domaines relevant de l'économie et la sociologie rurales. Destiné à terme à être ouvert vers l'extérieur de l'Institut, il permettra aux scientifiques, puis au grand public de s'informer de l'avancée des travaux scientifiques, mais aussi de l'évolution du contexte socio-économique et institutionnel des domaines d'application relevant des thématiques de l'Institut. L'outil permet en outre de mutualiser les travaux des documentalistes du département relevant de nos champs thématiques (consommation, production, environnement, espace, etc.) ou des thématiques plus spécifiques (OGM, eau, fruits et légumes, effet de serre et agriculture, etc.).

Ce projet est le résultat d'une rencontre des documentalistes avec la Direction du Département SAE2 et plusieurs chercheurs. Les orientations du portail ainsi que ses objectifs ont été définis par le Département SAE2, et son alimentation en données documentaires s'effectue après validation de « veilleurs » scientifiques, et une coordination ponctuelle avec les 9 animateurs de champ thématique du département. Le public du portail s'est peu à peu élargi : intranet du Département SAE2 en janvier 2005, Intranet INRA en avril 2006, le portail sera ouvert en Internet courant 2007.

Résultat :

Le portail, accessible aujourd'hui sur l'intranet de l'INRA, recense actuellement les ressources par critère (texte intégral, fournisseurs d'informations, ...). Ce produit est le résultat d'une mutualisation du travail des documentalistes et de leur collaboration proche avec les chercheurs. Il offre ainsi une porte d'entrée unique vers les ressources sélectionnées par les documentalistes des différentes équipes du département SAE2.

En vue de l'ouverture du portail à l'Internet, une refonte a été initiée afin d'en améliorer les fonctionnalités et l'ergonomie (mai 2007).

Perspective, impact à terme :

Afficher le Département comme fournisseur d'un outil d'appui pour tous les acteurs positionnés sur les thématiques de recherche du Département.

Offrir une meilleure visibilité en termes de communication du Département et de l'INRA et susciter ainsi des collaborations.

Poursuivre le travail de mutualisation au sein du Département et impliquer de nouvelles structures de recherche dans la démarche.

Proposer des services en phase avec les possibilités offertes par Internet.

Partenaires :

Valorisation :

Bibliographie :

Garnier, L. - *Le portail thématique "Les Incontournables" du département Sciences Sociales, Agriculture et Alimentation, Espace et Environnement (SAE2) : Un outil au service des*

chercheurs, Journées des Professionnels de l'Information Scientifique et technique, 19-21 juin 2006, Nancy.

Contact :

Laurent GARNIER (garnierl@supagro.inra.fr) UMR 1135 LAMETA, Montpellier

Alban THOMAS (thomas@toulouse.inra.fr) UMR LERNA, Toulouse et CD adjoint SAE2

Axe(s) stratégique(s) INRA : A, B, C, F

Champ(s) thématique(s) SAE2 : CT1, CT2, CT3

CT1 « Consommation, distribution et transformation »

(2006-FM3) : « Entreprises et filières agroalimentaires face à de nouveaux enjeux »,
journée de présentation des résultats de recherche du département SAE2

Contexte de la réalisation :

Le département SAE2 (*D. Aubert, P. Dubois, M. Simioni, LG Soler*) a organisé le 15/11/2006 une journée de présentation de travaux de recherche sur le thème « *Entreprises et filières agroalimentaires face à de nouveaux enjeux* ».

Les entreprises du secteur agroalimentaire français sont en effet confrontées à de multiples enjeux qui tiennent tant aux exigences croissantes de qualité et de sécurité des produits qu'à la pression concurrentielle sur les marchés internationaux, aux incertitudes quant à l'acceptabilité des innovations par les consommateurs ou, encore, à l'évolution des rapports de force entre industriels et distributeurs. Ces enjeux soulèvent de nombreuses questions, dont certaines sont clairement perçues dans l'opinion publique : comment les entreprises du secteur agroalimentaire vont-elles s'inscrire dans le processus de mondialisation ? Sous quelles conditions peuvent-elles poursuivre les démarches visant à améliorer la qualité et la sécurité des produits ? Comment se répartissent les marges dans les filières et avec quelles conséquences sur les prix de l'alimentation ? Quel est le rôle de la grande distribution dans l'offre alimentaire en termes de prix et de qualité et comment réguler ce secteur et ses relations avec l'amont ? Comment prendre en compte la diversité des attentes des consommateurs en matière d'innovations sans induire des surcoûts trop importants pour les entreprises et les filières ?

Résultat :

La journée était destinée à faire connaître les résultats de recherche du département SAE2 auprès d'un large public intéressé par les transformations actuelles du secteur agroalimentaire. Les présentations visaient ainsi à fournir des éléments d'analyse et de débat aux opérateurs publics et privés, en vue d'éclairer les stratégies industrielles et les politiques publiques de l'alimentation. Quatre thèmes ont été privilégiés : signes de qualité et standards, innovations, stratégies industrielles, relations producteurs-distributeurs. Six unités du département ont été mobilisées pour ces présentations.

Plus de 200 personnes se sont inscrites à cette journée. Plusieurs articles de presse ont fait écho aux exposés faits au cours de cette journée.

Perspective, impact à terme :

Partenaires :

Valorisation :

L'ensemble des présentations a fait l'objet d'une publication « INRA Sciences Sociales ». Le dossier regroupant toutes les présentations a été remis aux participants. Il est également disponible sur le site internet du département.

Bibliographie :

Entreprises et filières agroalimentaires face à de nouveaux enjeux. *INRA-Sciences Sociales*, n°5-6/06, nov. 2006

(<http://www.inra.fr/internet/Departements/ESR/publications/iss/iss06-5.php>) :

Avant-Propos, Marion Guillou

Présentation, Pierre Dubois, Michel Simioni et Louis-Georges Soler

1 - *Signes officiels de qualité : éléments de bilan d'une politique publique*, Daniel Hassan, Vincent Réquillart et Sylvette Monier-Dilhan

2 - *Sécurité sanitaire et normes collectives de distributeurs : impact sur les filières et l'offre alimentaire*, Linda Fulponi, Eric Giraud-Héraud, Hakim Hammoudi et Egizio Valceschini

3 - *Innovations organisationnelles et contrôle de la qualité sanitaire dans la filière fruits et légumes*, Céline Bignebat et Jean-Marie Codron

4 - *L'impact économique des innovations agricoles : l'arbitrage entre hybrides et lignées dans le secteur des semences*, Stefan Ambec et Stéphane Lemarié

5 - *Filières soja OGM et non OGM : à quelles conditions la coexistence est-elle possible ?*, Romain Bourcier, Raül Green, Marianne Le Bail, Louis-Georges Soler et Aurélie Trouillier

6 - *Echanges intra-firme et intégration européenne : le cas des firmes multinationales de l'agro-alimentaire*, Emmanuelle Chevassus-Lozza et Danielle Galliano

7 - *Globalisation du marché international du vin et restructuration de l'offre*, Jean-Louis Rastoin, Etienne Montaigne et Alfredo Coelho

8 - *Les relations entre producteurs et distributeurs, une analyse économique et économétrique de mécanismes inflationnistes sur les prix de détail*, Céline Bonnet, Stéphane Caprice, Claire Chambolle et Pierre Dubois

9 - <http://www.inra.fr/internet/Departements/ESR/publications/iss/pdf/iss01-1h.pdf> *Les marques de distributeurs : une stratégie d'entreprise gagnante*, Fabian Bergès-Sennou, Sylvette Monier-Dilhan et Valérie Orozco

Contact : P. DUBOIS (dubois@toulouse.inra.fr) UMR 1291 GREMAQ Toulouse,
M. SIMIONI (simioni@toulouse.inra.fr) UMR 1291 GREMAQ Toulouse,
L.G. SOLER (soler@ivry.inra.fr) UR 1002 LORIA, Ivry.

Axe(s) stratégique(s) INRA : B & F

Champ(s) thématique(s) SAE2 : CT1

(2006-FM4) : « Sociologie de l'alimentation », ouvrage de synthèse

Contexte de la réalisation : Parution d'un ouvrage de synthèse

L'alimentation fait l'objet aujourd'hui d'un nombre croissant de questionnements et de publications, du champ universitaire au champ médical en passant par les médias. Les pratiques alimentaires touchent en effet à des domaines aussi variés que la culture (gastronomie et patrimoine culinaire), la santé (sécurité sanitaire, prévention nutritionnelle), l'économie (budgets, marchés alimentaires, production), et autorisent autant de commentaires et réappropriations. Cette diversité ne saurait pourtant masquer un fait central : la persistance des différences sociales en matière de consommation alimentaire. Comment définir une sociologie de l'alimentation ? Quels sont ses questionnements, ses méthodes et ses objets de recherche ? Quels sont les principaux travaux et résultats en la matière ? Telles sont les questions abordées par cet ouvrage.

Résultat :

Actualisation de l'état des connaissances intégrant les travaux des sociologues du département.

Que mangent les Français ? Où font-ils leurs courses ? Assiste-t-on à la fin du modèle français des repas ? Pourquoi les pauvres sont-ils plus corpulents ? La mondialisation menace-t-elle la diversité des goûts ? Enjeu médical, social, culturel voire politique, l'alimentation suscite un foisonnement de questions et de prises de positions, auxquelles ce livre apporte l'éclairage sociologique. Le premier chapitre montre comment l'alimentation engage bien plus que le contenu des assiettes ; par des méthodes et des objets singuliers, la sociologie de l'alimentation permet alors de lire l'espace social. Les chapitres II et III s'attachent à deux des principaux axes de recherche de la sociologie de l'alimentation. Tout d'abord, l'étude des pratiques domestiques : tâches situées en amont des repas et cadre dans lequel ceux-ci se déroulent ; puis, le lien entre alimentation et structure sociale, à travers la diffusion des goûts et la distribution sociale des consommations alimentaires. Le dernier chapitre est centré sur les évolutions récentes du domaine alimentaire : y a-t-il vraiment « macdonaldisation » des mœurs ? Quelle est l'importance des préoccupations de santé parmi les déterminants des pratiques alimentaires ? Les goûts s'uniformisent-ils ?

L'ouvrage s'adresse à un large public : étudiants et enseignants, chercheurs et professionnels de l'alimentation et de la nutrition, mais aussi un lectorat moins spécialisé intéressé par tout ce qui a trait à l'alimentation. Tous y trouveront des apports empiriques, théoriques et méthodologiques précis - complétés par une importante bibliographie - qui permettent de comprendre l'alimentation contemporaine

Perspective, impact à terme :

Meilleure visibilité des travaux des sociologues de l'INRA et développement des collaborations avec les autres départements et disciplines concernées par l'alimentation humaine.

Partenaires : éditions La Découverte

Valorisation :

Comptes-rendus dans des revues scientifiques ; interview des auteurs : *Alternatives économiques* ; France-Inter, émission *Osmose*, 26 novembre ; *Les cahiers de l'IFOREP*, janvier 2007 ; présentation et débat avec la DS NHSA (01/02/2007).

Bibliographie :

F. Régnier, A. Lhuissier, S. Gojard (2006), *Sociologie de l'alimentation*. Paris : Editions La Découverte, collection *Repères*.

Contact : Faustine REGNIER (regnier@ivry.inra.fr) UR 1001 CORELA, Ivry.

Axe(s) stratégique(s) INRA : B & F

Champ(s) thématique(s) SAE2 : CT1

(2006-FM5) : Politiques publiques d'information et toxicité des aliments. Le cas du méthyle-mercure, programme de recherche PRNH

Contexte de la réalisation :

Ce projet est le fruit d'une collaboration avec l'unité Met@risk (INRA) et l'Université de Kiel. Il est financé dans le cadre du programme « Risque et bénéfice liés à la consommation de poisson : Information et comportement des consommateurs » qui a bénéficié d'un financement du Programme National de Recherches sur la Nutrition Humaine (PRNH) INRA-INSERM (2005-2007).

Résultat :

Réduire le risque au niveau de la production n'est pas toujours possible, ou est coûteux. En termes de politique publique, informer sur le risque peut avoir un bilan coût avantages intéressant, même si l'on dispose de peu d'évaluation quantitative des effets. L'utilisation de méthodes expérimentales et de techniques statistiques a ici permis de mesurer l'impact des politiques publiques d'information concernant le méthyle-mercure sur la consommation de poisson en France.

Le méthyle-mercure est une substance neurotoxique particulièrement concentrée dans les poissons prédateurs (thon, espadon, requin...). Au niveau international, la diffusion d'information aux femmes enceintes et/ou en âge de procréer est l'option de gestion qui a été choisie pour gérer ce risque. Dans un objectif d'aide à la décision publique, nous avons évalué l'efficacité d'une telle politique en analysant les conséquences de l'introduction de cette information sur les comportements de consommation des femmes en âge de procréer grâce à la complémentarité de deux expériences : une expérimentation de terrain et une expérimentation en laboratoire. En particulier, durant l'expérimentation de terrain, une recommandation est diffusée aux femmes d'un groupe traitement alors que les femmes d'un groupe contrôle ne reçoivent aucune information. Les résultats montrent un « faible » effet de la diffusion de la recommandation. Après réception de la recommandation, la baisse de la consommation du poisson est statistiquement significative, mais elle reste relativement faible et elle s'atténue avec le temps. Peu de femmes réussissent à mémoriser les espèces citées dans la recommandation, que ce soit juste après la réception de la recommandation ou à la fin de l'expérience. La corrélation entre le pourcentage de poissons mémorisés après la recommandation et les habitudes de consommation du premier mois est très forte. Ainsi, 50 % des femmes citent le thon frais et 43 % le thon en conserve qui est l'espèce la plus consommée, tandis que les autres espèces sont beaucoup moins citées. Les résultats soulèvent la question de la pertinence du choix de régulation basé sur l'information des consommateurs et sur le nombre d'espèces citées dans les recommandations.

Perspective, impact à terme :

Ces méthodes expérimentales pourraient être intégrées dans le processus de décision publique. Cela renvoie à la question du rôle de l'expertise socio-économique dans l'analyse des risques alimentaires.

Partenaires :

UMR Economie Publique INRA/AgroParisTech (France) ; Met@risk INRA (France) ; Université de Kiel (Allemagne).

Valorisation :

Outre les articles soumis à des revues académiques pour publication, les premiers résultats ont été communiqués aux professionnels et aux instances de régulation.

Bibliographie :

Blanchemanche S., Marette S., Roosen J., Verger P., 2006. Food Risk Management and Regulatory Experiments. The case of Methylmercury in Fish, *Values in Decisions on Risk Symposium*, 14-18 May, Stockholm, Proceedings Book.

Blanchemanche S., Marette S., Roosen J., Verger P., 2006. Information and Risk Management. Why Consumers do not Comply with Regulators' Expectations? *Risk and Rationalities Conference*, Queens' College, March 2007.

Roosen J., Marette S., Blanchemanche S., Verger P., 2006. Does Health Information Matter for Modifying Consumption? A Field Experiment Measuring the Impact of Risk Information on Fish Consumption, *Document de travail 06-WP-434*, CARD, Iowa State University.

Blanchemanche S., Marette S., Roosen J., Verger P., (2007). Gestion du risque et information des consommateurs. Quelle efficacité ? *INRA Science-Sociales*.

Roosen J., Marette S., Blanchemanche S., Verger P. (2007). The Effect of Product Health Information on Liking and Choice, *Food Quality and Preference*.

Contact :

Stephan MARETTE (marette@inapg.fr) UMR 210 Economie Publique - Versailles-Grignon.

Axe(s) stratégique(s) INRA : B & F

Champ(s) thématique(s) SAE2 : CT1

CT2 « Production, marchés, échanges »

(2006-FM6) : Le commerce international agricole et les pays en développement,
programme de recherche 6^{ème} PCRD.

Contexte de la réalisation :

Ce projet a été financé par la Commission Européenne dans le cadre projet TRADEAG (Agricultural Trade Agreements) du 6^{ème} PCRD. Il a été mené en collaboration entre l'INRA, l'Institute for International Integration Studies de Trinity College Dublin, et le Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales.

Résultat :

Les pays en développement profitent inégalement des mouvements de libéralisation du commerce mondial, l'Afrique semblant ne pas pouvoir s'insérer dans le cycle vertueux de l'échange international. Les simulations des effets d'une libéralisation multilatérale des échanges montre les effets contrastés entre les pays en développement. Les politiques commerciales préférentielles sont critiquées pour leurs effets de diversion des échanges, mais leur bilan n'est pas si négatif.

La libéralisation du commerce international agricole est une revendication des pays en développement dans les forums internationaux. Des simulations à l'aide d'un modèle du commerce international montre qu'elle aurait des effets favorables sur le revenu d'un grand nombre de pays en transition. Par contre, des petites économies insulaires dépendant fortement des préférences commerciales accordées par l'UE et les Etats-Unis pourraient y perdre significativement. L'Afrique, qui ne parvient pas à s'intégrer au commerce mondial de manière significative, aurait peu à gagner. Face à ce constat, on assiste à une mise en cause des préférences commerciales pour les PED. Celles-ci sont accusées de diversion du commerce (déshabiller Pierre pour habiller Paul), et d'induire une spécialisation dans des productions où ces pays sont peu compétitifs, comme le sucre dans la zone Caraïbe ou Pacifique. Pourtant, un bilan de ces préférences en agriculture, montre des taux d'utilisation élevés, même si les pays les plus pauvres n'exportent que des matières premières et en quantité souvent faible. Les accusations de protectionnisme disproportionné sur les produits transformés (« escalade tarifaire ») semblent sans fondement pour l'UE, au moins vis-à-vis de l'Afrique et des pays les moins avancés. Le bilan de l'initiative « Tout sauf les armes » en faveur de ces derniers ne montre pas de détournement des échanges. Néanmoins, son impact reste limité au secteur du sucre, et à quelques exportations de fruits et légumes, encore bien timides. Au total, cet accord pourtant ambitieux est donc positif, mais sa portée pratique reste limitée. Les travaux utilisant une nouvelle source statistique, les droits de douane effectivement collectés par les différents pays selon leur origine, permet cependant de conclure que le marché européen est plus ouvert que celui des Etats-Unis aux pays en développement, en particulier pour les produits agricoles.

Perspective, impact à terme :

Développer des bases de données historiques sur séries plus longues afin de mieux juger de l'effet des préférences commerciales et participer au débat international sur le thème « Trade as aid or Aid for Trade ».

Partenaires : Institute for International Integration Studies, Trinity College Dublin (Irlande).
Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (Paris).

Valorisation :

Documents de travail du projet européen Tradeag transmis à la Commission.

Publications académiques & diffusion de bases de données.

Rapports publiés par l'Organisation de coopération et de développement économique et par la Direction du commerce de la Commission européenne.

Bibliographie :

Bureau J.C., Jean S., Matthews A. (2006). The consequences of agricultural trade liberalization for developing countries: distinguishing between genuine benefits and false hopes. *World Trade Review* (2006), 5: 2, 1–25

Bureau J.C., Chakir R., Gallezot J. (2007). The Utilisation of Trade Preferences for Developing Countries in the Agri-food Sector. *Journal of Agricultural Economics*, Vol. 58, No. 1, 2007, 1–24.

Gallezot J., Bureau J.C. (2006). The Trade Effects of the Everything But Arms Initiative. DG Trade, European Commission.

Disponible sur http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2006/november/tradoc_131254.pdf

Gallezot J., Aussilloux V. (2006). Collected Custom Duties: A Comparative Analysis of the Protection Applied by the US and the EU. TradeAg Working Paper, Commission européenne.

Contact : Sébastien JEAN (sebastien.jean@grignon.inra.fr) ou Jacques GALLETZOT (gallezot@inapg.fr) UMR 210 Economie Publique - Versailles-Grignon.

Axe(s) stratégique(s) INRA : F

Champ(s) thématique(s) SAE2 : CT2

(2006-FM7) : Ouverture au commerce, localisation de la production et bien-être,
programme de recherche

Contexte de la réalisation :

L'analyse des effets de l'intégration commerciale de différents blocs régionaux (UE et USA, Europe de l'Ouest et de l'Est, ...) sur la localisation de la production au sein de ces blocs régionaux et sur le bien-être est inexistante dans les théories de la localisation et du commerce. Nous avons proposé différents cadres d'analyse pour traiter cette question. Par ailleurs, un travail spécifique a été réalisé sur la place des régions ultra-périphériques (RUP) de l'Union européenne dans le commerce international.

Résultat :

L'amélioration des infrastructures internationales de transport ou la baisse des barrières tarifaires favoriseraient la dispersion du capital et peuvent donc être davantage bénéfiques aux régions périphériques. Toutefois, si les régions périphériques ont de mauvais accès aux axes de transports internationaux, la libéralisation des échanges s'accompagne d'une désindustrialisation. Par ailleurs, la prise en compte de l'existence d'économies d'échelle dans le transport des marchandises permet de mettre en évidence que la dispersion des firmes peut être induite par la géographie interne des pays partenaires.

Ensuite, nous avons mis en évidence que les gains nets de la baisse des barrières aux échanges dépendent notamment de la géographie interne des pays. De plus, on met en évidence que si l'amélioration des infrastructures de transport au sein d'un pays permet d'accroître le bien-être de ses résidents, il peut réduire le bien-être des pays partenaires. On obtient un jeu du dilemme du prisonnier sous certaines conditions puisque quand les coûts de transport internationaux sont élevés, chaque pays est incité à améliorer marginalement ses infrastructures de transport tandis que cette stratégie mène à une baisse globale du bien-être. De manière générale, ces travaux montrent de différente manière qu'une coordination entre les politiques nationales de transport est souhaitable.

Enfin, les sept régions ultrapériphériques (RUP) dont le développement est un objectif de l'UE depuis 1997, cumulent plusieurs handicaps (isolement par rapport au continent européen, petite taille en population, PIB et surface) et dépendent de quelques produits agricoles très concurrentiels. Nous mettons évidence que, en dépit des politiques actuelles de l'UE, les coûts d'accès au marché européen resteront relativement élevés par rapport à leurs concurrents. Trois stratégies de développement sont proposées : (i) favoriser l'intégration avec les pays voisins appartenant à d'autres accords commerciaux (ii) mettre en place des plateformes de transport et de logistique pour les flux de marchandises entre les autres continents et l'Europe (iii) investir dans des ressources fixes pour la production de produits différenciés à forte valeur ajoutée par unité de sol.

Perspective, impact à terme :

Un travail empirique appliqué aux industries agro-alimentaires est en cours avec un post-doctorant de l'INRA, sur le lien entre ouverture au commerce et localisation des firmes agro-alimentaires.

Partenaires : CORE (Université Catholique de Louvain-la-Neuve, BE), Commissariat Général du Plan, les sept régions ultrapériphériques et le Comité de Région de l'UE.

Valorisation :

Ces travaux ont servi à la rédaction du rapport « Localisation des activités et stratégies de l'Etat à l'horizon 2015 » du Commissariat Général du Plan et à l'écriture d'un travail d'expertise sur « La place des régions ultrapériphériques de l'Europe dans le commerce international », pour le Comité des Régions de l'UE.

Bibliographie :

“Countries, regions and trade. On the welfare impacts of economic integration”. *European Economic Review*. A paraître (avec K. Behrens, G. Ottaviano et J. Thisse).

“How density economies in transportation link the internal geography of trading partners”. *Journal of Urban Economics*, 2006, 60, 248-263. (avec K. Behrens, G. Ottaviano et J. Thisse).

“Is remoteness a locational disadvantage?” *Journal of Economic Geography*, 2006, 6, 347-368 (avec K. Behrens, G. Ottaviano et J. Thisse)

“Developing the ‘outermost regions’ of Europe: Some lessons from economic geography”. Rapport présenté au Comité des Régions de l'UE (Bruxelles, 15/12/2006)

Contact : Carl GAIGNE (Carl.Gaigne@rennes.inra.fr) UR 122 ESR-Rennes.

Axe(s) stratégique(s) INRA : F

Champ(s) thématique(s) SAE2 : CT2 & CT3

(2006-FM8) : La Politique agricole commune et la dynamique de l'agriculture française,
programme de recherche

Contexte de la réalisation :

Ce projet est mené pour partie dans le cadre d'une collaboration avec l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, avec le Service Central des Enquêtes et Etudes Statistiques du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche et pour une autre dans le cadre d'un financement communautaire dans le 6^{ème} PCRD.

Résultat :

Les évolutions récentes de la PAC, en particulier le découplage, donnent moins d'incitations à produire. Ceci a un impact sur les structures et sur la productivité de l'agriculture française, qui s'est traduite par des revenus en décroissance sur la période 1998-2005.

La Politique agricole commune a évolué d'une logique de soutien au prix vers une logique d'aides directes, qui, depuis la réforme de 2003 (principalement mise en œuvre en 2006 en France concrètement). Ceci s'est accompagné d'un agrandissement de la taille moyenne des exploitations, et entre 1988 et 2000, une exploitation agricole sur trois a disparu, essentiellement parmi les plus petites. Toutefois, les petites exploitations comptent aussi des exploitations en phase d'installation et de croissance. La taille initiale intervient peu dans la croissance. La diminution du nombre des exploitations s'est traduite par un léger accroissement de la concentration relative de la production, essentiellement lié au développement des formes sociétaires. Une projection, assise sur un processus de Markov conduit à 473 000 exploitations en 2012. Sensiblement moins rapide qu'entre 1988 et 2000, cette diminution s'accompagnerait d'une légère augmentation de la concentration absolue.

Parallèlement, l'on assiste à une tendance à la baisse, depuis les années 1998, des revenus agricoles, partiellement compensée au niveau du ménage par un accroissement des revenus de la pluriactivité. L'étude menée sur la base des comptes d'orientation bâtis par le SCEES, montre que la première cause en est un essoufflement des gains de productivité et non une évolution plus défavorable des prix réels. Suite à une succession de conjonctures défavorables, la production stagne et l'agriculture n'arrive pas, dans ce contexte, à adopter des processus moins "intensifs", ce qui induit cette dégradation des gains de productivité. L'embellie de 2006 correspond à un relèvement des cours mondiaux, tirés par la demande non alimentaire et la demande de grands pays émergents. A moins que ces cours mondiaux ne restent élevés, ce qui n'est pas à exclure, il est probable que la production agricole continue de stagner. La poursuite de la baisse de l'emploi agricole apparaît comme inexorable. L'agriculture française se trouve devant le défi de devoir améliorer la productivité des autres facteurs que le travail (consommations intermédiaires et capital) et de rompre avec la tendance de la dernière décennie.

Perspective, impact à terme :

Partenaires :

avec l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE), avec le Service Central des Enquêtes et Etudes Statistiques (SCEES) du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche et le Bureau de l'analyse économique et de la prospective au Ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

Valorisation :

Publications communes avec l'INSEE.
Publications statistiques.

Ouvrages.
Conférences de presse.

Bibliographie :

Butault J.P. (2007). La réforme de la PAC de 2003: ère nouvelle ou fin de la PAC. In *L'Agriculture, nouveaux défis*. INSEE Références, Paris, pp 154-167.

Butault J.P. et Delame N. (2005). Concentration de la production agricole et croissance des exploitations. *Economie et Statistique*, 300, pp 47-52.

Delame N. et Thomas G. (2006). Revenu des foyers d'agriculteurs : La pluri-activité se développe. *Insee Première*. N° 1068 - Février 2006.

Butault J.P. (2006). La baisse des revenus et l'essoufflement de la productivité dans l'agriculture française depuis 1998. *Inra Sciences Sociales*, 2, Juin.

Bureau J.C. (2007). *La Politique Agricole Commune*. Collections Repères, La Découverte. A paraître, mars.

Delame N. et Thomas G. (2006). De plus en plus de conjoints d'agriculteurs travaillent hors de l'exploitation. *L'Agriculture, nouveaux défis*. INSEE Références, Paris.

Contact : Jean Pierre BUTAULT (butault@inapg.fr) UMR 210 Economie Publique, Versailles-Grignon.

Axe(s) stratégique(s) INRA : F

Champ(s) thématique(s) SAE2 : CT2

CT3 « Environnement, espace et société »

(2006-FM19) : Aspects socio-économiques des sécheresses récentes, expertise collective.

Contexte de la réalisation :

Cette recherche a impliqué plusieurs chercheurs du laboratoire mobilisés dans une expertise collective EsCo conduite par l'Institut en partenariat avec le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Si de nombreuses références parcellaires étaient disponibles dans la littérature scientifique ou d'expertise, aucune synthèse de ces connaissances n'avait été réalisée concernant les conséquences pour notre agriculture des sécheresses subies récemment par notre pays. A l'heure où le risque d'occurrence plus fréquente que par le passé de tels épisodes interroge l'action publique, la contribution des acquis les plus récents de la science, tant à des fins de diagnostic de leurs impacts économiques que d'éclairage des options ouvertes à la décision politique, s'avère en effet essentiel.

Résultat :

Le travail d'expertise finalisée conduit au LERNA s'est organisé selon deux axes. Une synthèse bibliographique a été produite en partenariat avec d'autres chercheurs en sciences sociales (géographes, juristes, politistes) recensant l'état des connaissances disponibles, faisant le point sur les solutions possibles au problème de la gestion collective des sécheresses, synthèse complétée par des aperçus plus didactiques sur différentes méthodes ou concepts d'analyse pertinents pour le problème étudié. De nombreuses lacunes ou incertitudes sont apparues à cette occasion. Nous avons alors engagé une opération de recherche finalisée visant à simuler l'impact de sécheresses sur l'agriculture dans le Sud-Ouest, l'une des régions françaises les plus exposées au risque de manque d'eau en été. L'opération, menée en partenariat étroit avec les agronomes de l'Institut, a consisté à coupler un modèle agronomique de conduite de cultures à un simulateur de décisions économiques. Différents scénarios de sécheresse ont ensuite été testés. Ils ont permis de simuler les réactions des agriculteurs en termes de choix de politique d'irrigation ainsi que de choix de paniers de cultures. Les résultats obtenus indiquent que des dispositifs permanents d'alerte sécheresse avancée (avant décisions d'assolements), dispositifs combinés à une gestion collective anticipée des restrictions d'arrosages en été, pouvaient permettre de réduire les pertes de revenus agricoles à des ordres de grandeurs de l'ordre de 5% pour des sécheresses type 2003, à comparer aux 20% de pertes subies par les agriculteurs en 2005 dans les systèmes de grandes cultures irriguées.

Perspective, impact à terme :

Le travail d'expertise a sollicité la capacité de réponse finalisée du laboratoire à des questions essentielles pour la gestion de l'eau en agriculture. Il a permis de confirmer la justesse des choix effectués antérieurement en matière de couplage de modèles biotechniques avec des modèles de calcul économique. Le succès de l'étude a également permis de conforter le bien-fondé de notre stratégie de recherche sur l'eau vis-à-vis de nos collègues en sciences agronomiques. On peut donc en attendre un renforcement de nos coopérations dans un futur proche. Enfin, la recherche réalisée a significativement accru la visibilité des recherches conduites au LERNA en économie de l'eau, tant dans l'Institut qu'en direction de ses partenaires extérieurs.

Partenaires :

L'expertise socio-économique a été conduite sous l'égide de la cellule expertise collective de l'INRA. Elle a réuni, outre d'autres chercheurs en sciences sociales extérieurs à l'Institut, des agronomes, des climatologues et des biologistes. L'action a été menée en partenariat avec le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

Valorisation :

L'expertise a produit un rapport, une synthèse et une note brève pour les décideurs et les acteurs de la société civile. Elle a été présentée aux porteurs d'enjeux et aux médias lors d'un colloque de restitution le 19 octobre 2006. Ses principaux résultats ont été largement diffusés dans la presse nationale, régionale et professionnelle.

Bibliographie :

Amigues J.P., Debaeke P., Itier B., Lemaire G., Séguin B., Tardieu F. et A. Thomas, (2006), *Sécheresse et agriculture : réduire la vulnérabilité de l'agriculture à un risque accru de manque d'eau*, Expertise scientifique collective, Rapport d'expertise, 380 p + annexes.

Reynaud A., (2006), *Modélisation de l'impact économique de la sécheresse sur les grandes cultures : une approche par couplage de modèles biologiques et économiques pour la région Midi-Pyrénées*. Rapport pour le MAAPR, 64 p.

Contact : Jean-Pierre AMIGUES (amigues@toulouse.inra.fr), UMR 1081 LERNA, Toulouse
Alban THOMAS (thomas@toulouse.inra.fr) UMR 1081 LERNA, Toulouse.

Axe(s) stratégique(s) INRA : A & F

Champ(s) thématique(s) SAE2 : CT3

(2006-FM10) : L'estimation des préférences pour l'allocation des ressources naturelles en situation d'incertitude, article primé

Contexte de la réalisation :

Ce travail a été conduit en collaboration avec des chercheurs de l'Université Davis, avec lesquels le laboratoire collabore depuis plusieurs années.

Résultat :

Le critère de la somme actualisée d'une espérance d'utilité des gains (critère additif) est d'usage courant pour décrire le comportement optimal d'un décideur confronté à un problème d'allocation d'une ressource naturelle dans le temps et en situation risquée. Pourtant, plusieurs études empiriques ont mis en évidence que les décisions de gestionnaires réels ne se conformaient pas aux prédictions de modèles d'optimisation basés sur le critère additif. La recherche a permis de montrer que le recours à un critère alternatif, basé sur une fonction d'utilité récursive (critère récursif), améliorerait considérablement la prédiction du comportement de gestion de décideurs réels. Ce résultat est mis en évidence dans le cas de la gestion d'un barrage réservoir en Californie. La comparaison de la chronique des décisions observées de gestion de ce réservoir avec plusieurs modèles de simulation basés sur différents critères d'optimisation, montre en effet que le critère récursif est non seulement le meilleur critère prédictif mais qu'il permet également une prédiction de très bonne qualité de la gestion observée.

Perspective, impact à terme :

Le LERNA et l'Université Davis (Californie, USA) travaillent en commun depuis plusieurs années sur la gestion intégrée de la ressource en eau. Plusieurs études ont été conduites sur la gestion des barrages en Californie. Une nouvelle recherche sur le même thème est actuellement lancée pour le Sud-Ouest de la France, recherche financée par l'ANR (programme APPEAU). Le travail conduit en commun depuis 2000 a permis à nos deux groupes de recherches d'apparaître comme les meilleurs spécialistes mondiaux du calcul économique pour la gestion intégrée des ressources en eau.

Partenaires :

Department of Agricultural and Resource Economics, University of California, Davis, CA.
International Food Policy Research Institute (IFPRI), Washington, DC.
Department of Environmental Sciences, University of California, Riverside, CA.

Valorisation :

Ce travail a obtenu en 2006 le prix de la qualité de la recherche « Quality of Research Discovery Award » de l'American Agricultural Economic Association. C'est la première fois qu'un chercheur français se voit ainsi distinguer.

Bibliographie :

Howitt R.E., Msangi S., Reynaud A. et K.C. Knapp, (2005), Estimating Intertemporal Preferences for Natural Resource Allocation, *American Journal of Agricultural Economics*, 87(4), 969-983.

Contact : Arnaud REYNAUD (areynaud@toulouse.inra.fr) UMR 1081 LERNA, Toulouse.

Axe(s) stratégique(s) INRA : A & F

Champ(s) thématique(s) SAE2 : CT3

(2006-FM11) : Estimation de la valeur des bois sur pied à partir de résultats d'enchères, programme de recherche.

Contexte de la réalisation :

L'estimation de la valeur des bois sur pied est un sujet important pour les services forestiers nationaux afin qu'ils puissent fixer un prix de retrait pertinent et obtenir un juste prix. La méthode des prix hédonistes est particulièrement adaptée, car de nombreuses caractéristiques influencent le prix des lots de bois. Nous proposons un modèle d'estimation à partir des résultats d'enchères de bois de l'Office National des Forêts (ONF). Cependant, le prix de retrait n'est pas annoncé dans les enchères de bois et de nombreux lots restent invendus à l'issue des ventes. Nous corrigeons le biais dû à la présence d'invendus grâce au modèle de sélection de Heckman. Puis pour tenir compte de la participation endogène dans les enchères, nous proposons un algorithme bayésien pour estimer les paramètres d'un modèle de trois équations simultanées. Nous distinguons trois cas de figures : 1) le lot n'est pas soumissionné, il n'y a aucune offre de prix, 2) il n'y a qu'une seule offre, donc absence de concurrence, 3) il y a 2 soumissions ou plus.

Résultat :

Les caractéristiques des lots retenues expliquent 82% de la variance des prix. Le prix des lots négociés est, toutes choses égales par ailleurs, 10% en dessous des prix d'adjudication. Le prix des lots de bois a tendance à augmenter au cours d'une vente. L'algorithme bayésien donne des résultats plus fiables que la procédure de sélection de Heckman. Lorsqu'il n'y a pas de concurrence, le montant de la meilleure offre est réduit de 40%.

Perspective, impact à terme :

La méthodologie développée dans cette recherche permet de construire un outil d'estimation de la valeur d'un lot de bois sur pied en fonction de ses caractéristiques. Toutefois, pour pouvoir être exploité, le modèle nécessite d'être estimés à nouveau pour la région et la période souhaitées.

Partenaires :

Travaux réalisés en collaboration avec Patrick Waelbroeck (ENST Paris) à partir d'une base de données élaborée dans le cadre d'un contrat de recherche entre l'INRA et l'Office National des Forêts (ONF).

Valorisation :

Bibliographie :

Préget R., Waelbroeck P. (2006), Un modèle d'estimation de la valeur des lots de bois à partir de résultats d'enchères avec invendus, *Revue Économique*, 57(3), mai 2006, p. 593-603.

Préget R., Waelbroeck P., *Timber appraisal from French public auctions: How to set the reserve price when there are unsold lots?* Document de travail du LEF, 2006-05, juillet 2006.

Préget R., Waelbroeck P., *Sample Selection with Binary Endogenous Variable: A Bayesian Analysis of Participation to Timber Auctions*, Working paper Telecom Paris, ESS-06-08, septembre 2006.

Contact : Raphaële PREGET (preget@nancy-engref.inra.fr) UMR 356 LEF – Nancy.

Axe(s) stratégique(s) INRA : F

Champ(s) thématique(s) SAE2 : CT3

(2006-FM12) : « La Bourgogne et ses vins: image d'origine contrôlée », ouvrage

Contexte de la réalisation :

Programme de recherche en sociologie et ethnologie rurales du CESAER (INRA-Dijon).

Résultat :

Publication d'un ouvrage, prolongements en termes de recherche en Bourgogne.

Ouvrage de sociologie économique qui montre comment s'est constituée l'image du vin de Bourgogne au XX^{ème} siècle. Prenant le contre-pied de l'image aristocratique de valorisation des vins fins développée à la fin du XIX^{ème} siècle en Champagne et dans le Bordelais, une poignée de grands propriétaires viticoles bourguignons ont initié dans l'entre-deux-guerres un folklore régionaliste, commercial pour promouvoir leur vin comme un vin de vigneron, un vin authentique, un vin de terroir contre le vin du négociant, de la ville, artificiel. Dominés économiquement sur le marché, c'est par un détour politique et culturel que les propriétaires réussissent à imposer une norme gastronomique traditionnelle de la qualité sur le marché des vins. Ce modèle d'un marketing traditionaliste fait école à la Libération pour embrasser l'ensemble de l'économie alimentaire de luxe : un bon produit se doit d'être de terroir, traditionnel. Ce n'est que très récemment que cette trajectoire traditionnelle de la qualité française s'étiole sous la pression de la concurrence internationale diffusant un modèle alternatif, plus technologique, autour de la notion de cépage contre celle d'origine.

Perspective, impact à terme :

Développement d'un programme de recherche à l'INRA Dijon financé dans le cadre d'un projet ANR Jeunes chercheurs : « *Encadrement et sociabilité des mondes ruraux (1960-2006). Revisite et regards contemporains* »

Partenaires : EHES, Université de Bourgogne.

Valorisation :

Bibliographie :

G. Laferté (2006), *La Bourgogne et ses vins : image d'origine contrôlée*. Post-face de Robert Boyer, Paris : Belin, coll. Socio-histoire, 320 p.

G. Laferté, "The luxury specialization of France during interwar period: Regionalism marketing on wine market in Burgundy", Society of French Historical Studies, 53rd Annual Meeting, Houston, March 15-17, 2007 (USA)

G. Laferté, "Tourism and Regional Images with Commercial Usage for Wine During the Inter-war Years in Burgundy", Food and History: Health, Culture, Tourism and Identity, 29 June - 1 July 2006, University of Central Lancashire, Preston (UK).

G. Laferté, "Le contrôle politique et culturel du marché: les vins de Bourgogne dans l'entre-deux-guerres", Séminaire "les impromptus du Cens", Centre nantais de sociologie, Université de Nantes, 21 décembre 2006.

G. Laferté : "L'image des vins de Bourgogne: le contrôle politique et culturel du marché" Séminaire " Patrimoines, Savoirs et Mémoires " Maison des Sciences de l'homme de Dijon, 9 novembre 2006 et à l'Académie de Dijon, le 29 novembre.

G. Laferté, et Nicolas Renahy, "Identités bourguignonnes : Aspects du monde rural contemporain": 1- Le contrôle politique et culturel du marché des vins ; 2- Jeunes ouvriers ruraux, Séminaire de l'Institute of French Studies, 31 octobre 2006, New York University, (USA).

G. Laferté, « L'image de la Bourgogne: le contrôle politique et culturel du marché des vins », Décentralisation et recompositions territoriales infra-étatiques Approches contemporaines. Séminaire de Marie-Vic Ozouf-Marignier, directeur d'études EHESS, 4 mai 2006.

Contact : Gilles LAFERTE (laferte@enesad.inra.fr) UMR 1041 CESAER - Dijon

Axe(s) stratégique(s) INRA : F

Champ(s) thématique(s) SAE2 : CT 3 & CT1